

28-03-75 00107 1-905 001
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
DU QUÉBEC
RÉCEPTION DES PÉRIODIQUES
1700 RUE ST-JENIS MTL QUE
DEPT D-745136

le vendredi
1er novembre

Nuageux et
quelques averses

Celsius (°C) Fahrenheit (°F)

Minimum: 10 Minimum: 50
Maximum: 18 Maximum: 65

où nous serons maîtres chez nous

Première année — No. 206

16 pages

20 cents

1974

La crise agricole explose à la face des députés

québec

Les enjeux du congrès du PQ

Referendum, organisation et ouverture à tous les groupes de la population vont monopoliser l'attention des députés lors du congrès, les 15, 16 et 17 novembre.

page 4

Comment on impose des plombiers inutiles à \$180 par jour chacun

page 4

Le téléphone va coûter plus cher à Montréal

Les Montréalais et les banlieusards auront bientôt 60 cents de plus à payer chaque mois, si la Commission canadienne des transports accorde à Bell la "reclassification" demandée hier.

page 3

Une première historique à l'Hôtel de ville

page 3

monde

La contestation au Vietnam du Sud

Nombreux affrontements hier entre l'opposition et les forces de l'ordre sud-vietnamiennes. Les "forces anti-corruption" demandent à Thieu de démissionner...

page 6

Mitterrand refuse de se rendre à l'Élysée

page 6

économie

L'escalade des aliments

Ferdinand Ouellette, professeur d'économie agricole à l'Université Laval, estime que l'industrie de transformation n'est pas la seule responsable de la hausse des prix alimentaires... mais qu'il faut aussi s'en prendre à la conjoncture internationale, et à nos "mauvaises habitudes".

page 11

sport

Johnny Rodgers: le meilleur joueur dans l'est

page 16

par Claude Grégoire

QUÉBEC — La colère d'agriculteurs présents dans les galeries réservées au public et les engueulades entre les députés de l'Opposition et les membres du gouvernement ont forcé les membres de l'Assemblée nationale à ajourner ses travaux une dizaine de minutes, hier soir. Le député péquiste du Saguenay, M. Lucien Lessard, a pour sa part, enjoint le ministre Normand Toupin de "se dissocier carrément de l'attitude gouvernementale qui persiste à considérer l'agriculture comme le parent pauvre de l'économie ou bien de démissionner".

La crise agricole qui persiste au Québec s'est brutalement emparée de l'Assemblée nationale.

Le débat sur la motion de blâme présentée par le Parti québécois à cause de l'inaction gouvernementale dans la présente crise agricole a donné lieu à des manifestations en pleine Chambre.

Un agriculteur en colère a crié, du haut des galeries: "Si vous n'êtes pas capables de nous écouter, venez vous chercher!"

"Toupin est mieux d'arrêter de rire, y en aura plus pour longtemps!" a lancé un autre.

Devant la détermination des agriculteurs, aucun agent de sécurité n'a tenté de les sortir. Un peu avant, les membres de l'Union des producteurs agricoles avaient été "réchauffés" par un vé. table réquisitoire du député Lessard contre le ministre Toupin.

À la suite du discours du député,

les agriculteurs ont applaudi à tout rompre, ce qui est interdit.

Plus tard, une mauvaise décision du président provisoire de l'Assemblée, M. Roger Pilote, a mis le feu aux poudres. Celui-ci a en effet accordé le droit de parole au ministre avant le député créditiste de Beauce-Sud, M. Fabien Roy, qui s'attendait à prendre la parole immédiatement après le représentant de l'Opposition officielle, ce qui est établi comme une tradition dans le cas des motions apportées par l'Opposition.

La décision de M. Pilote a provoqué la colère du député de Johnson, M. Maurice Bellemare qui a hurlé: "C'est honteux de voir tous ces sièges vides!" Plusieurs ministres et le premier ministre lui-même, M. Robert Bourassa, étaient effectivement absents de cet important débat.

Débat d'urgence à Ottawa

OTTAWA (PC) — Les Communes ont entamé hier soir à 8 p.m., un débat d'urgence sur la crise à laquelle font face les producteurs de boeuf du Québec.

Comme M. Lessard, le député unioniste a été fortement applaudi par les agriculteurs qui ont été jusqu'à inviter les gardiens de sécurité à les sortir.

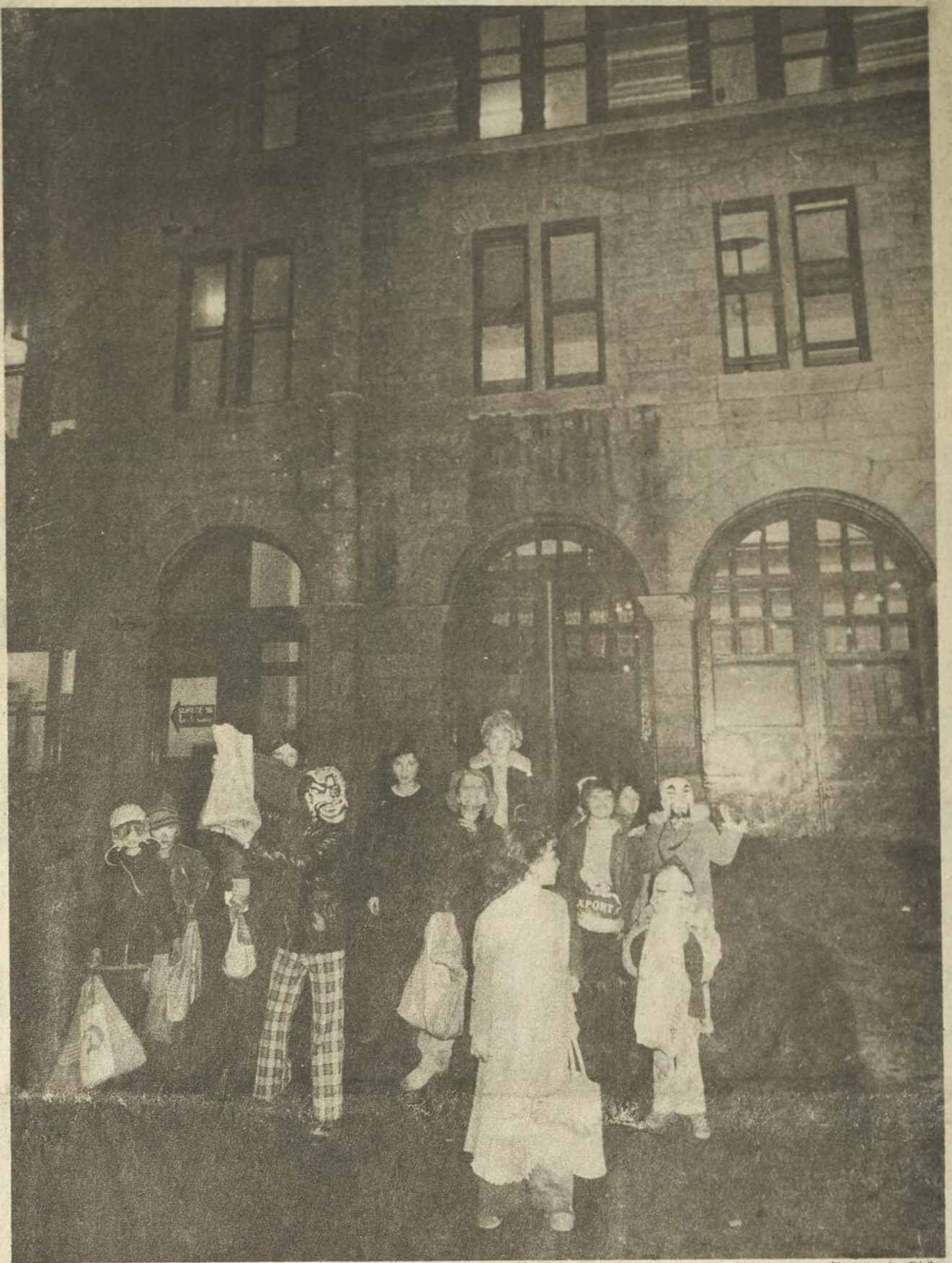
Le député créditiste de Rouyn-Noranda, M. Camil Samson est à son tour entré dans la ronde en se disant victime, "encore une fois" d'une mauvaise décision.

Devant toute cette confusion, M. Pilote a décidé de suspendre les travaux pour dix minutes. C'est le président permanent de la Chambre M. Jean-Noël Lavoie qui est ensuite revenu, renversant la décision de son collègue en accordant la parole au député créditiste, avec l'accord du ministre de l'Agriculture.

Un peu plus tard, le leader de l'Opposition, M. Robert Burns, a accentué l'impression qu'offrait alors le gouvernement d'être totalement dépassé par les événements en apprenant à la Chambre que les pompiers venaient de déclencher la grève à Montréal, et que déjà, un incendie avait nécessité deux alarmes. Il a réclamé l'intervention du premier ministre, absent de l'Assemblée.

Quant au ministre Toupin, qui s'est fait interpellé par des agriculteurs à sa sortie de la Chambre, l'un d'entre eux lui a dit: "T'es mal renseigné, ti-gars!"

M. Toupin venait de lancer quelques chiffres au hasard sur les coûts de production agricole.



La caserne numéro 16, à l'angle de Parc Lafontaine et Rachel, vidée hier soir par les pompiers en grève, sert de fond de scène aux enfants du quartier, déguisés pour la circonstance, qui entreprennent leur tournée de la Halloween.

La grève est générale dans les casernes de Montréal

Bourassa exhorte les pompiers à négociier

QUÉBEC (J.-G.) — Quelques heures avant le déclenchement de la grève des pompiers de Montréal, le premier ministre ne voyait pas pourquoi ils n'accepteraient pas de négocier immédiatement leur contrat de 1975.

M. Bourassa a expliqué au député péquiste Robert Burns que ce qui séparait les parties, c'est que la Ville de Montréal ne voulait pas accorder de montant forfaitaire pour parer à la hausse du coût de la vie en 1973 avant que le contrat de 1975 soit signé.

"Étant donné, a-t-il souligné,

que les pompiers ne peuvent recevoir les \$754 avant le mois de janvier, à cause des années financières en cause, ils peuvent, entre-temps, essayer de s'entendre sur la convention de 1975..."

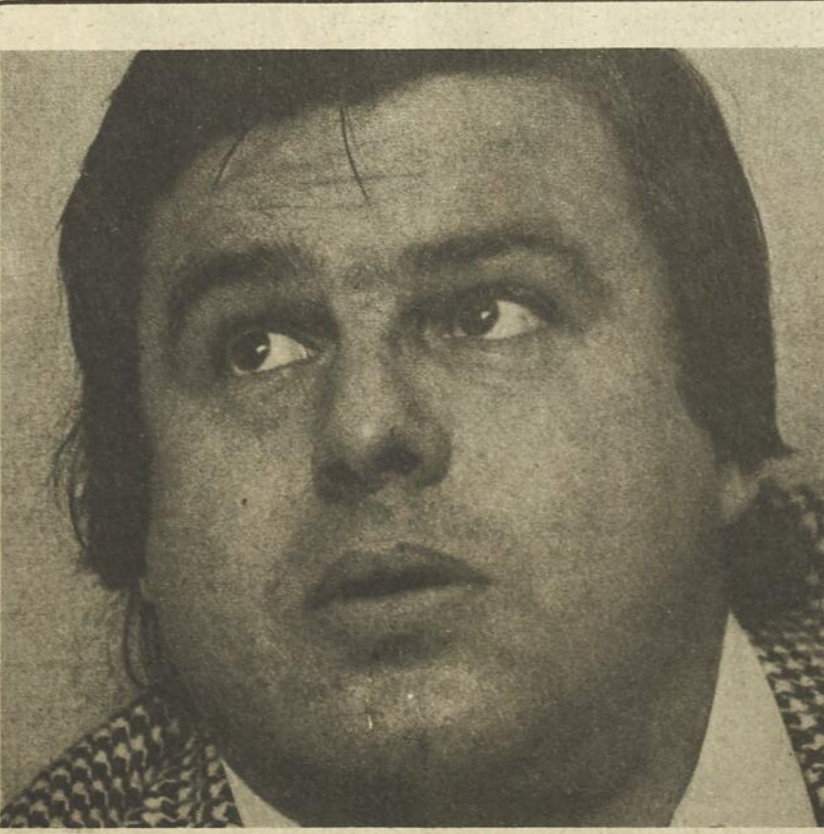
Selon M. Bourassa toujours, la ville aurait déjà accepté le principe d'un montant forfaitaire et le syndicat serait prêt à accepter un montant de \$750. Il a cependant précisé que la ville ne s'est pas engagé sur "le quantum précis" et il a finalement parlé d'un montant de \$754 comme si c'était chose acquise.

Le premier ministre traçait alors le bilan d'une rencontre qu'il a eue, à Québec, avec l'Association des pompiers. Le député Burns a alors posé la question suivante: "Tout à l'heure, on aura peut-être à faire face à un arrêt de travail qu'on dira illégal, qu'on dira immoral même. Mais quelle est l'attitude du gouvernement, par son chef actuellement, dans ce conflit?"

M. Bourassa a répondu: "Le gouvernement ou le chef du gouvernement ne peut pas remplacer toutes les autorités municipales, toutes les parties en cause... Je ne vois pas pourquoi l'Association des pompiers ne peut commencer à négocier son contrat de 1975..."

Deux heures plus tard, le député Burns s'est levé sur une question de privilège, lors du débat sur l'agriculture, pour annoncer aux députés qu'un incendie de deux alarmes faisaient rage à Montréal et que les pompiers étaient en grève.

Mais M. Bourassa n'était pas présent. Ni M. Cournoyer qui, apparemment, n'était pas à Québec hier.



Mantha rentre du Zaïre

René Mantha, ex-coordonnateur du "local 791" (FTQ) est rentré hier du Zaïre et témoignera ce matin devant la Commission Cliche.

Mantha a été impliqué par plusieurs témoins dans diverses activités illégales sur les chantiers de construction. André Renaud, ex-agent d'affaires du "791", a notamment déclaré qu'il avait autorisé Yvon Duhamel à mettre à sac le chantier LG-2 de la Baie James.

C'est la compagnie Sinterc, employeur de Mantha depuis sa démission forcée du "791" en avril dernier, qui a fait revenir Mantha à la demande de la Commission, et s'en explique au juge Robert Cliche dans une lettre datée du 28 octobre. Nos informations, page 4

Les vins
ANTONIN RODET

PRODUCE OF FRANCE
ANTONIN RODET
COTE DE BEAUNE VILLAGES
APPELLATION COTÉ DE BEAUNE VILLAGES CONTRÔLÉE
LA COMPAGNIE J. M. SOULAS LEE MONTEZ CRON
ANTONIN RODET

sont aussi bons \$5.85
qu'on le dit



Un kidnapping à Terre des Hommes

Ces statues ont été déposées hier à Ottawa devant une mercerie annonçant des vêtements "king size" pour toutes les tailles. Elles ont été volées sur le site de Terre des Hommes par des étudiants de l'Université Carleton.

les régions

L'inauguration officielle du Mail St-Roch

Les citoyens du quartier ont court-circuité la cérémonie avec des masques d'Halloween

par Claude Grégoire

QUÉBEC — Invités à l'inauguration officielle du mail St-Roch par le maire Gilles Lamontagne hier soir, les citoyens de ce quartier de Québec ont choisi de se présenter déguisés pour fêter l'Halloween en dénonçant ce projet réalisé, selon eux, aux dépens de la population locale.

Après l'heure de tombée de notre journal, le Comité de citoyens de l'aire 10 devait donc "court-circuiter" ainsi la cérémonie à laquelle devait assister également le ministre fédéral des Transports et député de Langelier,

M. Jean Marchand.

"Au lieu de se réjouir avec les commerçants et les politiciens, a expliqué une porte-parole du comité, Mlle Denise Doré, nous dénonçons le rôle joué par le Progrès civique (le parti municipal du maire Lamontagne) dans la destruction de l'habitation à Saint-Roch."

Les citoyens reprochent aux gouvernements municipal, provincial et fédéral d'avoir versé des subventions totalisant \$5 millions pour ce mail couvert alors que les maisons disparaissent les unes après les autres sans projet de rechange.

La publicité de la Corporation du mail Saint-Roch refute toutefois les chiffres lancés par le comité et affirme de son côté que le projet aura coûté au total \$3 1/2 millions.

Un porte-parole de la ville a soutenu pour sa part que le contrat initial fixait le coût de la construction à \$3 1/2 millions mais que des travaux d'infrastructure ont nécessité une dépense supplémentaire de \$800,000.

Selon ce même porte-parole du Service d'urbanisme le projet aurait été réalisé avec l'aide d'une subvention de \$400,000 plus 75% des \$800,000 en plus d'un prêt de \$1 1/2 millions.

Les citoyens reprochent également au gouvernement fédéral d'avoir récemment accordé une subvention de \$25 millions au Canadien Pacifique pour qu'il débarasse le centre-ville de Québec de ses voies ferrées tandis que rien n'est fait pour la rénovation de l'habitation,

dans le même secteur.

Ce qui n'est pas pour arranger les choses, la ville, affirme le comité, commence à acheter les maisons situées sur la rue du Roy, parallèle au mail, afin de construire le boulevard projeté.

"Et pourtant, a ajouté Mlle Doré, on ne trouve toujours rien pour l'habitation dans Saint-Roch et Jacques-Cartier."

Selon le comité, la ville de Québec joue actuellement le rôle d'agent immobilier pour les Américains et d'agent d'expropriation pour les résidents. D'autres citoyens s'attendent en effet d'être jetés à la porte dans un avenir rapproché. Il s'agit de ceux qui demeurent à l'étage supérieur de quelques-uns des 70 magasins situés sous le mail couvert, le long de la rue Saint-Joseph.

"Nous dénonçons l'utilisation des espaces publics à des fins d'exploitation

privée et commerciale" a lancé Mlle Doré.

La situation que dénonce le Comité de l'aire 10 n'empêche pas les commerçants du secteur de s'émouvoir devant ce qu'ils croient être une "réalisation unique en son genre", une "première mondiale".

La hantise des commerçants du centre-ville de Québec était de pouvoir concurrencer les centres d'achats. Dans un premier temps, on avait transformé la rue Saint-Joseph en mail ouvert, inauguré en 1967.

C'est ensuite qu'on a décidé de tenter de modifier cette artère commerciale en une espèce de centre d'achats nouveau genre.

Cette masse de béton n'a toutefois pas donné de résultat esthétique heureux, en plus de frustrer les citoyens du secteur qui réclament que les habitations soient rénovées depuis plusieurs années.

Journées d'études à Sherbrooke

Cloutier n'accepte pas la fermeture du Département de service social

Le ministre de l'Éducation, M. François Cloutier, estime que le plan de coupures budgétaires présenté par l'Université de Sherbrooke "n'est pas satisfaisant, tant par l'ampleur des compressions des dépenses qu'il propose de même que par le choix de certains secteurs visés par ces économies, en particulier le département de service social et la faculté de médecine."

Autrement dit, il apparaît au ministre qu'il est possible d'en arriver à un équilibre budgétaire à l'Université de Sherbrooke sans qu'il soit indispensable de fermer le département de service social ou de réduire de façon trop importante le budget de la faculté de médecine.

Cette intervention du ministre dans le débat qui concernait jusqu'ici l'Université de Sherbrooke, le Conseil des universités et le ministère de l'Éducation arrive le jour même où plus de 300 étudiants et professeurs des cinq écoles de service social du Québec ont participé hier à une journée d'études pour protester

contre la proposition de l'université de fermer son département de service social.

Le ministre Cloutier a dit regretter que le plan d'équilibre budgétaire de l'Université de Sherbrooke ait été rendu public, puisque le ministère n'avait encore pris aucune décision et qu'il n'avait pas été soumis au Conseil des universités. La réunion du conseil est prévue pour la semaine du 10 novembre et le ministre donnera sa réponse définitive une semaine plus tard.

(LE JOUR a publié les grandes lignes du plan de coupures budgétaires trois jours avant que le conseil d'administration de l'Université de Sherbrooke décide finalement de rendre public son plan d'austérité, adopté provisoirement une semaine auparavant.)

La journée d'études

Des étudiants et des professeurs sont venus de l'Université Laval, de l'Université McGill, de l'Université de Québec à Montréal et de l'Université de Montréal pour participer à la journée d'étu-

des de Sherbrooke.

À l'heure du lunch, les participants ont organisé un défilé et sont allés inhumainement, au moyen d'un tombeau, le département de service social que l'Université de Sherbrooke se dit obligée de fermer par suite des compressions budgétaires demandées par le ministère de l'Éducation.

Plus tard dans la journée, les professeurs et les étudiants des cinq écoles de service social ont adopté une proposition demandant à l'Université de Sherbrooke de se prononcer contre tout plan de coupure de ses départements ou de ses facultés.

Ils ont également demandé au ministère de l'Éducation de refuser la proposition de l'Université de Sherbrooke et d'accorder à cette dernière les subventions nécessaires à son développement normal. Ils demandent par la même occasion au MEC de faire connaître publiquement son plan de financement et de développement des universités et d'accepter qu'une discussion publique et politique ait lieu sur l'ensemble de ce plan.

Selon le ministre L'Allier

Les négociations iraient mieux à Québec-Téléphone

QUÉBEC (PC) — Les négociations entre la compagnie

Québec-Téléphone et ses 1,500 employés en grève depuis le 16 août "semblent bien amorcées", selon le ministre des Communications, M. Jean-Paul L'Allier.

M. L'Allier a indiqué jeudi, que la séance de négociations de mercredi soir avait été particulièrement profitable. Le ministre répondait au député péquiste de Saint-Jacques, M. Claude Charron, qui l'interrogeait sur ce sujet, en Chambre.

La question de M. Charron s'adressait normalement au ministre responsable des conflits de travail, M. Jean Cournoyer. "Mais j'ai perdu absolument confiance dans le ministre du Travail et c'est pourquoi je pose ma question à celui qui est

chargé d'assurer la qualité des communications sur le territoire du Québec", a dit M. Charron.

Par ailleurs, M. L'Allier a indiqué que la Régie des services publics, qui est responsable de Québec-Téléphone, suivait ce dossier de près.

La Régie a notamment été invitée à étudier la possibilité d'intervenir pour réduire les frais que les abonnés de la compagnie ont à payer alors qu'ils ne reçoivent pas un service adéquat.

Le ministre s'est engagé à s'informer auprès de la Régie si des mesures spéciales avaient été prises pour venir à l'aide des citoyens privés du service essentiel que constitue le téléphone.

Célébrez avec nous!

28^{ième} ANNIVERSAIRE DE CKVL

midi à minuit

Dimanche le 3 novembre

<p>Un super-festival de 12 heures • 40 vedettes</p>	<p>Midi à 17h COMÉDIE</p> <p>Jacques Normand Gilles Pellerin Claude Landré Claude Blanchard Léo Rivet</p> <p>avec la participation de</p> <p>Yvan Ducharme Rita Bibeau Claudine Chatel Yvon Thiboutot</p> <p>du télé-roman LES BERGER</p> <p>Suzanne Lévesque Yves Corbeil Gérard Poirier Hélène Lasnier</p> <p>du radio-roman GRANDE VILLE</p> <p>et l'auteur Marcel Marin</p>	<p>17h à 19h THÉÂTRE</p> <p>Bonjour là, bonjour de Michel Tremblay</p> <p>Denise Pelletier Gilles Renaud Amulette Garneau Guy Chauvette Monique Joly</p> <p>19h à 22h30 SPECTACLE</p> <p>Québec Presse Show</p> <p>Pauline Julien Priscilla François Guay Jacques Michel Raymond Lévesque Raoul Duguay Philippe Gagnon Caramel Mou Alexandre Selkin</p>	<p>22h30 à 23h30 ENTREVUES</p> <p>Jean Coutu à Paris</p> <p>Jacques Riberol Chantal Renaud Gaby Gascon Réjeane Hamel Jacqueline Auger Pauline Julien Lisette Malidor (Folies-Bergères)</p> <p>23h30 à 24h TOUR DE CHANT</p> <p>Claude Landré</p> <p>extraits de son spectacle au Jardin des Étoiles</p> <p>PRODUCTION: Maurice Thisdel Guy D'Avignon</p>
---	--	---	---

CKVL 850

midi à minuit

PSST!!!

Peugeot 504 GL Diesel 1975

Venez l'essayer!

Biarritz

10825, Racette - 323-1900

LE JOUR

Une première: Drapeau permet au Conseil d'interroger un chef de service

par Evelyn Dumas

Pour la dernière réunion du Conseil de ville de Montréal avant les élections hier, le maire Jean Drapeau a mis en scène une première: pour la première fois en 14 années de gouvernement du Parti civique, le conseil s'est constitué en comité plénier, ce qui lui permet de poser beaucoup plus librement des questions, et a pu interroger un chef de service de la ville.

À maintes reprises dans le passé, des critiques de la politique municipale avaient déploré que les conseillers de Montréal n'aient plus l'occasion, comme ils l'avaient avant 1960, de demander publiquement des renseignements aux hauts fonctionnaires de la ville. Le maire, jusqu'à hier, avait repoussé cette suggestion.

L'occasion du changement subit d'attitude de Jean Drapeau fut la discussion sur le projet d'acte de vente par lequel la ville céderait aux Terrasses Zorolega, pour \$1 et 64 ans, une bande de terrain au parc Viau où sera érigé le Village olympique.

Le directeur de service qui passera à l'histoire comme ayant été le premier à avoir été interrogé par un Conseil dominé par le Parti civique fut Michel Côté, avocat en chef de la ville. Il a été appelé à préciser le sens de la transaction que la ville s'approprie à conclure avec les Terrasses Zorolega.

Ce sont les conseillers Paul-Émile Robert et Georges Marchand, tous deux démissionnaires du Parti civique, qui ont posé le plus de questions; mais même certains fidèles se sont permis d'exprimer des points d'interrogation au sujet de la transaction. Me Côté a eu l'occasion d'affirmer qu'il était impossible que les Terrasses Zorolega, dans 10 ans ou 15, demandent l'annulation du contrat de vente par lequel ils

s'engagent à revendre le terrain à la ville au bout de 64 ans. Il ne s'agit pas, a-t-il dit, d'une vente à réméré. Au surplus, les éventuels acheteurs d'appartements en condominium dans les pyramides que projettent Zorolega sont tenus à la même obligation de céder leurs biens à la ville en l'an 2038.

À ceux qui demandaient si le Comité organisateur des Jeux olympiques (COJO) avait le droit de prêter aux promoteurs, comme le prévoit son entente avec ceux-ci, M. Côté a répondu oui, puisque le COJO est constitué en vertu de la loi des compagnies, et que rien dans sa charte ne limite ses pouvoirs par rapport à ceux dont jouissent toutes les compagnies.

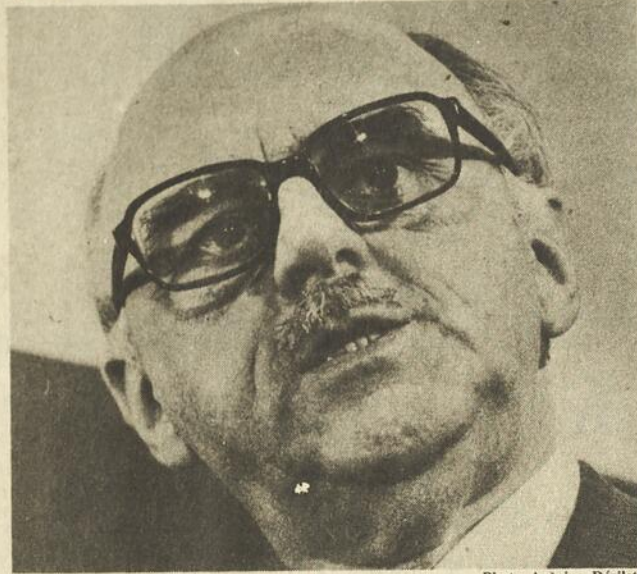


Photo Antoine Deslèves

De plus, Me Côté a dit que la charte du COJO ne limite pas l'existence de celle-ci dans le temps. Certains s'inquiétaient de la possibilité que les engagements pris par le COJO envers les promoteurs ne retomberaient sur les épaules de la ville au moment où le COJO serait dissout.

Si Me Côté a pu répondre à loisir aux questions des conseillers, néanmoins le maire Drapeau (qui avait quitté son fauteuil présidentiel avec les promoteurs était

Le conseiller Paul-Émile Robert a soutenu que les ententes entre les Terrasses Zorolega et la ville étaient "un marché de dupes dont les Montréalais feront les frais".

Curieusement, aucun conseiller n'a soulevé le fait que le COJO s'engage à prêter à Zorolega, non seulement les \$6 millions dont on a déjà parlé, mais toute somme au-dessus de \$30 millions qui pourrait être nécessaire à l'achèvement du projet. Cependant, des conseillers ont mis en doute la sagesse de permettre au COJO, qui est en ce moment débiteur de la ville, de s'embarquer dans des prêts qui l'empêcheraient peut-être, après les Jeux, de rencontrer toutes ses obligations envers Montréal.

À cela le maire Drapeau avait une double réponse. D'une part il affirmait, pour montrer combien l'en-

lité des promoteurs, les premiers à reprendre le projet seraient les prêteurs en première hypothèque; puis les endosseurs (la SCHL); puis le COJO. La ville arrive en dernière place.

M. Drapeau a soutenu que la ville avait une bonne protection contre cette dernière possibilité: en cas de fail-

lite des promoteurs, les premiers à reprendre le projet seraient les prêteurs en première hypothèque; puis les endosseurs (la SCHL); puis le COJO. La ville arrive en dernière place.

À M. Robert qui soutenait que le terrain cédé par la ville pour \$1 en vaut \$3.6 millions, M. Drapeau a répondu que les rentes à verser par les promoteurs pour les servitudes étaient égales à ce qu'ils auraient payé en loyer pour un bail emphytéotique. En fait, a dit le maire, la ville y gagne \$1 de plus.

Dans la région de Montréal

Bell veut hausser ses tarifs de 60 cents

par Pierre Sormany

Les Montréalais auront d'ici quelques mois la mauvaise surprise de voir leur "tarif de base" téléphonique grimper d'un seul coup de \$6.50 à \$7.10.

Cette augmentation de 60 cents, qui vient s'ajouter à celle de 10 cents accordée récemment par la Commission canadienne des transports, n'est pas due à une "hausse tarifaire", mais une reclassification de Montréal dans un

groupe supérieur (qui correspond en fait à celui où Toronto se trouve déjà depuis le 15 août dernier).

La structure tarifaire de Bell Canada tient compte en effet du nombre de téléphones accessibles sans frais

d'interurbain, dans la détermination du tarif de base. Les circonscriptions téléphoniques de Laval, Montréal, Pointe-Claire, Roxboro, Saint-Bruno, Sainte-Genève, Sainte-Rose et Terrebonne auraient toutes

dépensé (au cours de l'exercice terminé le 31 août dernier) le nombre de 1,837,500 téléphones accessibles, qui constitue la limite maximale du groupe 11.

Dans un rapport rendu public hier, et remis à toutes les municipalités concernées par cette hausse, la société demande donc à la Commission canadienne des transports d'autoriser au plus tôt ce "regroupement".

Toutefois, la décision n'est pas automatique. Bien que le tout soit conforme à la structure tarifaire approuvée et en vigueur depuis plusieurs années, l'organisme fédéral a toujours le pouvoir de retarder l'application de cette hausse, ou d'exiger que la compagnie procède par étapes. Elle pourrait même refuser complètement ce "regroupement", suite aux interventions des parties intéressées (les municipalités surtout) recevables au cours des prochains trente jours.

Si elle est acceptée, la hausse fournira une somme additionnelle de tout près de \$8 millions à la compagnie Bell, dont \$7,212,000 viendraient spécifiquement de la circonscription téléphonique de Montréal.

On lui a volé son programme

Démocratie Montréal se sent persécuté

PAR Maurice Giroux

Démocratie Montréal, parti politique municipal fondé l'an dernier à Montréal, se sent frustré et même persécuté. Les onze candidats, dont leur chef Jacques Brisebois, ont convoqué les journalistes hier après-midi pour leur faire part de leur mécontentement.

Ils se sentent persécutés, d'abord parce que certains de leurs candidats éventuels (ils devaient être 18, ils sont onze) ont été intimidés. Deux de leurs candidats actuels ont perdu leur emploi.

Ils se sentent persécutés parce qu'ils n'ont pas d'argent à dépenser pour leur campagne, alors que, disent-ils, le RCM a reçu \$40,000 de la Fédération des travailleurs du Québec et que Jean Drapeau roule sur l'or.

Ils se sentent persécutés parce que leur programme sur le logement a été "volé" par le Parti civique et que la surenchère sur la question du logement fait oublier les vrais problèmes: la maladministration de la ville de Montréal.

Dans un communiqué remis à la presse, Démocratie

Montréal propose une subvention de 50 pour cent que la ville accordera à tous les propriétaires qui désirent rénover leur propriété située dans les zones désignées à la restauration.

Le parti propose également une sorte de société centrale d'hypothèque et de logement municipale pour garantir les prêts aux propriétaires. Il fait également appel aux gouvernements supérieurs, tout comme le fait d'ailleurs le Parti civique.

Démocratie Montréal qualifie de promesses électorales le programme de restauration du Rassemblement des citoyens de Montréal, un parti qui aurait refusé toute alliance avec Démocratie Montréal, qualifiant ce dernier de "parti bourgeois".

Les candidats de Démocratie Montréal se recrutent en fait chez des commerçants, des petits hommes d'affaires et quelques professionnels. Ils se présentent dans Snowdon, Côte-des-Neiges, St-Louis, Mercier et St-Jacques.

Pressés de questions, les candidats de Démocratie Montréal avouent ne pas

avoir donner de précisions sur les grandes réorientations budgétaires auxquelles Montréal devrait procéder pour atteindre les objectifs de leur politique de logement. Ils se contentent d'affirmer que les sommes nécessaires seront prises à même les économies réalisées sur les contrats accordés dans les soumissions publiques.

L'article le plus important du programme de Démocratie Montréal se ré-

sume en une seule phrase: administrer la ville comme un bon père de famille. Sous ce chapitre entrent la question des fonds de pension des employés de la ville, les contrats sans soumissions, la remise des pouvoirs aux conseillers municipaux et l'assainissement des dettes de Montréal. Démocratie Montréal se refuse à "toute promesse en l'air" et fustige le maire Drapeau aussi bien que Jacques Couture, qu'il appelle "le père jésuite".

Bourassa nie que Shanks ait démissionné

QUEBEC (J.G.) — Le premier ministre a refusé de commenter, hier, la rumeur voulant que le député libéral Gérard Shanks, de Saint-Henri, aurait remis sa démission à la suite d'une enquête sur la corruption municipale.

Hier La Presse publiait que selon la rumeur qu'aux moins deux députés de la région de Montréal, seraient impliqués dans de multiples cas de corruption municipale

et qu'au moins l'un d'entre eux aurait remis sa démission. Le poste de radio CKVL annonçait, pour sa part, que le démissionnaire serait le député Shanks.

La pré-enquête a été tenue par le juge André Chauloux qui a entendu, à huis clos, 80 témoins et recueilli 5,000 pages de déposition. Il doit déterminer dans les jours qui viennent contre qui doivent être portés des accusations et soumettre également

un rapport au ministre de la Justice.

M. Shanks est présentement en Europe et le ministre de la Justice n'était pas au parlement hier. C'est donc M. Bourassa que des journalistes ont pu rejoindre à sa suite alors qu'il lançait la campagne pour l'Arbre de Noël des enfants pauvres de la ville de Québec.

Il a déclaré qu'il n'avait reçu aucune information.

Couture: le Conseil est une farce monumentale

(E.D.) — Le candidat du Rassemblement des Citoyens de Montréal à la mairie, Jacques Couture, qui assistait hier à la réunion du Conseil de ville, a conclu que ce Conseil est en ce moment "une farce monumentale".

"Il est incroyable, a-t-il dit, qu'on ait voté, sans poser de questions, des crédits aussi importants en moins de trois heures. La réunion du conseil municipal, c'est ni plus ni moins l'occasion pour le frère-directeur de parler à ses élèves du Parti civique sans que ceux-ci puissent interroger le frère-directeur."

M. Couture propose une réforme du fonctionnement du conseil municipal pour

favoriser l'expression des conseillers, des citoyens et des groupes intermédiaires.

"Le 18 avril 1974, a-t-il dit, le conseil municipal a voté un budget de \$563 millions en 65 minutes; le 31 juillet 1974, en deux heures, le Conseil a accepté 77 résolutions dont deux contrats totalisant \$37 millions. Le 13 septembre 1973, le Conseil acceptait 28 résolutions en 19 minutes; le 31 mai 1974, c'était 72 résolutions en 70 minutes. Ces faits sont très inquiétants."

D'autre part, commentant le discours prononcé par M. Drapeau mercredi soir, M. Couture a dit que "M. Drapeau a fait lui-même sa propre oraison funèbre politique. Ce qui me fait croire qu'il aura à s'habiller en noir le 11 novembre prochain."

À Longueuil

L'amélioration du transport en commun est reliée à l'extension du métro

Selon une enquête menée par la ville de Longueuil sur l'origine et la destination de ses habitants en auto, en autobus ou à bicyclette, il découle que toute amélioration du transport en commun sur la rive sud doit s'accompagner d'une extension des lignes de métro sur l'île de Montréal.

En effet, quotidiennement du lundi au vendredi, entre 7 h.00 et 9 h.00 du matin, près de 4,000 automobilistes de Longueuil franchissent les ponts de la rive sud pour se diriger ailleurs qu'au centre-ville de Montréal. À ce chiffre s'ajoute 1,000 automobiles qui se rendent dans le centre-ville. Il s'agit là de

statistiques portant sur les gens qui vont travailler.

D'autres études ont démontré que celui qui prend l'autobus ou son auto pour se rendre à la rame de métro, ne voulait pas faire l'effort additionnel de prendre une seconde fois l'autobus. Il se contente plutôt de marcher sur une distance maximum de 1,500 pieds à partir de la bouche de métro.

C'est pourquoi, dit le Service de génie de la ville de Longueuil, il faut que Montréal améliore le réseau de son métro pour faire diminuer le nombre d'automobiles venant de la rive sud et qui se rendent à Montréal, causant ainsi plus d'engorgement dans

les rues de la métropole.

L'enquête rendue publique hier a été réalisée grâce à un projet d'initiatives locales du gouvernement fédéral, au montant de \$20,000. Le gouvernement du Québec a également promis de déboursé quelques milliers de dollars. Ce qui fait que le coût total de l'étude, \$30,000, ne sera presque pas imputé au budget de la ville de Longueuil.

C'est au printemps 1974 que la ville entreprendra l'enquête origine-destination, sans savoir que plusieurs mois plus tard le ministère des Transports du Québec allait entreprendre une plus vaste enquête sur l'ensemble du

territoire.

De toute manière, les résultats de Longueuil serviront au ministère des Transports, de même qu'à la CTCUM qui s'approprie à faire une enquête semblable en incluant certaines données sur la rive sud.

L'autonomie de Longueuil

L'enquête menée à Longueuil auprès de 3,365 logés révèle de plus la "grande autonomie" de la ville en ce qui a trait au magasinage. En effet, si 30 pour cent seulement des Longueuillois travaillent dans leur ville, 78 pour cent y magasinent et 83 pour cent y étudient. Pour les loisirs et autres affaires personnelles, les citoyens fréquentent leur ville dans une proportion de 59 pour cent.

DOURTHE

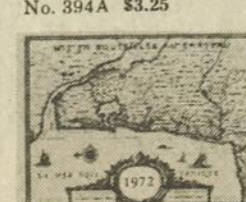
Un grand nom dans les vins de Bordeaux.

Le vignoble bordelais produit une multiplicité de vins. Comment s'y retrouver quand on veut déguster un bon bordeaux? Exigez le nom Dourthe Frères sur l'étiquette. Vous serez assuré d'avoir un vin rigoureusement

sélectionné, bien élevé, vieilli à point. Depuis 1840, de génération en génération, la famille Dourthe Frères s'est créée une excellente réputation dans ce domaine.

DOURTHE FRÈRES
Représenté par Gabriel Boussion Inc.

Chateau La Terrasse.
Un bordeaux supérieur, velouté, recommandé avec toutes les viandes.
No. 394A \$3.25



Chateau Maucaillo.
Un vin d'une grande finesse, provenant du Haut-Médoc.
No. 394B \$5.55

CHATEAU MAUCAILLO



Chateau Réserve.
Vin rouge léger, surprenant par sa qualité et son prix abordable!
No. 394C \$2.10

Chateau Réserve.



Chateau Réserve.
Un vin d'une grande finesse, provenant du Haut-Médoc.
No. 394D \$5.55

Les propos de Chartrand ont ému le député Cadieux

QUÉBEC (par J.G.) — Le premier ministre va demander au ministère de la Justice d'examiner les paroles prononcées par le leader syndicaliste Michel Chartrand, mardi soir, et de voir s'il y a lieu de le poursuivre pour "incitation à la violence".

"Est-ce que nous allons continuer à entendre et à écouter des bandits comme Michel Chartrand, nous dire que des ministres feraient de beaux morts comme Pierre Laporte?" a demandé le député libéral de Valleyfield, M. Gérard Cadieux qui a rapporté des propos que Michel Chartrand aurait tenu selon un "journal du soir" à la grande manifestation de la FTQ.

Selon M. Cadieux, le leader syndical aurait dit que M. Cournoyer ferait un beau mort comme Pierre Laporte. "Cela m'a touché, a expliqué le député, parce que tout le monde sait l'amitié et l'admiration que je portais à l'ex-ministre du Travail".

"J'ai confiance, a-t-il ajouté, dans le ministre du Travail actuel".

L'Assurance-chômage veut voir chacun de ses clients

PAR Marcelle Bourque

L'année 1971 a marqué le début d'une ère nouvelle à la Commission d'assurance-chômage (CAC). Après une période calme de trente ans, les problèmes ont commencé. Ils ont commencé parce qu'une loi plus généreuse et beaucoup plus complexe venait d'être promulguée et qu'on a voulu faire bénéficier les citoyens le plus rapidement possible des avantages que leur accordait la récente législation. On a pris le risque qu'une administration, forcément boiteuse au début, ne leur rende pas des services parfaits. Beaucoup se sont plaints. Et cela était normal en période d'implantation de programme.

C'est ce qu'ont déclaré hier des cadres de la CAC venus en délégation rencontrer les membres de la presse au Ritz Carlton Hotel. MM. Gabriel Béland, directeur général, Pierre Gadbois, directeur général adjoint, Roland Séguin, directeur régional, Jean Dubois, directeur régional, Al. Béliveau, contrôleur, Jean-Marie Al-

lard, directeur régional, et Robert Sanchagrin, chef régional, ont tenté d'expliquer la politique que la Commission tente de mettre en application depuis trois ans. Redressement

M. Gabriel Béland, au nom de ses confrères, a surtout parlé de redressement, majeur selon lui, qui s'opère au sein des structures de la CAC depuis 18 mois.

Il a parlé de décentralisation. Il y avait, dans le passé, 16 bureaux d'assurance-chômage à travers le Québec. Il y en a maintenant 54.

L'organisation de ces bureaux a été modifiée. Plus de structures par paliers superposés (17). Le dédale dans lequel se promenaient les dossiers a disparu pour être remplacé par des unités de services qui traitent chacune les cas à partir du début jusqu'à leur conclusion.

Il a parlé avec le Centre de la main-d'oeuvre du Canada. "Notre priorité, a-t-il dit, est de pouvoir dans un avenir rapproché, rencontrer personnellement 100% de nos bénéficiaires."

Tests d'aptitudes: Cloutier recule

À la suite des protestations et des débrayages des étudiants sur le problème des tests d'aptitude, le ministre de l'Éducation, M. François Cloutier, a décidé d'annuler la séance d'administration des tests d'aptitude prévue pour le 16 novembre, en confiant au Comité de liaison de l'enseignement supérieur et de l'enseignement collégial le mandat d'étudier en priorité, au cours de l'année, la question des politiques d'admission aux universités.

C'est ce qui ressort d'une déclaration du ministre Cloutier, qui a précisé, hier, qu'il ne voulait pas que cette question des tests d'aptitude aux études universitaires serve de prétexte à des contestations inutiles. En effet, il a motivé ce retrait apparent en disant: "Ces tests ne sont pas et n'ont jamais été obligatoires, et constituent un élément parmi d'autres éléments qu'utilisent certaines universités lors de l'étude des demandes d'admission."

Bell recule: Hull ne relève plus de Toronto

HULL (PC) — Bell capitule: à compter du 1er janvier 1975, la région de Hull ne relèvera plus de Toronto, mais de Montréal, annonçait hier le journal Le Droit.

Le 22 novembre, la décision de déménager les services administratifs de l'Outaouais vers la Ville-Reine, obligeant ainsi le personnel québécois de la région à travailler en anglais, malgré la Loi 22.

Cette décision touche tout le personnel de l'ouest québécois, qui assure les services des 60.000 abonnés de ce territoire, à l'exception de ceux qui font l'installation et l'entretien des appareils téléphoniques dans les édifices fédéraux implantés à Hull.

19h30, pour les districts de Notre-Dame-de-Grâce, Snowdon et Côte-des-Neiges, au St. Lukes' United Church, 3480, boul. Décarie.

Pow-wow organisé par l'Association des Étudiants Adultes, région 6, à 20h, au Centre Paul-Sauvé. Invités: Raymond Lévesque, Mélodie Stewart, Serge Grenier.

Ouverture du congrès spécial de l'Union des employés de service, Local 298 — FTQ, à l'hôtel Sheraton Mont-Royal.

AILLEURS AU QUÉBEC

CANTONS DE L'EST

Sherbrooke: Congrès annuel des procureurs de la Couronne, à l'hôtel Le Baron. QUÉBEC

Cap-Rouge: Carrefour sur les moyens d'enseignement organisé par le Comité de promotion de la technologie éducative, en collaboration avec le ministère de l'Éducation, à l'école Notre-Dame de Foy.

Le congrès du PQ videra une fois pour toutes la question du referendum

par Gil Courtemanche

Vider une fois pour toute l'abcès de l'accession à l'indépendance en clarifiant le problème de referendum, s'ouvrir radicalement aux groupes extérieurs au parti en invitant dans 10 ateliers des représentants de divers groupements et s'orienter définitivement vers la prise du pouvoir en insistant sur les nécessités de l'organisation, telles seront les trois préoccupations majeures des délégués du Parti québécois qui se réuniront à Québec, les 15, 16 et 17 novembre pour leur congrès national.

Le président du parti, M. René Lévesque, a dévoilé hier les principaux thèmes du congrès lors d'une conférence de presse, un congrès dont le slogan principal sera: "Le Québec, ça vaut le coup", un Québec qui serait "un bon chez-soi pour six millions de Québécois".

Pourquoi de clogan? Parce que répond René Lévesque, nous vivons dans "un climat d'inertie politique et de déposition collective qui est à un point tel que bien des gens, et même certains de nos militants se deman-

dent parfois: "Est-ce que ça vaut vraiment le coup".

Un premier groupe d'ateliers, puis la plénière seront chargés de mettre un point final aux parties ambiguës du programme en particulier à la question du referendum, un débat dont René Lévesque dit qu'il a été "tellement dramatisé par le parti lui-même qu'on en a fait des choux et des raves". En fait, ce débat de fond qui veut ré-orienter le parti vers l'indépendance, risque peut-être d'être dramatisé sur "le plan-

cher" du congrès, mais le résultat ne devrait pas offrir de surprises. La position de l'exécutif devrait être acceptée par une large majorité des délégués.

Plus important, à la suite de la victoire "morale" de l'élection de Johnson, sera le débat sur l'action politique. Dans ce domaine les divisions ont été souvent profondes entre praticiens et "idéologues". Le président du Parti a déclaré à ce sujet qu'il était temps de "penser un peu moins aux lendemains glorieux ou aux débats idéologiques et de s'engager avec

une vigueur nouvelle dans l'action concrète".

En fait, 20 des 30 ateliers du congrès seront consacrés à cette préoccupation de concret. En effet outre ceux réservés au méthode d'action politique, dix autres qualifiés d'ateliers d'échanges avec la population "et auxquels seront invités à participer les observateurs veulent créer de nouveaux liens entre le Parti et différents groupes de la population comme l'Age d'Or, les conseils régionaux de développements, l'UPA, la Fédération des comités de parents de Montréal, organismes qui

ont tous accepté de déléguer des représentants au congrès.

Mais derrière tout cela, commencent filigrane un débat encore plus fondamental s'engage et c'est celui du leadership général du parti, de la relève et des relations entre le groupe parlementaire et le Parti. On aura peut-être des ébauches de réponse à ces questions par le résultat des élections aux postes de conseillers B qui, si le congrès l'accepte, ne seront plus 5 mai 9. Il y aura 14 candidats aux postes de conseillers B.

Les audiences de la Commission Cliche

Comment se faire imposer des plombiers inutiles à \$180 par jour... chacun

par Gisèle Tremblay

Des entrepreneurs plombiers sont de connivence avec le "local 144" (plombiers, FTQ) pour imposer à prix fort une main-d'oeuvre inutile à d'autres entrepreneurs.

C'est ce qu'a révélé hier devant la Commission Cliche un cadre de la compagnie Paul Dubé et Fils, M. Claude Brulotte, en précisant à la fin que "ça existe encore".

D'autres représentants de compagnie sont d'ailleurs venus témoigner que les rackets des agents d'affaires et délégués de chantier de la FTQ-construction avec les entrepreneurs se sont poursuivis et se poursuivent encore parallèlement aux travaux de la Commission.

Le racket du "local 144" consiste à interdire aux journaliers, par la menace, d'installer des conduits souterrains, afin de réserver ce

travail aux plombiers. L'entrepreneur dont le chantier est ainsi paralysé cherche alors à embaucher des plombiers: on ne lui en fournit pas. On le réfère plutôt à un entrepreneur plombier qui lui offre la main-d'oeuvre requise, en surabondance, au prix de \$18.50 l'heure.

C'est ce qui est arrivé à Paul Dubé et Fils pour l'exécution d'un contrat à Mirabel. "Ça nous a été promis par le ministère du Travail", affirment les

agents du "144" pour justifier leurs prétentions exclusives à ce travail.

Pour un travail que le décret de la construction permet pourtant aux simples journaliers d'exécuter, la compagnie s'est fait imposer deux plombiers à \$360 par jour (salaire, temps supplémentaire et temps de déplacement). "Ça fait près de \$2.000 par semaine pendant cinq ou six semaines, soit 20% de plus que nos prévisions pour la main-

d'oeuvre", a observé M. Brulotte.

Or, ces plombiers ne travaillaient qu'environ dix minutes par heure, le temps de poser les tuyaux, car ce sont les journaliers qui préparent les assises. La compagnie doit donc garder son équipe de journaliers, qui attend pendant que les plombiers sont au travail.

M. Brulotte indique que sa compagnie avait rempli un contrat similaire de 4 ou 5 mois avec des journaliers. C'est un second contrat, une semaine après le début des travaux, que des délégués du "144" sur le chantier voisin sont venus interrompre les travaux, en menaçant les journaliers de leur "casser les jambes".

Ce témoignage confirme les accusations qui ont souvent été portées contre les maîtres mécaniciens en tuyauterie (entrepreneurs plombiers), qu'on dit inféodés au "local 144", dont d'ailleurs ils dépendent pour leur main-d'oeuvre.

Renauld avait raison

La campagne de Renauld, Mme Carmen Racette, a ainsi confirmé qu'elle percevait, au nom de son mari, diverses sommes d'argent des compagnies qui avaient conclu un marché clandestin avec lui.

Elle a aussi admis avoir participé au trafic de fausses cartes de compétence

et des faux permis de travail. Mais elle a révélé un fait nouveau: les profits que Renauld pouvait tirer de ce racket, en vendant par exemple une dizaine de faux permis de travail à des compagnies de la rive sud, pour la somme de \$800. Renauld lui a, en effet, donné le quart de ce revenu.

Paul Dubé et Fils était l'une des compagnies qu'avait citées Renauld pour leur participation à des "marchés" avec les représentants du "local 791". Le fils du propriétaire, M. Jacques Dubé, a confirmé que la compagnie versait \$100 par semaine à Renauld.

Renauld était venu le voir avec René Mantha, alors coordonnateur du "791". "Toi là, Dubé, tu viendras pas faire la loi icitte; c'est nous autres qui mènent." Les deux hommes menaçaient d'arrêter le chantier parce qu'aucune toilette n'était encore installée.

Renauld est ensuite revenu seul pour exiger de M. Dubé \$200 par semaine, sous la menace de lui casser les jambes. M. Dubé a offert \$50, mais Renauld a répliqué que Mantha "ne sera pas heureux de ça" et s'est entendu pour \$100. M. Dubé déclare qu'il a cédé à la peur et que la première semaine, il a même payé les \$100 de sa poche. Il ne voit plus autre chose en échange que la promesse de "ne pas lui faire mal."

Sintec n'avait pas d'objections à faire rapatrier Mantha du Zaïre

MONTREAL (PC) — La compagnie Sintec n'avait pas d'objection à faire revenir au pays son magasinier en chef au Zaïre, René Mantha, malgré les inconvénients que son retour prématuré entraîne pour le projet que l'entreprise mène dans l'ancien Congo belge.

C'est ce qu'a déclaré M. Guy Gauthier, président de Sintec, dans une lettre adressée le 28 octobre au juge Robert Cliche, président de la Commission.

M. Mantha a été embauché le 10 mai 1974, au salaire de \$18.527.60 par année, et a quitté le pays pour

occuper son poste au Zaïre, le 22 juin suivant. Sa famille dépendant à habiter le Canada et reçoit son salaire.

"Des juillet dernier, tous les renseignements demandés au cours d'une conversation téléphonique ont été communiqués au sergent Desroches de la Sûreté

du Québec par l'un de nos administrateurs, qui l'a d'ailleurs assuré de notre collaboration au cas où lui-même ou la commission d'enquête que vous présidez souhaiterait communiquer avec René Mantha ou lui demander de revenir au pays," dit la lettre.

M. Gauthier ajoute: "Ce n'est que le 23 octobre dernier que l'un de vos procureurs, Me Dutil, communiqué à notre compagnie le désir de la commission de rencontrer René Mantha. Quelques minutes après le téléphone de Me Dutil, notre directeur général expédiait un télex au responsable du projet à Kinshasa, au Zaïre, en lui demandant d'arranger le retour immédiat de René Mantha."

Pas d'argent d'Ottawa pour les garderies

par Marcelle Bourque

Les garderies populaires existant actuellement en vertu du plan provincial sur les garderies sont toutes menacées de disparition à cause du déficit qu'elles ont accumulé depuis juin. Elles ne pourront cependant pas être éligibles aux subventions offertes par le gouvernement fédéral par l'intermédiaire de son programme Initiatives locales (PIL).

C'est ce qu'a déclaré hier le ministre des Affaires sociales, M. Claude Forget. "Nous avons notre réseau de garderies. Elles sont toutes soumises aux mêmes lois de fonctionnement et nous ne

voulons pas que ces établissements soient divisés en deux catégories: les riches, qui recevraient des fonds fédéraux, et les pauvres, qui en seraient privés," a dit le ministre.

On peut donc être sûr maintenant que toutes les demandes de subventions présentées par les garderies populaires seront automatiquement refusées par PIL à cause d'un veto québécois.

M. Forget a d'ailleurs déjà déclaré que le Québec ne s'engage pas à soutenir financièrement le PIL après la fin de la subvention fédérale.

Il a affirmé, de

concert avec Mme Lise Bacon, que le Québec ne voit aucun inconvénient à ce que le fédéral soutienne des projets temporaires à caractères sociaux. Cependant, selon lui, "l'arrivée soudaine de PIL bouleverse bien souvent tous les programmes d'implantation du ministère des Affaires sociales et y introduit un type de financement pas toujours compatible avec celui qui est en vigueur".

Québec et Ottawa collaboreront quand même de façon très étroite dans la mise en application de la politique fédérale. Ne seront retenus que les projets temporaires par nature.

Audiences publiques sur la pharmacie

Faut-il laisser l'accès libre aux médicaments... et aux empoisonnements?

QUÉBEC (PC) — La protection du public en matière de consommation de produits pharmaceutiques suscite des prises de position divergentes suivant les critères professionnels ou les impératifs d'ordre commercial invoqués par les organismes directement impliqués dans la vente de ces produits.

Ainsi, aux audiences publiques de l'Office des professions du Québec, qui ont débuté hier, dans la Capitale, trois organismes sur six se sont opposés au projet de règlement de l'Ordre des pharmaciens en ce qui a trait à la publicité et à la tenue des pharmacies.

Ces audiences qui se poursuivront à Montréal les 7, 8 et 14 novembre, visent à renseigner l'Office des professions qui aura par la suite le mandat de présenter au gouvernement du Québec un rapport circonstancié.

Les projets de réglementation publiés en juillet dernier tendent, selon l'Ordre des pharmaciens, à orienter davantage le rôle du pharmacien à celui de conseiller plutôt qu'à celui de commerçant. Le président de l'Office des professions, M. René Dussault, résume les commentaires suscités dans différents milieux par ce projet, souligne que la tendance générale veut que la pharmacie soit davantage conçue comme service public et que la nouvelle réglementation doit conséquemment être clairement orien-

tée vers la protection du public.

Commerce et professionnalisme

Dans son mémoire, l'Association des médicaments brevetés du Canada soutient que le recours à l'auto-médication doit être maintenu aussi largement qu'il l'est présentement.

Limiter le libre accès aux médicaments brevetés, ainsi qu'aux médicaments vendus sans ordonnance nuirait selon l'association, à la santé publique. L'auto-médication, poursuit-elle, constitue un palliatif important pour éviter le recours à un système de santé plus onéreux.

Surconsommation et pharmacomanie

Les mémoires présentés par le Centre régional de toxicologie, l'École et les étudiants en pharmacie de l'université Laval sont d'opinion contraire.

Le Centre régional de toxicologie démontre, chiffres à l'appui les effets néfastes de l'auto-médication. Il cite deux études qu'il a menées pour les gouvernements du Québec et du Canada, en 1973 et 1974. Il s'agit de la première cas de relevés statistiques de cas d'empoisonnements enregistrés dans les hôpitaux du Québec pendant une année, dans l'autre cas d'une analyse de la pharmacie familiale effectuée dans

101 foyers des régions de Québec et de Sherbrooke.

Ainsi, en 1974, sur 20.000 cas d'empoisonnements au Québec, on en dénombre 1.625 pour le seul mois de septembre. Sur ces derniers chiffres, 952 cas sont imputables à des médicaments divers et 362 sont imputables aux médicaments brevetés à formule secrète selon la Loi des spécialités pharmaceutiques et aux médicaments à vente libre.

Cette intoxication s'explique, selon le centre, par la trop grande accessibilité de produits pouvant conduire à une surconsommation et une auto-médication abusive, et par le manque d'information du public relativement aux effets nocifs et à la toxicité de ces produits.

Pharmacie familiale

L'analyse de la pharmacie familiale démontre que chaque famille possède en moyenne 14 médicaments, dont 10 sont des médicaments brevetés ou de vente libre.

Le Centre régional de toxicologie en conclut "qu'il est impossible de ne pas parler de surconsommation de produits pharmaceutiques dont l'efficacité n'a jamais été scientifiquement démontrée". Il ajoute que 50 pour cent de ces spécialités pharmaceutiques obtenues sans ordonnance médicale, se composent de produits d'usage topique.

super weekend



Le Festival de l'Humour Québécois le samedi de 10h à 11h

L'énigmatique ROCH POISSON le samedi de 15h à 18h le dimanche de 9h à 12h

JACQUES PROULX et ses "prouesses" du samedi de 18h à minuit.

Faites de votre weekend, un super weekend ensoleillé.

J'ai l'esprit CKAC 73 olympique

Si Andras ne bouge pas, les Haïtiens s'adresseront à L'ONU

par Roch Côté

Des porte-parole de la communauté haïtienne de Montréal ont fait savoir hier qu'ils porteront devant les organismes internationaux, en particulier l'ONU, le cas des Haïtiens menacés de déportation si le gouvernement canadien ne change pas d'attitude dans cette affaire. Ils ont fait savoir qu'ils n'abandonneront jamais la lutte et qu'ils prendront tous les moyens pour que le gouvernement canadien mette fin une fois pour toutes à la déportation des Haïtiens.

Ces propos ont été tenus hier après-midi au siège de la CSN au cours d'une conférence de presse qui avait été convoquée par le Comité d'action anti-déportation (C.A.A.D.). Les porte-parole haïtiens avaient convoqués la presse pour répondre aux déclarations faites plus tôt cette semaine par le consul haïtien à Montréal et par le ministre haïtien de l'Information, M. Pierre Gousse.

Les porte-parole haïtiens ont tenu, document à l'appui, à réaffirmer leur position, à savoir:

- qu'il n'y a rien de changé quant à la nature répressive et barbare du régime Duvalier

- que tout Haïtien déporté peut être considéré comme suspect par les autorités des



Robert Andras

son arrivée à Port-au-Prince

- que les appels du consul Chavenet, à venir le rencontrer personnellement ne font que souligner encore plus la nature arbitraire du régime

- que le gouvernement canadien doit, sur des bases humanitaires, faire cesser immédiatement toute déportation.

35,000 victimes

Les porte-parole Haï-

tiens ont tenu à dénoncer surtout les informations qui laissent croire qu'une certaine libération règne maintenant à Haïti et que les dangers de représailles ne seraient que des fables. Les faits, disent-ils, prouvent que rien n'est changé en Haïti et que la dictature duvalériste, qui a fait 35,000 victimes en 17 ans, recourt encore aux mêmes méthodes de répression. Cette répression, précisent-ils, ne frappe pas surtout des gens

connus ou des opposants notoires. Elle s'abat sur des familles pauvres, des ouvriers, des paysans, des anonymes pour la plupart dont les parents et les amis n'ont pas les moyens d'alerter la presse ou les organismes internationaux.

Aucune liberté de presse, aucune liberté syndicale, aucune liberté politique n'existe encore en Haïti, disent-ils. Des arrestations récentes dont celle du professeur George Anglade, de l'Uquam, (libéré grâce à l'intervention de l'Acadi), des disparitions mystérieuses comme celle du jeune Marc Romulus, ex-étudiant de l'école polytechnique de Montréal, ou celle du directeur haïtien de la succursale de la Banque Royale du Canada, M. Jean Bernadel arrêté en 1972 et disparu depuis sans laisser de traces, démontrent que rien n'est encore changé sur la nature même du régime.

Le C.A.A.D. a fourni hier à la presse des extraits de documents officiels d'organismes internationaux (O.E.A., Commission de Genève, Commission interaméricaine des droits de l'homme) qui contiennent une foule d'exemples et de longues listes de noms de personnes liquidées par le régime. Il s'agit dans certains de ces cas de tueries de masses dont les

noms des victimes ne seront jamais connus.

Un himalaya de cadavres

Ces crimes, disent les porte-parole haïtiens, ont été commis par ceux qui sont encore en place à Haïti et que la propagande voudrait aujourd'hui faire passer pour des démocrates. La thèse de la libéralisation du régime, disent-ils, est soutenue par le gouvernement canadien qui cherche ainsi à protéger les investissements canadiens en Haïti. En accordant aux Haïtiens le statut de réfugié politique, les autorités canadiennes se trouveraient à reconnaître la nature répressive du régime Duvalier.

Sur la philosophie du duvalérisme, les documents remis hier à la presse contiennent entre autres, cette perle, qui est de la plume du médecin même de Duvalier, le docteur Fourcaud: "En Haïti, le sang coulera comme il n'a jamais coulé auparavant. Toute l'île sera en flamme, du Nord au Sud, d'Est en Ouest. Il n'y aura ni aube ni crépuscule. Seulement une flamme gigantesque qui lèche le ciel. Ceux qui se seront mis au service de l'étranger périront et leurs cadavres seront enfouis sous une montagne de cendre. Ce sera un himalaya de cadavres".



Téléphoto PA

Les casernes Dessalines, ci-haut, constituent le principal centre de tortures de Port-au-Prince.

La CSN appuie les Haïtiens

La CSN (Confédération des syndicats nationaux) a rendu publique hier une résolution de son conseil central adoptée à l'unanimité et qui demande au gouvernement canadien de cesser toutes représailles contre les travailleurs haïtiens et que leur soit accordé le droit de résidence au Canada ainsi qu'un permis de travail.

La résolution de la CSN dénonce la menace de déportation que fait peser sur les Haïtiens le gouvernement

canadien. Ces travailleurs, dit la CSN, font face actuellement à une véritable chasse à l'homme à travers le Canada avec toutes sortes de brimades et d'humiliations. Le gouvernement du Canada, dit la CSN, doit reconnaître que les 1,500 travailleurs haïtiens actuellement au Canada sont victimes d'une dictature, dont le Canada se fait le complice, et ont le droit de s'installer ici. Ces Haïtiens, conclut la CSN, ont les mêmes droits que les émigrés victimes de la dicta-

ture comme les hongrois, ougandais, Grecs, Iraniens, etc.

Le syndicat général du cinéma et de la télévision est également intervenu hier pour demander au ministre Andras d'envisager une loi d'exception en faveur des réfugiés haïtiens. Dans notre situation de privilèges, dit le syndicat, nous devons considérer les immigrants haïtiens comme victimes d'une répression politique et économique acceptée tacitement par le Canada.

En 1973

Les Haïtiens ont formé le 2e groupe d'immigrants au Québec

par Jacques Guay

QUÉBEC — L'an dernier, les Haïtiens ont formé le plus fort groupe d'immigrants francophones au Québec et le second en importance après les Américains.

C'est ce que révèle, en classant les immigrants par pays de naissance, le tout nouveau bulletin statistique du ministère de l'Immigration du Québec.

Ce document a été rendu public hier par le ministre responsable, Me Jean Bienvenue qui a déclaré qu'il constituait une première dans l'histoire du Québec.

Le député péquiste Robert Burns a lancé: "Est-ce là qu'on va voir que le milieu francophone perd constamment du terrain?..."

En fait, le bulletin ne permet pas d'apporter une réponse à question. Il n'établit une répartition des immigrants selon leur connaissance des langues que pour l'année 1973. Il ne compare, par ailleurs, la répartition des immigrants par pays de naissance, de citoyenneté et de dernière résidence que pour les quatre dernières années et pour les dix principaux pays seule-

ment.

Cependant si on examine ces derniers tableaux il semble que le pourcentage de francophones ait tendance à diminuer. En 1970, la France et Haïti, les deux seuls pays francophones figurant dans les dix principaux pays d'émigration au Québec, étaient les pays de naissance de 3,082 immigrants sur un grand total de 23,228. En 1973, 3,926 immigrants étaient nés dans ces deux pays sur 26,871 immigrants.

Notons également que le nombre d'immigrants français a diminué depuis 1970 alors que celui des Haïtiens a augmenté. En 1970, 2,174 immigrants étaient nés en France et 908 en Haïti. En 1973, 2,266 étaient nés en Haïti et 1,670 en France.

Moins de 1/3

Dans le sommaire du bulletin, il est souligné qu'en 1973 moins du tiers des immigrants venus au Québec parlaient le français. Deux sur dix ne connaissaient que le français, 1 était bilingue, 4 ne connaissaient que l'anglais et 3, ni l'une ni l'autre langue. Un immigrant sur trois

venant d'Europe ou des Amériques connaissait le français et parmi les immigrants du continent américain, ceux qui connaissaient le français venaient principalement d'Haïti (2,052 sur 3,355). Près du tiers des immigrants américains (3,531) parlaient le français (929) dont 151 étaient unilingues français.

Ajoutons que 8 sur 10 des immigrants venant d'Asie (4,670) ne connaissaient pas le français et que la forte majorité des immigrants qui ne connaissaient ni le français, ni l'anglais venaient d'Europe principalement de la Grèce, du Portugal et de l'Italie. Le sommaire du bilan note que la proportion des bilingues est plus forte chez les immigrants âgés de 20 à 44 ans. Les 3/4 des bilingues se retrouvent, en fait, dans ce groupe d'âge.

Le document contient également des statistiques sur la scolarité des immigrants, leur participation à la main-d'oeuvre, leur âge. Ajoutons, enfin, que la part du Québec dans l'immigration canadienne diminue depuis 1964 et que la grande majorité d'entre eux, 4 sur 5, s'établissent dans la région de Montréal.

L'affaire des oeufs

Mme Plumptre ne trouve aucun appui

(OTTAWA) (LE JOUR) — La Commission de surveillance des prix des produits alimentaires n'a trouvé aucun parti politique qui soit unanime pour la défendre à l'enquête sur la commercialisation des oeufs.

Même l'Opposition, qui jusqu'à ce jour se servait abondamment de rapports de la commission de surveillance sur l'industrie des oeufs, n'a pu s'empêcher de reprocher à Mme Plumptre de laisser croire à la malhonnêteté des producteurs agricoles en ne définissant pas ce qu'est un profit excessif et en ne déterminant pas où, entre le producteur et le consommateur, avait-on indûment augmenté les prix.

Dans ses précédents rapports, la Commission Plumptre avait conclu que le prix des oeufs de table étaient trop élevés. Encouragés par les prix, les producteurs ont surproduit sans que le consommateur en retire un bénéfice. En outre, la Commission affirmait que l'Office canadien de commer-

cialisation des oeufs (OCCO) créait un marché désordonné, désordre qui devait mener à la destruction de plus de 26 millions d'oeufs.

Mme Beryl Plumptre s'est bien défendue d'attribuer aux producteurs des intentions malhonnêtes à l'égard des consommateurs. Cependant, elle estime que les offices de mise en marché des produits agricoles, parce qu'ils ne se composent que de seuls producteurs, ont négligé l'intérêt des consommateurs.

Mme Beryl Plumptre a tenu à préciser en quatre points les vues de la Commission dans cette affaire. La Commission ne s'oppose pas aux offices de mise en marché s'ils parviennent à ordonner le marché; les consommateurs et les intermédiaires devraient faire partie desdits offices afin d'équilibrer les tendances; les offices de mise en marché opèrent dans une trop grande discrétion et devraient donc rendre des comptes au public; enfin, les provinces et le gouvernement fédéral devraient s'entendre afin d'éviter la

"balcanisation" du marché canadien.

Mais les réponses imprécises et parfois vagues de Mme Plumptre lui ont attiré les foudres des députés de tous les partis. M. David Orlikow (NPD-Winnipeg nord) lui a reproché de se montrer insensible aux augmentations de profits déclarés par les grands intermédiaires de l'alimentation tels Weston et Safeway.

Du côté libéral, le député du Lac Saint-Jean, M. Marcel Lessard, a affirmé que la Commission et dans une certaine mesure les consommateurs jouent un jeu dangereux en se défoulant sur les producteurs agricoles. Avant longtemps, les producteurs agricoles pourraient se décourager et tout abandonner.

Au cours de l'interrogatoire, la Commission de surveillance des prix des produits alimentaires a révélé que, selon ses études, la marge bénéficiaire des intermédiaires n'a pas varié significativement par rapport aux prix payés aux producteurs.

Continuons ensemble.

Depuis 1960, le Parti Civique poursuit le même objectif: doter Montréal d'une administration saine des affaires quotidiennes, inspirée par une vision généreuse de l'avenir.

Depuis 1960, les Montréalais ont confié à chaque élection un mandat clair et sans équivoque au Parti Civique: celui de poursuivre la tâche entreprise.

Il est temps maintenant de consolider ce qui a été mis en marche. L'élan est donné, il faut continuer.

Continuons à travailler

L'administration quotidienne des affaires municipales a été et demeure la première préoccupation du Parti Civique. Ce travail parfois obscur, souvent difficile, toujours exigeant, a permis à Montréal de bénéficier d'une administration saine, vigilante et intégrée, dont les différents aspects ont été constamment examinés avec soin. Le Parti Civique continuera à voir à la bonne marche des affaires municipales, non seulement dans ce qu'elles ont de spectaculaire, mais aussi dans leurs moindres détails.

Continuons à améliorer

C'est le Parti Civique qui a donné à Montréal son métro. C'est le Parti Civique qui a obtenu pour Montréal un superbe réseau d'autoroutes. C'est le Parti Civique qui a redonné vie au Vieux Montréal. C'est le Parti Civique qui a obtenu le baseball majeur à Montréal. Le Parti Civique continuera à améliorer les conditions de vie des Montréalais. Il continuera de faire de Montréal une ville encore plus propre où il fait bon vivre.

Continuons à coopérer

Grâce aux bonnes relations qu'il a toujours entretenues avec les autres niveaux de gouvernements, le Parti Civique a pu réaliser les projets ambitieux qui ont permis à Montréal de devenir la fierté des Montréalais. Nous continuerons à coopérer et nous nous engageons à obtenir des gouvernements provincial et fédéral une participation financière qui permettra d'accorder jusqu'à 50% du coût de la restauration de chaque logement à restaurer. Et nous demanderons des subventions pour permettre aux familles ou individus à revenus insuffisants de se loger convenablement et permettre aux propriétaires de recevoir le loyer qu'ils ont le droit de fixer. Le Parti Civique entend continuer à garder cet esprit de

bonne entente avec les gouvernements pour le meilleur développement de Montréal.

Continuons à administrer sainement

La plus grande réalisation du Parti Civique, depuis son entrée à l'Hotel de Ville en 1960, a été de rétablir l'intégrité comme principe majeur dans l'administration publique. Le Parti Civique entend demeurer un parti propre, composé d'hommes intègres, dont les compétences diverses permettent aux Montréalais de compter sur une équipe unie, qui travaille dans l'intérêt de tous les Montréalais.

Continuons à voir grand

Une ville bien administrée, c'est déjà beaucoup. Le Parti Civique a fait plus que cela. Sous l'impulsion dynamique de son chef, il a donné à Montréal un avenir. Et c'est cela que les Montréalais ont aimé. Il a fait de Montréal un foyer intense de vie économique et culturelle. Une ville qui relève les défis, l'Expo '67 et les Jeux Olympiques en sont deux exemples. Le Parti Civique est le parti de l'action et la foi qui l'anime trouve sa justification dans les résultats obtenus. Le Parti Civique continuera à travailler pour faire de Montréal une des grandes villes du monde.

Continuons à réaliser

Tous ces efforts, ces rêves, ces entreprises, portent aujourd'hui leurs fruits. Le Parti Civique entreprend maintenant une nouvelle étape: celle de la consolidation. Après avoir assaini l'administration montréalaise, après avoir projeté Montréal à l'avant-scène de l'actualité, il reste à assurer les bases d'une économie solide. C'est pourquoi nous n'avons jamais considéré les Jeux Olympiques comme un spectacle de 15 jours seulement. Bien au contraire, ils sont une occasion unique et sans frais pour les payeurs de taxes de mettre à la disposition de nos jeunes et des adultes un équipement complet, des installations de tous genres dont les Montréalais avaient besoin et qui serviront pendant des générations à l'amélioration de la condition physique et morale de tous et chacun. Le Parti Civique continuera à faire tout son possible pour que chacun d'entre nous soit fier de dire: je suis Montréalais.

Continuons... avec le Parti Civique



Le 10 novembre, votons pour le Parti Civique de Montréal.

Continuons-avec Jean Drapeau

le monde



Téléphoto PA

La famille Nixon, mercredi au "Memorial Hospital" de Long-Beach, Californie. L'état de santé de l'ex-président des États-Unis s'est à nouveau aggravé hier matin.

Il est probablement l'un des présidents les plus sains que nous ayons jamais eu", disait de Richard Nixon son docteur personnel, en janvier 1973.

Pour Jack Anderson, éditorialiste du "Washington-Post" Nixon est sous l'empire d'une pulsion morbide

LONDRES (AP) — L'éditorialiste américain Jack Anderson pense que Richard Nixon est sous l'empire d'une pulsion morbide qui pourrait compliquer sa plébite.

Interviewé par téléphone par la chaîne de radio commerciale britannique "London Broadcasting Corp.", M. Anderson a déclaré: "Il est intéressant que vous posiez cette question car j'ai l'impression qu'il éprouve peut-être cela depuis toute une année". L'éditorialiste a déclaré qu'il reste en contact étroit avec d'anciens collaborateurs de M.

Nixon, notamment avec quelqu'un qui a été auprès de l'ancien président à son domicile de San Clemente. "Il en ressort un climat de détresse émotive, et je pense que les cachotteries, même sur son état physique, sont en partie une dissimulation de son trouble émotionnel."

"Il semble que l'ancien président ait été ravagé sur le plan émotif par l'épreuve terrible d'avoir été contraint de quitter son poste et d'accepter un pardon qui, bien sûr, est un aveu qu'il se sent coupable de crimes et a besoin du pardon". M. Anderson a ajouté que, d'après

ses sources, M. Nixon est "obsédé totalement par le Watergate" depuis un an. Il avait été mis en garde contre les dangers de sa plébite et ne pas se rendre au Proche-Orient, a poursuivi M. Anderson. Mais M. Nixon a insisté pour faire le voyage dans l'espoir que cela "détournerait l'attention du Watergate".

"Les médecins étaient si inquiets qu'ils ont envoyé une équipe médicale spéciale recrutée dans la marine.

Dernière tournée électorale du président des USA avant les élections législatives

Ford a peu de chance de sauver le parti républicain d'une défaite retentissante

par Claude Moissy de l'agence France-Presse

WASHINGTON. — Le président Gerald Ford a commencé, hier, une dernière tournée électorale de trois jours dans six États de l'Ouest, avec peu de chances de sauver le Parti républicain d'une défaite retentissante. M. Ford, qui a fait campagne pour les candidats républicains pratiquement sans discontinuer depuis le début du mois d'octobre, devait faire un premier arrêt à Sioux City, dans l'Iowa, avant d'arriver, hier soir, en Californie où l'Opposition démocrate est déjà presque assurée d'enlever le poste de gouverneur.

Les élections de mardi prochain portent sur les 435 sièges de la Chambre des représentants, 34 des 100 sièges du Sénat, 35 des 5 postes de gouverneurs, ainsi que sur des milliers de fonctions électives locales. La plupart des augures prévoient que la crise du Watergate et la situation économique conjugueraient leurs effets pour faire

perdre au Parti républicain, déjà minoritaire au Congrès, entre 30 et 40 sièges à la Chambre, 4 ou 5 sièges au Sénat et 5 postes de gouverneurs dont ceux de Californie et de New York, les deux États les plus peuplés de l'Union.

Tactique

Dans son ultime tournée électorale, le président Ford reste fidèle à la tactique qu'il poursuit depuis le début de la campagne: — Il ne se porte au secours que de candidats républicains qui sont en danger mais qui ont encore une chance raisonnable de sauver leur siège. — Il demande au peuple américain d'élire un Congrès "résistant à l'inflation" inflation-proof en accusant les démocrates d'être des "grands dépensiers".

Dans toutes ses interventions, M. Ford s'attaque aussi à l'apathie des électeurs républicains et indépendants, aggravés par le climat de méfiance envers la politique et les politiciens qui

a suivi les scandales des deux dernières années. On s'attend à ce que la participation électorale n'atteigne pas 45 pour cent.

États visités

En Californie, M. Ford va surtout s'efforcer d'améliorer les chances déclinantes de M. Houston Flournoy, le candidat républicain à la succession du gouverneur Ronald Reagan. Le candidat démocrate Jerry Brown, fils de l'ancien gouverneur Pat Brown, a pris une solide avance.

Après la Californie, le président va se rendre en Oregon, en Utah, au Colorado et au Kansas, pour rentrer à Washington dans la nuit de samedi à dimanche.

Quelle que soit l'étendue des pertes du Parti républicain, les élections de mardi ne remettent pas en question le maintien de M. Ford à la Maison-Blanche. Il terminera, quoiqu'il arrive, le mandat inachevé de M. Richard Nixon jusqu'aux élections présidentielles de 1976.

Par son refus de se rendre à l'Élysée

Mitterrand bloque le projet de Giscard de mettre sur pied un projet d'opposition en France

PARIS (AFP) — Le refus de François Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste, de se rendre à l'invitation du président de la République pour discuter des problèmes internationaux a bloqué, au

moins provisoirement, le développement du projet de M. Valéry Giscard d'Estaing de mettre sur pied un statut de l'opposition en France.

Ce refus est intervenu quelques heures après que le

chef de l'État eut renouvelé, au cours du conseil des ministres hebdomadaire, son souhait de s'entretenir à partir du 15 novembre avec les leaders de l'opposition.

Le refus de François Mitterrand a été motivé officiellement par les atteintes que, selon lui, le pouvoir porte à la liberté d'expression. Il semble, selon la plupart des observateurs, que ce refus, survenant après ceux des communistes et des radicaux de gauche qui forment avec les socialistes l'union de la gauche, a été largement déterminé par le souhait de ne pas faire éclater cette union. L'impression prévaut, en effet, parmi ces observateurs que le Parti communiste, qui a raidi sa position doctrinale au cours de son congrès extraordinaire de la semaine dernière, aurait pu saisir ce prétexte pour remettre en cause les accords qu'il a passés avec les socialistes en signant il y a deux ans un programme commun de gouvernement. Les relations entre les communistes et les socialistes sont, en effet, relativement tendues depuis les élections législatives partielles du début octobre.

Ouverture lundi de la conférence mondiale de l'alimentation

Les pétro-dollars, clés du succès contre la famine

ROME (AP) — Encombrés de pétro-dollars et à la recherche de possibilités d'investissements, les pays producteurs de pétrole détiennent sans doute une des clés du succès de la conférence mondiale de l'alimentation, qui se tiendra à Rome du 5 au 16 novembre, alors que la production alimentaire globale est en diminution et que seule une action internationale concertée peut écarter les risques de famine menaçant des millions d'êtres humains. Les organisateurs de la conférence espèrent que les pays pétroliers fourniront une large part peut-être la moitié de l'aide extérieure nécessaire à l'agriculture des États en voie de développement. Alimentation et pétrole sont étroitement liés car celui-ci est utilisé pour la fabrication des engrais et des pesticides et pour le fonctionnement du matériel agricole. Un expert des Nations unies, M. Steiner, a fait remarquer que les 16 pays les plus pauvres du monde dépensent au total cette année, pour acheter des engrais, \$5,6 milliards, dont \$3 milliards sont directement imputables au renchérissement du pétrole. La commission préparatoire, qui a élaboré les recommandations et un ordre du jour pour les travaux de la conférence, demande que le montant de l'aide aux pays démunis passe de \$1,5 milliard actuellement à au moins \$5 milliards au cours des cinq prochaines années.

Objectif

Les organisateurs proposeront la création d'un fonds de développement agricole qui accorderait des dons ainsi que des prêts pourvus de facilités de paiements aux nations en voie de développement. L'avis des experts, l'attrait de ce fonds pour les États donateurs serait qu'ils disposeraient d'un contrôle sur l'attribution et l'utilisation de leurs contributions.

Le secrétaire général de la conférence, M. Sayed Marei, conseiller du président Anouar El Sadate, a annoncé qu'il mettrait à profit ses contacts dans le monde arabe pour amener les pays pétroliers à alimenter le fonds de développement.

L'objectif à long terme est de rendre les actions défavorisées autosuffisantes afin qu'elles ne soient plus obligées de puiser dans leurs maigres réserves de devises pour importer, à des prix toujours plus élevés, produits alimentaires, engrais, pesticides et matériel agricole.

Les experts soulignent également que la croissance démographique a toujours été inversement proportionnelle au niveau de développement. "Sans augmentation de la production alimentaire dans les pays en voie de développement, la crise alimentaire ne sera jamais résolue", a fait savoir l'un des principaux organisateurs de la conférence.

Vietnam du Sud

L'opposition demande la démission de Nguen Van Thieu

Une quarantaine de personnes ont été blessés, dont dix grièvement, hier matin au cours de deux heures de combats de rue entre des manifestants protestant contre la corruption officielle et les forces de l'ordre. Les affrontements ont éclaté lorsque les manifestants, au nombre de 2,000 ont tenté de forcer les barricades que la police avait érigées pour bloquer leur passage vers le centre de la ville. Ils étaient encerclés autour d'une église, dans la banlieue de Gia-Dinh, qui avait abrité mercredi soir un rassemblement de quelque 4,000 personnes hostiles à la corruption. Le père Tran Huu Thanh du mouvement anti-corruption à l'origine de ces manifestations a été blessé au cours de ces affrontements. Il a été hospitalisé mais son état ne serait pas grave.

SAIGON (AFP) — Le père

Tran Huu Thanh et les dirigeants du mouvement de lutte contre la corruption, réunis dans une église d'un quartier populaire de Saïgon, ont demandé publiquement hier la démission du président Nguen Van Thieu. Dans la notion qu'ils ont adoptée, ils justifient cette demande en relevant que le président n'avait pas encore répondu à "l'acte d'accusation numéro 1" (lancé au début du mois de septembre) et en affirmant qu'il se servait de la police pour réprimer les mouvements et les manifestations qui sont les seuls moyens d'expression qui restent au peuple." Plusieurs centaines de gamins et de tout jeunes gens rassemblés dans l'enceinte de l'Église ont mené pendant toute la matinée la vie dure aux policiers des brigades anti-émeutes. À coups de pierres et de bâtons, ils ont essayé de forcer le blocus, mis le feu à une jeep de la police et réussi par moments à faire refluer les forces de l'ordre. De part et d'autre les coups échangés ont fait des blessés, vraisemblablement relativement légers, sans cependant qu'aucun bilan puisse être dressé à la fin de la matinée.

Dependant dans le centre de la ville, objet d'un quadrillage compliqué de barbelés interdisant la circulation, les cortèges et autres regroupements ont été réduits au minimum. Après la descente de police nocturne au club de la presse, a nettoyé "manu mi-

litari" des contestataires qui y tenaient une veillée, les journalistes et associations de presse n'ont pas réussi à regrouper avant midi leurs adhérents pour manifester comme prévu en cette journée qu'ils avaient baptisée celle du "malheur de la presse."

Une douzaine de députés boudhistes du bloc "nation et société" qui avaient pris part aux échauffourées de la nuit se sont rendus à l'hôpital, proche du marché central où l'un de leurs collègues, M. Dinh Xuan Dung avait reçu tôt hier matin ses soins. Défilant barbelés et barbelés, les députés ont parcouru tant bien que mal le boulevard de Loi qui unit l'Assemblée nationale au marché central en transportant sur un brancard M. Dung qui avait une jambe dans le plâtre et des pensements sur la tête.

De leur côté, les avocats défenseurs du journal "Song Than" (dont le procès d'abord prévu pour le 31 a été renvoyé au 28 novembre) ont publié une lettre de protestation dans laquelle ils relèvent que ses avocats ont été empêchés de se présenter au tribunal, dont l'accès a été également refusé aux simples citoyens, et s'élèvent contre ces "violations des droits de la défense et des droits de l'homme."

Au début de la matinée, des avocats en robe, avaient brièvement défilé dans le quartier du Palais de justice où ils avaient été admis à pénétrer.

R Avec le Petit Robert, on trouve toujours ses mots.

No. 206 PAR GERMAIN

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											

HORIZONTELEMENT

- Celui qui l'engage lui demande toujours de posséder au moins dix mille qualités dont la principale, la primordiale, l'indispensable est de savoir taire un secret...
- Ah, ah, Ivory et Fleecy savent le faire des couches du ti-bébé! — Dur, triste, désagréable.
- Pronom. — Pouvoir d'agir à son gré.
- Un bon sait nous prendre à son jeu. — Refusera.
- Dém. — Se place devant un nom pour indiquer que le bonhomme essaie de se faire passer pour meilleur qu'il ne l'est. — Conj.
- Allonges, essais de gagner du temps... — Article. — A remettre.
- Droque purgative tirée des feuilles de divers cactiers d'Afrique et d'Asie. (pl.) — Guide.
- D'une même couleur. — 3.151413121... — Le premier.
- Garnir de dents. — Se suivent dans l'alphabet.
- L'astragale en est un. — Pétrit allègrement.
- Grande ouverte. — Coloré faiblement.
- Pistonnées ou écartées. — Se répond par lui-même.

VERTICALEMENT

- Joli nom qui s'applique à des personnes dont la vie est un bel exemple de rut permanent. (pl.) — Quoi de plus doux, de plus agréable que d'en prendre un petit? (allez, tous en chœur...)
- Ouin. Les parents sont les premiers. Enfin... il paraît...

Solution no 201

1	D	E	C	L	E	N	C	H	E	R	E	R	C
2	E	X	A	U	C	E	R	L	A	P	E		
3	P	A	A	E	R	A	V	I	D	E	S		
4	I	L	T	O	A	R	N	A	D	E	S		
5	S	T	A	T	U	E	R	E	O	C			
6	T	A	B	E	L	L	A	I	R	E	O		
7	E	T	E	A	U	N	E	M	E	R			
8	R	I	R	E	S	T	H	M	E	S			
9	O	R	N	E	S	E	A	U	E				
10	A	N	A	P	A	L	S	R	U	T			
11	G	N	A	I	N	E	R	E	N	E			
12	E	S	T	H	E	T	I	Q	U	E			

Les noms propres, les abréviations et les symboles chimiques sont proscrits.

LE JOUR

demande des camelots dans Ahuntsic, Cartierville, Nouveau-Bordeaux, St-Laurent, Montréal-Nord.

PROFITS APPRÉCIABLES!

332-3890

le festival d'automne

Du 14 octobre au 17 novembre
Toute une saison de son!

C'est d'abord... YVON DESCHAMPS et des mini-monologues inédits en exclusivité la semaine à l'émission Michel Vinet et Montréal en Vrac... le samedi, de 10h à 11h au Festival de l'Humour Québécois.

Et on ne vous dit que ça!

J'ai l'esprit CKAC 73 olympique



Plus de 200 manifestants hostiles à la politique française au Moyen-Orient ont accueilli mercredi le ministre français des Affaires étrangères à son arrivée à l'aéroport international de Tel-Aviv.

Visite en Israël du ministre français des Affaires étrangères

Jérusalem ne peut avoir la paix et conserver les territoires occupés

— Sauvagnargues

M. Jean Sauvagnargues, ministre français des Affaires étrangères, a entamé hier matin ses conversations avec les dirigeants israéliens par une rencontre avec M. Yitzhak Rabin, premier ministre israélien. L'entretien entre M. Sauvagnargues et M. Rabin a duré une heure. M. Rabin a exposé en détail au ministre français le point de vue israélien sur la situation au Proche-Orient. M. Sauvagnargues s'est ensuite rendu à la présidence de l'État pour une visite de courtoisie d'une demi-heure au président israélien, M. Ephraïm Katzir.

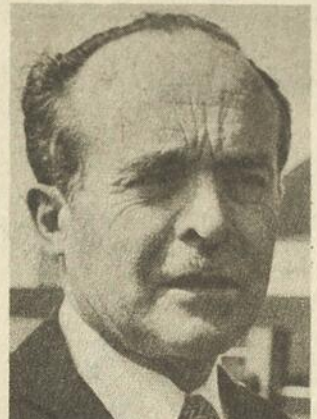
JÉRUSALEM. (d'après l'AFP) — Les dirigeants israéliens sont "totalement" opposés à des négociations avec l'O.L.P., a constaté hier après-midi M. Jean Sauvagnargues, ministre français des Affaires étrangères, au cours d'une conférence de presse.

Le ministre, qui avait rencontré successivement dans la matinée MM. Ephraïm Katzir, président de l'État d'Israël, Yitzhak Rabin, premier ministre, et Yigal Allon, ministre des Affaires étrangères, a déclaré que la France n'avait "pas de recette ni de solution magique à proposer" pour le règlement du conflit du Proche-Orient. M. Sauvagnargues a indiqué à M. Rabin qu'on ne pouvait à la fois avoir la paix et conserver les territoires occupés spécifiant que le seul moyen pour Israël d'avoir des frontières de paix était de ne les voir contester par personne et qu'à propos Israël devait bénéficier de garanties internationales. M. Sauvagnargues a indiqué en outre qu'il existait un problème palestinien dont la France n'était pas responsable et qu'il devait être examiné avec l'ensemble du problème à résoudre. Le ministre français a rappelé la récente conférence de Rabat où la dévolution de l'État palestinien a été décidée en faveur de l'O.L.P.

Le chef de la diplomatie française est revenu longuement sur l'entretien qu'il a eu il y a deux semaines, à Beyrouth, avec M. Yasser Arafat et dont un compte-rendu a été fait, à Paris, à l'ambassadeur d'Israël, M. Asher Ben Natan.

"Il est normal, a dit M. Sauvagnargues, que ma rencontre avec M. Yasser Arafat n'ait pas été appréciée par les Israéliens. J'étais cependant le premier ministre occidental à lui dire qu'il était

appelé à avoir des responsabilités internationales, qu'il devait tenir compte des réalités internationales et qu'aucun pays, et la France en particulier, n'était disposé à sacrifier l'intégrité territoriale d'Israël. J'ai enfin laissé entendre, a ajouté le ministre, que les responsabilités politiques entraînaient un renoncement au terrorisme.



M. Jean Sauvagnargues "La France n'a pas de recette magique à proposer"

Déclaration Allon

De son côté M. Yigal Allon, ministre israélien des Affaires étrangères, a affirmé hier soir que la position de la France sur le problème du Proche-Orient s'opposait aux "intérêts vitaux d'Israël". Répondant à l'allocution de M. Jean Sauvagnargues à l'issue du diner offert en l'honneur du ministre français des Affaires étrangères, M. Allon a indiqué d'abord qu'il allait "prendre la liberté de parler franchement". "Connaissant bien la région, a-t-il dit, je suis convaincu que l'approche du problème du Proche-Orient, telle que la conçoit la politique française, s'oppose non seulement à nos propres points de vue et à nos intérêts vitaux, mais diminue en fait les perspectives de paix et augmente les dangers d'une conflagration dans la région, dont la France aurait également à souffrir".

Pour le ministre israélien, le Proche-Orient se trouve actuellement à "un tournant fatidique". Il est difficile de savoir qui l'emportera dans le monde arabe, des forces qui poussent à la guerre ou des éléments prêts à accepter un règlement politique a-t-il dit. Les accords de séparation des forces signés après la guerre de Kippour constituent aussi bien un premier pas vers la paix qu'une simple pause entre les deux guerres".

Vers un gouvernement palestinien en exil

BEYROUTH (AFP) — Le Principe de la création par l'OLP d'un gouvernement palestinien en exil a été approuvé par la direction politique de l'Organisation pour la libération de la Palestine et des chefs d'Etat arabes réunis à Rabat.

Cette décision annoncée mercredi soir dans la capitale chrétienne par le porte-parole de l'OLP, n'a pas surpris. La formation d'un gouvernement provisoire avait déjà été examinée au sein de l'OLP, seule l'opportunité de rendre publique cette décision retenant les dirigeants palestiniens. M. Nayef Hawatmech, chef du "Front démocratique et populaire pour la libération de la Palestine" (considéré

comme l'un des théoriciens de la ligne dite "modérée" de l'OLP) annonçait déjà la semaine dernière que "la création d'un gouvernement provisoire en exil faisait partie de la stratégie à court terme de l'OLP".

Aucune indication n'a cependant été donnée de source palestinienne sur la date de la formation d'un gouvernement provisoire. Il semble difficile qu'un gouvernement provisoire puisse être formé avant le 13 novembre, date de l'examen de la question palestinienne par l'Assemblée générale de l'ONU, estime-t-on à Beyrouth.

En effet, l'OLP, qui regroupe toutes les organisations de résistance palesti-

nienne, à l'exception du "Front de la lutte populaire palestinienne" doit d'abord réunir le conseil national palestinien, qui tient lieu de "Parlement", et où sont représentées toutes les tendances politiques palestiniennes ainsi que des représentants des "territoires occupés" (notamment de Cisjordanie).

C'est dans les rangs de la direction politique de l'OLP et parmi les membres du conseil national que seraient choisis les membres du futur gouvernement provisoire. Dans un second temps, l'OLP doit convoquer un congrès national palestinien, où seront en outre représentés les syndicats, les associations et les institutions palestiniennes de tout bord.

Bref monde

Les agents de la CIA: le quart des fonctionnaires américains en poste à l'étranger

WASHINGTON (AFP) — Plus d'un quart des fonctionnaires du département d'Etat en poste à l'étranger sont, en réalité, des agents de la CIA service de renseignement américain. Ces chiffres, avancés par M. John Marks, ancien fonctionnaire du département d'Etat, sont publiés dans un article paru dans le numéro de novembre de la revue "Washington Monthly". M. Marks, co-auteur du livre "The CIA and the Cult of Intelligence". La CIA et le culte de l'espionnage, ajoute dans l'article que la CIA a placé M. James R. Lilley, un de ses agents, au sein de la Mission diplomatique américaine à Pékin en tant que "chargé politique" (political officer). Le département d'Etat a refusé pour l'instant de faire le moindre commentaire sur les révélations de M. Marks. M. Marks indique que la proportion des agents de la CIA au sein des ambassades ne fait qu'augmenter depuis quelques années. Il précise que ce n'est qu'en Allemagne, au Japon et dans d'autres pays où des troupes américaines sont en garnison, que les agents se font passer pour des militaires plutôt que des diplomates.

Bombardement naval israélien sur la côte du Sud-Liban

TEL-AVIV (AP) — Des unités de la Marine israélienne ont bombardé aux premières heures de la journée d'hier une base de fedayins située dans le camp de réfugiés palestiniens de Rachidiya, sur la côte méridionale du Liban et à une quinzaine de kilomètres de la frontière israélienne, a annoncé le commandement militaire israélien. Il n'y a pas eu de tir de riposte pendant le raid, et aucun marin israélien n'a été blessé. C'est le premier bombardement naval israélien effectué au large de la côte du Liban depuis celui du 19 mai au cours duquel des canonnières avaient ouvert le feu sur le même camp.

Le Brésil au premier rang mondial des accidents de travail

(PRENSA LATINA) — Selon les chiffres officiels, le Brésil occupe l'une des premières places mondiales en ce qui concerne les accidents de travail, avec une moyenne de cinq mille 379 accidents quotidiens. Les statistiques indiquent que, dans ces pays où existent sept millions 900 mille travailleurs industriels en activité, le nombre d'ouvriers blessés l'année dernière a atteint le chiffre de 632 mille 969. Ce phénomène s'explique par les conditions de travail des grandes entreprises — dans lesquelles prédomine le capital étranger — qui n'hésitent pas à violer la législation en vigueur pour obtenir une plus grande production et productivité. C'est précisément le code de travail du régime militaire qui est l'un des principaux moyens attractifs pour les investisseurs des entreprises transnationales. Sao-Paulo, capitale industrielle du pays, est la ville qui enregistre le plus grand nombre d'accidents de travail, avec deux mille 276 quotidiens. Là, les ouvriers travaillent en moyenne douze heures par jour.

Le sucre, principal produit d'exportation du Mexique

MEXICO (Prensa Latina) — La Banque Nationale a affirmé que le sucre deviendra cette année le principal produit d'exportation pour le Mexique à la suite de la hausse du prix enregistré sur le marché mondial. La cotisation mondiale reflète un accroissement de 127 pour cent pendant les mois de janvier à août de cette année, taux qui se maintiendra jusqu'à la fin de 1974, ajoute le rapport de l'institution privée. Le Mexique a exporté en 1973 quelque 600 mille tonnes de sucre pour une valeur de 116 millions de dollars. Avec plus ou moins la même quantité de sucre le pays recevra cette année un montant de 240 millions de dollars. Le sucre prendra ainsi la place du café, qui en 1973 était le principal produit d'exportation.

Incendie dans un train en Inde: 42 morts, 60 blessés

NOUVELLE-DELHI (AFP) — Quarante-deux voyageurs ont péri et soixante autres ont été blessés dans un incendie qui a éclaté dans un wagon d'un express circulant dans l'État d'Uttarpradesh, apprenait-on officiellement hier à la Nouvelle-Delhi. Selon les témoignages recueillis auprès des blessés, une explosion suivie d'un incendie aurait éclaté dans un compartiment de deuxième classe et le feu se serait propagé au wagon-poste.

Grève de la faim devant l'ambassade américaine à Athènes

ATHÈNES (AFP) — Une dizaine d'étudiants chypriotes ont passé la nuit de mercredi à jeudi enveloppés dans des couvertures sur le trottoir devant l'ambassade américaine à Athènes et observent une grève de la faim pour protester contre la politique américaine dans l'affaire chypriote. La police n'est pas intervenue et reste stationnée à proximité de l'ambassade. Mercredi, une manifestation d'hostilité à la politique américaine avait rassemblé quelque 1500 étudiants chypriotes devant l'ambassade.

"Chômage" sexuel dû à un accident d'automobile

LONDRES (AP) — Un tribunal de Londres a accordé, mercredi, une indemnité de 150 livres (\$345) à M. Kenneth Ladd, 50 ans, parce qu'un accident d'automobile survenu à son épouse l'a privé de relations conjugales. "Alors que nous faisons ça deux automobilistes responsables de l'accident et sa compagnie d'assurance qui devront verser cette indemnité, en plus des 1,500 livres (\$3,450) accordées à Mme Ladd pour ses blessures. Mme Ladd avait témoigné devant le tribunal que tant qu'elle s'était trouvée à l'hôpital, puis lorsqu'elle ne pouvait se déplacer qu'avec des béquilles, son mari et elle n'avaient pu remplir leur devoir conjugal. "Alors que nous faisons ça deux à trois fois par semaine d'habitude." Le juge Sir Neil Lawson, qui est père de deux enfants, a admis que "c'était un ménage sexuellement très actif avant l'accident et qu'il a souffert de ce manque."

L'accord sur les Juifs soviétiques et la leçon de politique américaine

MOSCOU (AP) — Le secrétaire-général du PC soviétique, M. Leonid Brejnev, a pris une leçon de politique américaine lorsque le sénateur Harry Jackson a révélé les termes de l'accord par lequel l'URSS s'était engagée à faciliter l'émigration des Juifs, en échange du vote par le Congrès de la loi commerciale lui accordant le statut de la nation la plus favorisée. Il ne semble pas que M. Brejnev ait apprécié la manière dont cet accord a été révélé et il en a fait le reproche à M. Henry Kissinger lors de leurs récents entretiens. M. Brejnev aurait réagi "violemment" à la publicité qui a été faite autour de cet accord, et

il aurait été offensé par l'impression qui a été donnée, que l'URSS a cédé aux pressions du sénateur Jackson.

Le fait demeure, cependant, qu'un compromis a bel et bien été réalisé et que le Kremlin a bien donné l'assurance qu'il facilitera l'émigration juive.

L'annonce qui en a été faite par le sénateur Jackson a sans doute relevé d'une piètre diplomatie mais c'était un excellent geste politique. Le sénateur ne pouvait abandonner son opposition à la loi commerciale sans s'expliquer devant l'opinion publique américaine et devant ses collègues du Sénat. Il se battait depuis deux ans

sur ce problème, et la presse soviétique ne s'était pas privée de le lui reprocher. Il ne pouvait se permettre de simplement dire: "Votons la loi parce que le Dr Kissinger dit que tout va bien..."

La presse soviétique, qui réclamait depuis un an le vote de la loi sur l'attribution de la clause de la nation la plus favorisée et l'abandon des discriminations tarifaires contre les produits soviétiques, n'a pas imprimé un seul mot sur le compromis intervenu.

Mais ceux qui écoutent les radios étrangères ont pu l'apprendre et l'ont répété autour d'eux.

Israël, au bord du gouffre économique

TEL-AVIV (AP) — Le "Jérusalem-Post", citant des personnalités de la Banque nationale, écrivait mardi qu'Israël est au bord de la plus grave crise économique qu'elle ait jamais connue. Les importantes dépenses militaires expliquent les problèmes économiques actuels. Israël connaît une inflation de plus de 30 pour cent.

Ce pays consacre l'équivalent de près de \$4 milliards de dollars, cette année, à son budget militaire, soit 30 pour cent de son produit national brut.

Le spécialiste économique du "Jérusalem-Post", David Krivine, qui a interviewé divers experts, en est venu à la conclusion que le seul moyen d'échapper à la crise qui menace et d'empêcher le chômage sur une vaste échelle est "de vivre selon nos moyens, de produire plus et de consommer moins". Il préconise de ralentir l'augmentation des salaires malgré la hausse du coût de la vie.

Sinon, écrit David

Krivine, "nous verrons, l'année prochaine, des faillites et des travailleurs dans les rues".

Record

Le directeur du ministère des Finances, M. Avraham Agnon, a annoncé il y a quelques jours que le déficit commercial atteindra, cette année, \$3,3 milliards, soit le double de celui de l'an dernier.

Cela représente, selon le "Jérusalem-Post", le plus fort déficit par habitant de n'importe quel pays, dans toute l'histoire. La population israélienne est de 3,4 millions d'habitants. Les autorités israéliennes craignent, par ailleurs, que l'inflation ailleurs dans le monde ne permette plus aux Juifs de l'étranger de faire des contributions aussi importantes que par le passé aux différents fonds d'aide à l'État hébreu. La menace de chômage a également pour effet de ralentir l'immigration, inférieure de 40 pour cent cette année à celle de l'année dernière.

La domination militaire de l'URSS dans l'océan Indien, pour demain

WASHINGTON (AP) — Dans une étude sur le rôle de la flotte soviétique dans l'océan Indien, deux experts, le Dr Alvin Cottrell, directeur des recherches au Centre des études stratégiques de l'Université de Georgetown, et M. R.M. Burrell, professeur à l'Université de Londres, prédisent que l'URSS obtiendra la domination militaire dans cette partie du monde, où habite un tiers de la population mondiale, si les États-Unis n'y maintiennent pas l'équilibre des forces.

rité écrasante, la tâche à la table de conférence aurait été beaucoup plus difficile".

Danger

Pour ces deux experts, le danger dans l'océan Indien est que l'URSS pourrait obtenir une position de domination dans une région où les leçons de la puissance navale sont encore profondément imprimées dans la diplomatie des États qui bordent l'océan. Ces États connaissent la valeur de la puissance navale, mais ils n'en ont pas eux-mêmes. Trente d'entre eux se sont libérés du statut colonial depuis 1947, mais les tensions y demeurent vives. L'Union soviétique n'a donc aucun besoin, selon ces experts, d'y créer des tensions, il lui suffit de les exploiter.

La question essentielle, à leur avis, est de savoir si l'Occident peut ou non permettre à l'Union soviétique de parvenir à une position de domination navale potentielle dans une région où les conflits sont nombreux et où la puissance aérienne et maritime est encore importante.

FILLES - FEMMES DEMANDEES

Pour département de composition
Salaire selon expérience, travail de soir 4 à 12.
Pour information:
332-3141

maison Beaudet

INC.

Procurez-vous ce merveilleux Téléviseur couleur



Un seul bouton ajuste tout: couleur, teinte, etc... vous met en forme pour faire votre vrai boulot.



Modèle 912 Hitachi

aussi disponibles des stéréos modulaires



Prix imbattables de la Maison Beaudet Inc.

maison Beaudet

8723, 10e ave. SAINT-MICHEL MONTRÉAL INC.
729-5217

7h00. Petit show
JEAN-PIERRE COALLIER "Part One"



10h00. DANIELLE OUMET
13h00. NORMAND FRÉCHETTE
16h00. JEAN-PIERRE COALLIER "Part Two"
18h00. GUY GODIN
20h00. RAYMOND ARCHAMBAULT



105.7
CFGL le FM qui parle et qui chante

Éditorial

Un discours indigne du maire de Montréal

Jean Drapeau a enfin décidé de rencontrer la population; il a commencé à le faire en grande pompe en assistant à un souper "populaire" à Saint-Henri où la plus grande partie des convives était constituée d'invités personnels des 55 candidats du Parti civique.

C'était sa première "performance" publique depuis plusieurs années et si ses prochains discours sont pour ressembler à l'homélie pour le moins spéieuse qu'il a prononcée à cette occasion, la campagne électorale risque d'être marquée par la même malhonnêteté intellectuelle que celle de 1970.

Il n'y a jamais eu de projets grandioses s'est exclamé le maire de Montréal, toutes ces initiatives auraient été profondément désirées par les citoyens. Et le maire de citer le pourcentage des voix qu'il a obtenu aux trois dernières élections. 91% en 1970 contre le FRAP, un embryon d'opposition miné et disqualifié au départ par l'atmosphère de terreur créée artificiellement par les autorités gouvernementales durant la crise d'octobre. Puis, 94% contre l'homme en blanc et Louise Parent; 89% enfin contre un Sarto Fournier vieillissant, détruit par un climat de corruption indescriptible. Les Montréalais n'ont choisi dans ces trois élections que le moindre mal et l'image d'une administration honnête, image que cautionnait Lucien Saulnier. Certes, les citoyens de Montréal ont approuvé Expo 67 et peut-être les Olympiques, mais ce qu'ils n'ont pas approuvé, ce sont les contrats sans soumission, les déficits de Terre des Hommes, la hausse du budget de la police, la disparition des espaces verts au nom de l'esprit olympique.

Les citoyens de la Petite Bourgogne n'ont pas approuvé le ghetto qu'on leur a imposé, ceux de Milton Park n'ont pas réclamé la destruction d'un des quartiers les plus sympathiques de Montréal pour le bon plaisir de quelques riches qui préfèrent habiter au 23ème étage. Quant aux citoyens de Sainte-Anne, de Saint-Jacques, de Maisonneuve, ils n'ont certes pas donné leur accord à cette cicatrice de béton qu'on appelle autoroute et qui divise les quartiers les plus homogènes de Montréal.

Mais M. Drapeau est allé encore plus loin; devenu pathétique, la larme aux yeux il a rappelé aux Montréalais ce qu'ils avaient tous oubliés: M. Drapeau a connu la misère. Dans sa jeunesse, il a vu "des bébés dormir dans des tiroirs de commode", il a pleuré devant des biberons de lait vides. Et du même souffle, lui qui la tolère cette misère, cette dépossession, il accuse son adversaire Jacques Couture d'exploiter la pauvreté. M. Drapeau ne se souvient peut-être pas d'avoir déclaré en 1967 à un journaliste d'Actualité: "Peu importe la laideur des taudis dans lesquels les gens habitent si on peut les rendre béats d'admiration en face d'oeuvres d'art qu'ils ne comprennent pas". Évidemment on ne peut accuser l'homme qui prononce de telles paroles "d'exploiter la misère". On peut l'accuser cependant de grossière malhonnêteté lorsqu'il tente de semer la confusion dans l'esprit des électeurs en émettant des doutes sur le statut de son adversaire, demandant malicieusement si Jacques Couture est un "monsieur" ou un "père".

M. Drapeau a aussi accusé le RCM de faire des promesses malhonnêtes en préconisant l'abolition de la taxe d'eau et de l'impôt foncier, deux types de taxation particulièrement régressifs et leur remplacement par un impôt sur le revenu; mais ce fut pour rajouter quelques instants plus tard que c'est une vieille idée et qu'il est partiellement d'accord avec une certaine forme d'impôt sur le revenu. Ce que M. Drapeau n'a pas dit, c'est qu'il n'a jamais fait d'effort pour provoquer une réévaluation du système de financement des municipalités. Lorsque son administration a utilisé son pouvoir de négociation, un pouvoir considérable, auprès du gouvernement québécois, ce fut bien plus pour financer sa politique de grandeur que pour trouver de nouvelles sources de revenu permanentes.

Enfin, alors qu'on s'attendait à ce que M. Drapeau parle de ses auditeurs des véritables problèmes des Montréalais et en particulier des problèmes actuels, il a été curieusement silencieux sur le sort fait aux pompiers qui manifestaient à quelques pieds de lui; il n'a donné aucune explication pour l'entêtement éhonté qui caractérise la position de Montréal dans cette affaire.

Il est évident que le maire Drapeau n'a pas décidé d'aller rencontrer les citoyens pour les entretenir de leurs soucis immédiats; il s'applique méthodiquement à créer un écran de fumée qui masquera les véritables enjeux de cette élection, espérant que les électeurs encore une fois seront motivés par la peur ou la démagogie.

commentaire

Pitié pour les mineurs!

Qui, du ministère des Affaires sociales, des juges de la Cour de bien-être social, des législateurs, mérite le premier prix de bêtise et d'irresponsabilité? Nul ne le sais et même l'intelligente émission du 60 consacrée l'an dernier à ce problème n'a pu résoudre la question. Le drame, c'est que les mineurs délinquants ou en danger moral subissent, pendant que les responsables de leur sort se renvoient la balle, une inadmissible détention.

Le jeu n'a rien de tellement neuf. Quand on interroge un juge sur le fait que des délinquants mineurs croupissent dans des institutions pour adultes, il rejette la responsabilité sur le ministère des Affaires sociales qui ne construit pas assez de centres de réhabilitation ni assez de maisons de détention. Et les juges ont raison. Si l'on met le ministère sur la sellette, il a tôt fait de nous souligner que rien ne sert d'expédier les jeunes derrière les murs d'une maison de détention, puisque les théories modernes favorisent, plutôt que le traitement des mineurs dans une atmosphère de grande liberté. Et le ministère, lui aussi, a raison. Et quand on reproche aux responsables de prisons pour adultes de garder dans leurs institutions des mineurs, ils ont tôt fait de nous ramener au texte législatif qui permet aux magistrats d'imposer aux jeunes à peu près toutes les contorsions qui leur paraissent efficaces. Et un regard sur la loi révèle que la loi, en effet, a elle aussi ses torts.

Malheureusement, on dirait que Messieurs les juges, Monsieur le ministre des Affaires, Messieurs les législateurs utilisent comme boucliers les négligences de leurs collègues: si tout le monde est coupable, personne n'est.

Et pourtant des crimes contre l'enfant se commettent journellement aussi bien dans les prétoires de la Cour de bien-être social que dans les maisons de détention.

Un exemple entre plusieurs. Un adolescent de 15 ans, secoué par la mort de ses parents, prend sur lui d'abandonner l'école. Au juge qui lui demande pourquoi il pratique l'école buissonnière, le jeune réplique: "C'est mon affaire". Ce jeune sait maintenant, et pour longtemps, qu'on ne répond pas ainsi à un juge: il a reçu, en effet, une peine d'un "mois de réflexion". Il faut croire que le juge avait bu, le matin, un café brûlé et qu'un juge a droit, lui, à ses traumatismes. Et où ce jeune purge-t-il sa peine? Dans la prison commune de Saint-Hyacinthe. Pourquoi? Parce que l'espace fait défaut à Saint-Vallier et à Berthel. Mais le juge ne savait-il pas, au moment d'infliger cette sanction, qu'il envoyait un jeune dans une prison pour adultes? On peut certainement le croire, car le manque d'espace date d'assez longtemps.

Jouons maintenant au "jeu du responsable". Le juge n'a fait, pense-t-il, que son devoir: il a rappelé à un jeune malpoli les grandeurs de sa charge. Que la sentence ait pour conséquence de conduire un jeune là où un jeune ne devrait jamais séjourner, ce n'est pas la faute du juge, mais celle du ministère des Affaires sociales. Mais le ministère des Affaires sociales, qui est peuplé, on le sait, de sociologues avant-gardistes, ne va tout de même pas peupler le Québec de maisons de détention au moment même où la

science les juge inutiles et même nocives. Et la prison de Saint-Hyacinthe? Elle ne fait qu'accueillir, conformément à son rôle, les gens que les magistrats lui envoient.

Mettons fin à ce jeu. Le ministère des Affaires sociales doit ajouter de toute urgence au matériel existant. Les juges doivent finir par comprendre, malgré le secret complice dont la Cour de bien-être social enveloppe ses activités, que la détention d'un jeune est rarement — mais alors très rarement — une solution. Et le législateur pourrait au moins relire sa propre loi des jeunes délinquants et en expurger les contradictions. Pourquoi, à l'article 13, permet-elle à un juge de faire incarcérer avec des adultes un jeune qui attend son procès, alors que la même loi, à l'article 26, interdit de détenir avec des adultes un jeune reconnu coupable? Pourquoi le prévenu bénéficie-t-il d'une moindre protection que le détenu?

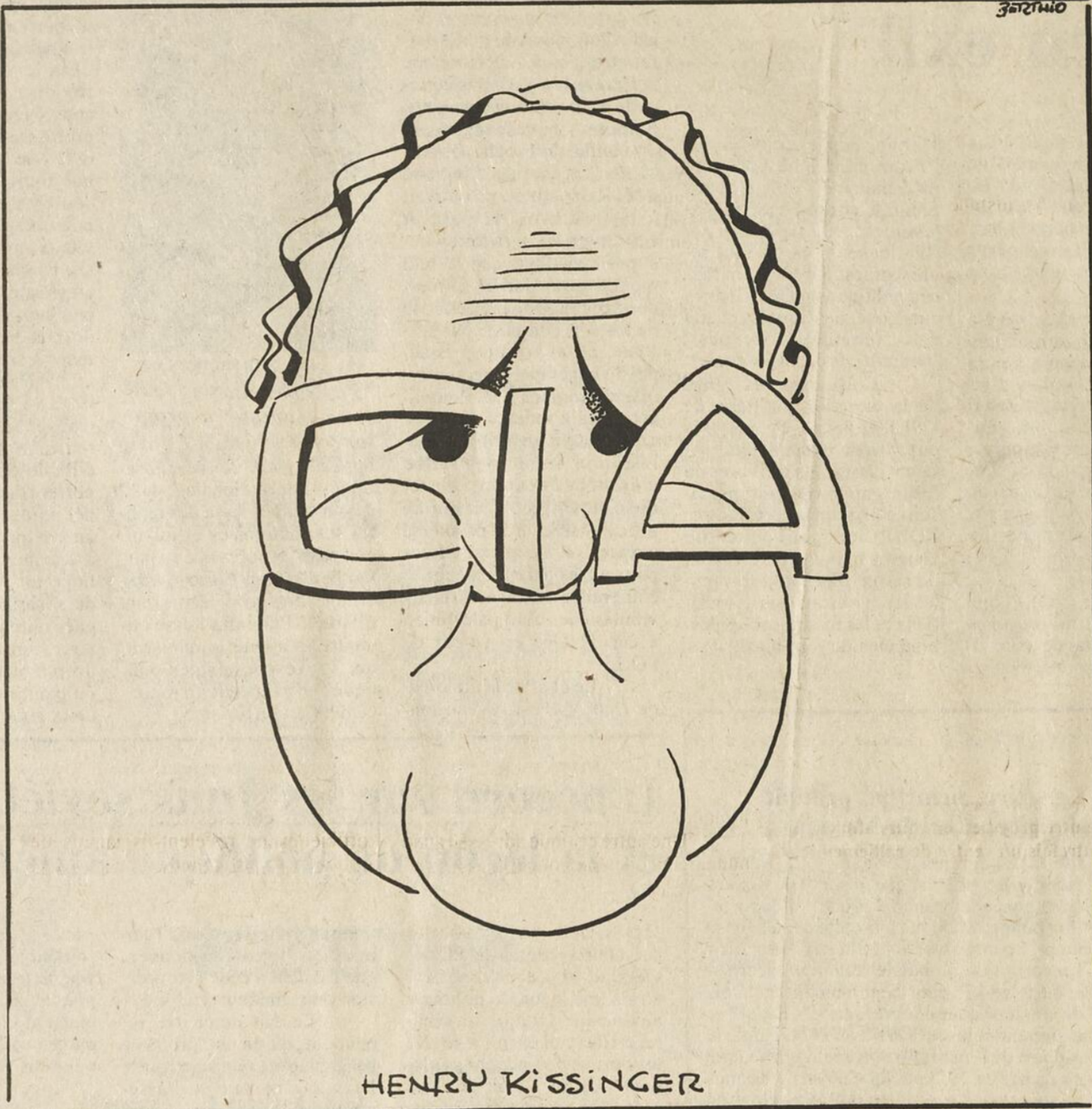
Ce qui rend la situation encore plus dramatique, c'est que la Cour de bien-être social échappe à l'examen de la presse. Alors que les autres tribunaux rendent justice à ciel ouvert, elle décide à huis clos. Pour un cas dramatique qui fait surface dans les journaux, on peut imaginer que des douzaines d'autres, tout aussi scandaleux, se produisent sans bruit. Pendant que les autres tribunaux obéissent, ainsi que le signalait cette semaine le juge en chef Jules Deschênes, à la nécessité d'adapter la loi aux nouvelles réalités sociales qui se manifestent, la Cour de bien-être social, au fond de son cocon protecteur, peut préserver à outrance des attitudes périmées et dangereuses.

Quand enfin le secret est brisé et qu'un non-sens devient public, peut-on encore réparer les dégâts? Difficilement. Car ce tribunal, qui répugne au grand jour, ne se soumet pas volontiers à la procédure d'appel. L'article 37 de la loi des jeunes délinquants déclare en effet: "Aucune permission d'interjeter appel ne doit être accordée... à moins que le juge ou la cour qui accorde permission ne considère que dans les circonstances particulières du cas il est essentiel dans l'intérêt public ou pour la bonne administration de la justice que cette permission soit accordée". Ceci ne facilite guère les appels. Ceci, surtout, démontre que le législateur n'a jamais songé à accorder un appel pour le seul bien de l'enfant: tous les autres motifs font le poids, mais celui-là, qui devrait occuper la première place, ne mérite même pas une mention.

Ainsi, par la négligence ou la conspiration des divers responsables de la justice pour mineurs, des non-sens s'accumulent qu'un silence répréhensible continue d'envelopper. Car le secret permet au juge d'envoyer les mineurs à des institutions inexistantes ou dangereuses. Le même secret permet au ministère, plutôt que de dépenser, de se retrancher derrière une description bucolique de la criminalité. Et le même silence permet enfin au législateur de continuer, fier de ses vêtues rédactions, à coudre des pièces rouges sur un vêtement bleu et des pièces bleues sur un vêtement rouge.

Pas étonnant qu'on représente la Justice les yeux bandés.

Laurent Laplante



HENRY KISSINGER

vous avez la parole

Université de Sherbrooke

Pourquoi fermer un département rentable pour toute la société?

C'est avec surprise, que nous apprenions trois jours avant l'article paru dans LE JOUR, la fermeture éventuelle du département de service social à l'Université de Sherbrooke. C'est à s'interroger sur l'esprit démocratique de nos institutions éducatives étant nous-même directement concernés en tant qu'étudiants de troisième année en service social. Faut croire que notre point de vue n'intéresse pas les autorités universitaires. De plus, comment peut-on décider unilatéralement de fermer un département sans même consulter les responsables du département? C'est reproduire une structure hiérarchique où la base n'a qu'à accepter docilement les décisions des dites autorités.

Pourquoi fermer un département qui est à la fois rentable pour la société et l'Université? Quels intérêts veut-on protéger?

Une institution fermée sur elle-même? Une institution qui n'accepte pas la critique? Un mode de fonctionnement autocratique? Cherche-t-on à éliminer certains éléments trop revendicateurs? Il est vrai que tout changement est difficile à accepter mais on pourrait s'attendre à un peu plus d'ouverture de la part d'une institution soit-disant de développement.

À nos yeux, la formation don-

née à Sherbrooke ne se limitait pas à un contenu théorique livré aux étudiants mais permettait une démarche plus critique et autonome. Il est d'autant plus intéressant qu'un comité de révision achève la réorientation du programme de baccalauréat après une consultation d'envergure auprès des étudiants, des professeurs, des responsables et certaines compétences dans ce domaine. De quel droit après l'avoir souhaité, les "autorités" se

foutent-elles des efforts et des énergies investis pour un nouvel élan.

C'est donc à regret que nous verrions la fermeture du département de service social qui se veut une forme d'éducation plus participative et auto-formatrice.

Hélène Daoust
Gilbert Lacroix
Sherbrooke

Lettre à François Cloutier

La distribution des prêts aux étudiants accuse de longs délais

Monsieur François Cloutier, Nous, les 12.000 étudiants pré-gradués de l'Université Laval, subissons un retard préjudiciable dans la distribution des prêts cette année. Nous voudrions porter à votre attention les conséquences académiques, financières et matérielles de cette grave négligence.

Déjà, vous vous devez de le savoir, la situation financière des étudiants est précaire. L'indexation des prêts et bourses devrait être une réalité mais nous attendons en compagnie de l'inflation. Nous attendons d'autant plus que vos prêts sont en retard: on parle qu'ils ne seront distribués qu'en décembre.

Après avoir réussi à remplir votre nouvelle formule, l'étudiant espère, le plus tôt possible, le prêt qui lui permettra de se nourrir, de se loger, de payer ses livres et ses frais de scolarité qui viennent d'augmenter. Le retard des prêts menace son année académique: faute d'argent, certains risquent d'abandonner leurs études. Qu'ils empruntent, vous nous

direz! Mais les banques sont de plus en plus réticentes à financer un insolvable. Lorsque ces institutions consentent à prêter, elles le font à des taux de 13 3/4%, le prix de votre négligence. Pourquoi devrions-nous toujours être les victimes de l'inefficacité de votre ministère.

Pouvons-nous vous rappeler que l'an dernier les prêts étaient disponibles à partir du 26 septembre. Mais il est vrai que nous étions alors en période électorale et que nous étions 12.000 électeurs.

Devant l'inquiétude et l'insécurité des étudiants face à cette situation dont vous avez la responsabilité, nous demandons d'agir dans le plus bref délai pour que les bénéficiaires des prêts puissent obtenir leur dû.

Le Regroupement des étudiants pré-gradués
François Morency
Secrétaire général

L'Australie et la connaissance du Québec

Ma récente demande, publiée dans votre journal, pour de jeunes Québécois qui désiraient correspondre avec des australiennes de 12 à 15 ans, a eu une réponse formidable. Je vous remercie et je remercie aussi chaque personne qui nous a répondu. Chacun(e) recevra une lettre.

Mes élèves cherchent à améliorer leurs connaissances du français et de la vie et culture québécoises, tout en faisant connaître leur pays aux Québécois.

Cependant, il reste toujours un grand nombre de jeunes filles qui attendent des correspondants. Veuillez faire parvenir des lettres à: O. Skowronek, c/o Presentation College, 187 Dandenong Rd. Windsor 3181, Vic., Australia.

O. Skowronek
Australie

Le 10 novembre je voterai pour Jacques Couture

En tant que Montréalais de coeur et d'adoption, je pense qu'il est de mon devoir de signaler à tous ceux que je rencontre dans mes activités quotidiennes la destruction systématique de tout ce qui faisait de Montréal la plus belle ville de l'Amérique du Nord jusqu'il y a 10 ans.

Hélas, ils sont trop nombreux ceux qui confondent destruction avec progrès et pour qui le manque d'humanité d'une ville ne veut plus rien dire! Montréal semble avoir été livrée aux requins de la démolition et si quelqu'un n'y met pas un hola quelle sera la qualité de la vie dans cette ville dans 5 ans? Est-ce donc le rêve des Montréalais de vivre, dans une ville de plus en plus polluée, privée de ses espaces verts et étouffée par les tours de béton qui ne profitent qu'à leurs exploitateurs?

Je commençais à désespérer de la situation quand j'ai été mis au courant par hasard du programme du Rassemblement des citoyens de Montréal. Enfin un programme humain qui répond aux vrais besoins des Montréalais et les invite à reprendre en mains les destinées de leur ville!

Je n'avais jamais entendu parler de Jacques Couture jusqu'au jour de sa désignation comme candidat à la mairie par le Rassemblement des citoyens de Montréal, mais, dès sa première déclaration publique, j'ai été conquis par son style qu'il a si bien résumé dans cette formule lapidaire:

"Je serai le maire des Montréalais et non pas le maire de Montréal".

Le 10 novembre, je voterai pour Jacques Couture et pour les conseillers municipaux de Rassemblement des citoyens de Montréal dans mon quartier. J'exhorte tous les vrais Montréalais à voter également "Rassemblement des Citoyens de Montréal".

Michel Brisson
Montréal

Théâtre libéré

L'Atelier de La Nouvelle Compagnie Théâtrale offre aux Montréalais un exemple admirable de théâtre libéré. Le héros de Wouf-Wouf, inhibé, bloqué, frustré à tous les niveaux, accepte au terme de la pièce de comprendre, de vivre et de mourir. Les jeunes artistes défendent avec ferveur un texte qui, à l'inverse de tant d'autres, sait passer du grotesque au sublime. On rit, et on est saisi, mais pourquoi un public si infime? Comment un échange peut-il s'accomplir?

Il faut voir cette pièce si neuve (après cinq ans), plus riche que jamais, qui fait honneur au théâtre québécois.

Pierre Gobin
Montréal

le fond des choses

La Petite Bourgogne 10 ans après (3)

Les comités de citoyens sont morts et avec eux la vie sociale du quartier

La défiguration physique de la Petite Bourgogne s'est accompagnée d'une lente disparition de la vie de quartier qui prévalait avant le grand dérangement. Le "tissu social" ayant été irrémédiablement déchiré, il devient presque impossible de recréer un certain sens communautaire, une certaine homogénéité d'intérêts et d'action. La population a non seulement diminué de moitié, mais l'équilibre social des années antérieures est détruit.

Le ressort que constituait la présence dans le quartier des artisans, des ouvriers salariés, des employés de bureau, de cadres s'est soudainement brisé à la suite du départ de ces éléments plus "autonomes", plus "indépendants".

Cette population active dans le milieu a été remplacée, dans les logements construits par la ville, par des assistés sociaux. Si bien que les assistés sociaux forment maintenant au moins 60 pour cent de la population totale. Il y a dix ans, la majorité du quartier était au travail et avait un revenu indépendant.

L'encadrement des nouveaux venus est impossible dans la Petite Bourgogne d'aujourd'hui. Les "nouveaux" qui n'ont pas connu la vie du quartier avant la rénovation n'ont aucun lien avec les anciens qui sont restés. La vie dans les buildings en hau-

ou de "disparus" depuis 18 mois. Tout dernièrement, une rafale de balles réveillait une partie du quartier et du haut de leur balcon plusieurs citoyens ont pu assister gratuitement à un règlement de comptes.

La mort des comités de citoyens

Au temps des premières années de la rénovation urbaine, entre 1968 et 1972, la Petite Bourgogne a acquis une certaine réputation pour le nombre de ses comités de citoyens. Seulement dans le domaine du logement, il existait un comité pour chacun des îlots suivants: St-Martin, Parc des Seigneurs, Quesnel-Coursol, Parc Vinet, Campbell.

Croyant au dialogue avec la ville, particulièrement avec le bureau de quartier installé chez eux par le Service de l'habitation, les comités ont fonctionné tant bien que mal à l'in-

comités les uns après les autres. L'accident a été mis sur les services, tandis que l'animation communautaire et l'action collective sont tombées en veilleuse.

Ainsi, on remarque actuellement que les organismes ou comités les plus "populaires" s'occupent d'organiser des sorties pour l'âge d'or, d'aller porter des repas aux vieillards, d'aller faire des ménages, de fournir une aide-juridique ou des soins médicaux. Le Bon-Marché, coopérative d'alimentation, fonctionne assez bien également.

Par contre, l'Association des locataires est moribonde; Perspectives 80, dont la mission était de fournir un secrétariat central et une maison commune pour tous les comités, est tombée dans l'oubli; le conseil des loyers a eu une vie passablement éphémère; il n'existe aucun comité de logement bien structuré dans les habitations de la ville.

Le phénomène des Projets d'initiatives locales a fait beaucoup pour tuer les comités de citoyens. Ils ont drainé vers eux les meilleures ressources du quartier et ont enlevé le goût du bénévolat et de l'action politique à plusieurs citoyens qui s'occupaient auparavant des comités. Les projets PIL, avec leur ristourne financière, ont tué l'engagement et le militantisme.

L'examen de conscience

Quelques animateurs restés malgré tout dans le quartier de la Petite Bourgogne ont commencé à faire un examen de conscience et à dresser un bilan des dix dernières années. Ils se demandent si l'erreur fondamentale n'a pas été de faire jouer aux comités de citoyens un double rôle fondamentalement incompatible: fournir des services aux citoyens et les engager dans l'action politique.

Selon cette constatation: il est impossible de demander à un citoyen qui veut recevoir un service de s'embarquer en même temps dans une bataille sociale, économique et politique. Il faut séparer les deux actions et ne pas essayer de les relier nécessairement. L'incohérence de ces deux objectifs aurait eu pour effet, selon les animateurs, de tuer les comités, ou du moins de les vider de tout contenu politique ou social.

Une autre critique adressée aux animateurs sociaux concerne le "modèle de société nouvelle et révolutionnaire" prêchée auprès des citoyens mais qui demeure à l'état de lettre morte au niveau des classes moyennes auxquelles appartiennent ces mêmes animateurs sociaux. Au fond, ces derniers voudraient que les citoyens moins favorisés fassent d'abord l'essai de la société nouvelle et appliquent chez eux des principes qui ne sont pas encore admis dans le reste de la société. Cette contradiction a pour effet, chez les citoyens, de les faire tomber dans les mêmes travers que la société bourgeoise dès qu'ils peuvent exercer leur pouvoir au sein des comités: patronage, dépenses extravagantes en repas et sorties, concours de duchesses, etc.

Un quartier vide

Les espaces vides que l'on retrouve aujourd'hui dans la Petite Bourgogne correspondent donc assez bien au vide social et politique qui caractérise maintenant ce quartier après l'opération rénovation urbaine.

Voici un quartier qui autrefois apportait quelque chose aux Montréalais, le couvent St-Angèle qui a été démolit, recevait les étudiants des bonnes familles bourgeoises; les deux cinémas sont disparus; le Foyer Ste-Cunégonde pour vieillards a été fermé; deux importantes usines ont démantelé; les petits commerces le long de la rue St-Antoine ont été chassés; deux églises ont fermé leurs portes.

Au dire d'un animateur, la Petite Bourgogne est devenu un quartier

de transit pour les autres citoyens de Montréal qui ne font que passer sans jamais s'y arrêter. Sur St-Jacques et Notre-Dame, une population d'assistés sociaux regarde maintenant passer matin et soir leurs concitoyens qui vont et reviennent du travail.

Avec le grand plan de rénovation urbaine, la Petite Bourgogne a perdu ses travailleurs, sa vie de quartier et finalement son âme. C'est un bilan trois fois plus triste que la déplorable condition physique décrite il y a dix ans par le Service d'urbanisme de la ville de Montréal.



Un symbole du passé

L'hôtel de ville de Sainte-Cunégonde, bâti en 1877, constitue l'un des derniers vestiges du quartier et demeure le principal bâtiment historique qui n'est pas encore tombé sous le pic des démolisseurs. Situé à l'angle des rue Workman et Vinet, il abrite une caserne de pompiers.



Photo Antoine Deslèts

Une église abandonnée

L'église de Ste-Cunégonde est fermée depuis quatre ans. Divers projets d'utilisation ont été rejetés les uns après les autres. Un autre projet est en cours afin de donner un rôle social et culturel à ce qui fut autrefois un centre de ralliement religieux.

teur ou dans les "cages à poules" est impersonnelle et anonyme.

Les "élites locales"

On cite le cas de deux morts qui ont été trouvés dans leur appartement après plusieurs semaines, et dont l'odeur seule avait pu attirer l'attention des voisins. Cela peut se passer dans n'importe lequel building de Montréal, mais dans la Petite Bourgogne d'autrefois une telle situation aurait été fort improbable dans des logements à dimension familiale.

Le départ des "élites locales" n'entraîne pas un renouvellement des gens capables de soutenir la vie du quartier. Les "poteaux" s'en vont et ne sont pas remplacés par de nouvelles personnes ressources. Les animateurs sont à peu près tous partis, à l'exception des curés, prêtres et religieuses qui forment un groupe stable.

La concentration dans la Petite Bourgogne d'aujourd'hui d'un haut pourcentage d'assistés sociaux a également d'autres aspects négatifs, comme la présence de "shylocks" qui s'agrippent au quartier comme des ventouses. C'est un milieu idéal pour eux, pour l'endettement systématique.

Le terrain est tellement propice que des bandes rivales au sein de la "petite pègre" s'y livrent une bataille acharnée. Les luttes d'influences ont déjà fait une demi-douzaine de morts

térieur du corridor étroit d'une consultation a posteriori.

Le comité des îlots St-Martin a connu un certain succès en obtenant pour les deux premières années une échelle de loyers vraiment intéressante. Mais deux ans plus tard, par suite de l'intervention de la Société d'habitation du Québec, la ville et les citoyens se voyaient obligés d'accepter une échelle de loyers qui défavorise fondamentalement les familles à revenu modeste et constitue un encouragement à l'entassement des assistés sociaux dans les édifices de la ville.

Les autres comités de citoyens ont connu un échec relatif. Malgré leur esprit combatif, malgré l'encadrement des animateurs sociaux, les discussions ont vite porté sur des questions de détails: la couleur des briques, les poignées de porte, les cordes à linges, l'emplacement de la cuisinière, le coût des rideaux.

À l'intérieur du plan global proposé et appliqué unilatéralement par la ville, les comités de citoyens n'ont pu résister à la tentation de rester le nez collé au mur et d'oublier les véritables enjeux: l'auto-gestion des logements, l'organisation de la vie communautaire, l'équipement des parcs de loisirs.

Les services et la politique

Par suite de l'augmentation de la population essentiellement dépendante des allocations sociales, la Petite Bourgogne a vu tomber ses



Photo Antoine Deslèts

Une vie impersonnelle et anonyme

Avec la démolition des maisons basses et la construction de plusieurs édifices en hauteur, la Petite Bourgogne a perdu sa vie de quartier d'autrefois. C'est maintenant l'anonymat, avec le style impersonnel des grandes villes.

Les réflexions d'un condamné (2)

La tyrannie des géoliers

par Bodhan Prociuk

Bodhan Prociuk connaît bien notre régime pénal pour en avoir éprouvé plusieurs fois la dureté. Dans l'article que nous publions aujourd'hui, le dernier d'une série de deux, il met fortement en doute la valeur de redressement de ce système. N.D.L.R.

A force d'être traité comme un rebut, on finit par s'y laisser prendre. Les détenus en arrivent ainsi à se considérer eux-mêmes comme des laissés-pour-compte et s'habituent à l'idée. Ils tiennent leur vie pour un échec et ne cherchent plus dès lors qu'à survivre, réagissant comme des chiens enragés à l'idée d'assumer des responsabilités vis-à-vis d'eux-mêmes et de la société.

Quelques détenus ont la bonne fortune d'avoir des facultés créatrices dans lesquelles ils peuvent s'absorber. Mais la grande majorité s'enfoncent chaque jour davantage dans une sorte de léthargie. L'absence de contact avec l'extérieur supprime toute envie de participer à la société.

L'inspection des prisons est une farce monumentale. Tout le monde est prévenu: la place reluit comme un sou neuf, la table est bien garnie et les détenus sont impeccables, sinon ils risquent de passer la journée enfermés dans leur cellule. Aussi les comptes rendus de visites officielles ne révèlent-ils jamais de problèmes particuliers. Pourtant, les prisonniers risquent leur peau pour attirer l'attention sur leurs conditions de vie. Pense-t-on si inconscients qu'ils soient prêts à mettre leur vie en jeu pour se prononcer sur des problèmes qui n'en sont pas vraiment!

Vie sexuelle

L'un des problèmes qu'on feint d'ignorer est celui qui pose la vie sexuelle des détenus. L'activité sexuelle est une nécessité biologique chez l'être humain, mais c'en est une que le système pénal ne reconnaît pas. N'est-il pas obscène qu'un homme soit forcé de se masturber dans sa cellule ou de se livrer à l'homosexualité pour satisfaire ses besoins?

La prison éveille l'homosexualité latente et elle ouvre au pédéraste passif un vaste champ d'influence. Il n'y a pas de femme pour lui faire concurrence et il peut rapidement s'établir un empire. La position est si séduisante que de jeunes délinquants sont amenés à la pédérastie dans l'espoir de l'occuper. Beaucoup de délinquants ne peuvent plus corriger les habitudes d'homosexualité qu'ils ont contractées lorsqu'ils sont remis en liberté et ce problème s'ajoute à la difficulté déjà énorme de leur réadaptation à la vie civile. Notre société est-elle si archaïque qu'elle ne puisse permettre au délinquant d'exercer une activité sexuelle normale tout en subissant son châtiement? Des pays comme la Suède, voire le Mexique, ont résolu ce problème il y a longtemps et permettent aux détenus d'avoir périodiquement des rapports sexuels avec leur femme ou leur maîtresse. L'homosexualité est ainsi pratiquement inexistante dans les prisons suédoises.

Toutes les prisons disposent de services médicaux et psychiatriques. Les soins médicaux ne sont toutefois autorisés qu'en cas de maladie grave. Autrement, le traitement se résume à une dose d'aspirines ou de sirop pour le rhume et, exceptionnellement, de pénicilline.

Moyens modestes

Les toxicomanes sont surveillés de près et, à moins d'être admis à un régime particulier, ne reçoivent aucun traitement. Les malades mentaux sont transférés dans des hôpitaux, mais les troubles psychiques qu'engendre la prison chez les individus normaux ne sont pas traités. Les détenus ainsi affectés sont soumis à une surveillance très étroite et le mal dont ils souffrent risque d'empirer et de devenir permanent. Un psychiatre est attaché à chaque prison, mais les moyens mis à sa disposition sont extrêmement modestes et ne lui permettent pas de traiter convenablement les malades.

Bref, on peut se demander si les prisons ont vraiment une fonction correctionnelle ou si elles ne servent qu'à calmer les appréhensions de la société.

La plupart des détenus pro-

viennent des couches populaires. Les délinquants cossus peuvent s'offrir de bons avocats et faire trainer leur cause devant les tribunaux. Les autres, mal défendus par les services d'aide juridique ou des avocats médiocres, se retrouvent assez rapidement derrière les barreaux. La roue de la justice ne tourne que pour ceux qui ont les moyens de la faire tourner. Pour le reste, il existe des prisons qu'il faut peupler et c'est avec les pauvres qu'on les peuple.

C'est facile pour la société de mettre un homme en prison. Une fois qu'elle l'y a mis, il y a de bonnes chances qu'il y retourne. Une fois en liberté, le délinquant doit se tourner vers d'autres délinquants pour se créer un milieu. Il s'habitue à sa condition, mais subit toute sa vie les conséquences de sa détention. Il est rejeté partout et finit par retomber dans ses habitudes criminelles.

En prison, les conversations s'alimentent quotidiennement d'activités criminelles et le détenu développe fatalement un réflexe négatif

de raisonner et d'agir de sa propre initiative. Sa vie se borne à observer le règlement. Il n'est pas étonnant que le détenu finisse par développer une rébellion déraisonnée à l'égard de toute forme de loi et de réglementation.

Cette relation géolier-prisonnier constitue, je pense, le noyau de la question. Le reste de l'univers pénitentiaire n'a pas grand chose à voir avec le détenu. Les géoliers, eux, se conduisent comme de véritables petits tyrans. Ils profitent de leur situation de supériorité pour aiguiser leurs complexes et entraver encore davantage le processus de réadaptation des détenus.

Une erreur?

Les géoliers maintiennent, dans toutes les circonstances, une attitude négative et méprisante à l'égard des prisonniers. Je me souviens d'un soir où j'avais une furieuse envie de fumer dans ma cellule. J'ai roulé une cigarette, mais j'ai découvert que je n'avais pas d'allumettes. J'en ai demandé à un garde qui passait. Il a refusé de m'en donner. Cette nuit-là, je n'ai pas réussi à fermer l'œil tellement je bouillais de rage.

Une autre fois, en route pour le Palais de justice, j'étais menotté à un homme devenu maboul pendant son



vis-à-vis tout comportement orthodoxe. L'étiquette "correctionnel" n'est encore que théorique. Certes, il existe quelques exemples de repris de justice qui ont pris le droit chemin au sortir de prison, mais à côté de ceux-là on peut citer des milliers d'exemples d'individus qui ont récidivé.

Dans son rapport, la Commission sur les réformes pénales insiste souvent sur la nécessité de relier les institutions pénales plus étroitement à la société, de permettre aux détenus de travailler à l'extérieur et d'exercer une activité rémunérée de manière qu'il se sente utile et conçoive sa peine comme une forme de redressement plutôt que de châtiement. "La détention, dit-elle, ne nous apparaît justifiable que si elle est indispensable pour protéger la société."

Géoliers classiques

Que faut-il entendre par "protéger la société"? La société est-elle mieux protégée par la détention d'un délinquant qui, tout en purgeant sa peine, apprend à devenir un criminel d'habitude? N'y a-t-il pas d'autre moyen de protéger la société? La plupart des détenus estiment que les actes qui les ont conduits en prison étaient moralement et socialement justifiables. Tandis que les criminologues et les psychologues jonglent avec des notions de redressement, les "institutions de redressement" de meurent des géoliers classiques.

Puisque toutes les décisions qui affectent le prisonnier sont laissées au géolier, le prisonnier perd l'habitude

procès et qui parlait sans arrêt. Fatigué de son caquetage, je l'ai avisé de se taire. Le garde, me confondant pour le malade mental, m'a mis au trou en arrivant au Palais de justice. J'ai passé toute la journée en cellule. Finalement, on s'est rendu compte qu'il y avait eu erreur et on m'a fait revenir le lendemain.

Ces quiproquos sont fréquents. Les détenus sont trimbalés à gauche et à droite sans qu'on leur dise pourquoi et pour nul autre motif, semble-t-il, que de les enquiquiner.

Quelques-uns développent en prison une vie spirituelle intense. Ils passent leur nuit à méditer et surmontent leur isolement par un profond engagement religieux. Les géoliers, en général, ne tolèrent pas qu'un détenu vive tranquillement et font tout pour l'exaspérer et se justifier ainsi de l'envoyer au trou.

C'est joliment de parler de redressement et de réadaptation, mais la société est-elle disposée à bannir le châtiement et à intégrer les délinquants de manière qu'ils ne portent pas toute leur vie les stigmates de leur erreur?

À l'assemblée annuelle de la Société John Howard récemment, à Edmonton, le Dr Keith Jobson, de la Commission canadienne des réformes pénales, a déclaré que la société ne pouvait plus se permettre d'emprisonner des individus pour cause de délits mineurs. Les amendes et la libération conditionnelle sont des armes aussi efficaces que la prison et coûtent moins cher (il en coûte de \$16 à \$20 par jour pour garder un homme en prison).

Les placements

Marché modéré

TORONTO (PC) — Le marché était modéré à la Bourse de Toronto hier. Les transactions des industrielles étaient généralement plus basses que les jours précédents.

L'indice de fer était en hausse de 10,9 à 463,67 et les pétroles de l'ouest de 1.63 à 149,92.

Au comportement des valeurs, on note 220 gains, 178 pertes et 207 valeurs stables.

Cours transmis par la Presse Canadienne

Table of stock prices for various companies including Auto E, Auto H, Bank of Montreal, etc.

Table of stock prices for various companies including Auto E, Auto H, Bank of Montreal, etc.

Table of stock prices for various companies including Auto E, Auto H, Bank of Montreal, etc.

Table of stock prices for various companies including Auto E, Auto H, Bank of Montreal, etc.

Table of stock prices for various companies including Auto E, Auto H, Bank of Montreal, etc.

Marché faible

MONTREAL (PC) — Les prix étaient bas dans un marché faible à la Bourse de Montréal hier.

Le nombre des transactions a été de 525,000, alors qu'il était de 698,700 la veille.

L'indice des banques a monté de .45 à 222.46, les papiers, de .19 à 103.45, les services publics, de .01 à 121.83.

Les industrielles sont tombées de 1.55 à 173.86. L'indice combiné est passé de 1.05 à 168.74.

Au comportement, des valeurs, on note 85 gains, 71 pertes et 45 valeurs stables.

Cours transmis par la Presse Canadienne

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, etc.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, etc.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, etc.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, etc.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, etc.

Marché faible

MONTREAL (PC) — Les prix étaient bas dans un marché faible à la Bourse de Montréal hier.

Le nombre des transactions a été de 525,000, alors qu'il était de 698,700 la veille.

L'indice des banques a monté de .45 à 222.46, les papiers, de .19 à 103.45, les services publics, de .01 à 121.83.

Les industrielles sont tombées de 1.55 à 173.86. L'indice combiné est passé de 1.05 à 168.74.

Au comportement, des valeurs, on note 85 gains, 71 pertes et 45 valeurs stables.

Cours transmis par la Presse Canadienne

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, etc.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, etc.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, etc.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, etc.

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, etc.

NOMINATION



Les Clubs de Santé Silhouette annoncent la nomination de M. Jacques Blais au poste de président directeur général.

Paris ferme - Zurich 167.75 - Hong-Kong 163.04 - Beyrouth \$5,343 le kilo.

le dollar

MONTREAL (PC) — Le dollar américain, en numéraire canadien, a midi jeudi avait monté de 1-50 pour atteindre \$0.98 23-50.

A New York, le dollar canadien a perdu 1-50 à \$1.01 14-25.

denrées

MONTREAL (PC) — Cours des denrées transmis à Montréal par le ministère fédéral de l'Agriculture.

Beurre: arivages courants, 92 points, 84; 93 points, 85; Commission canadienne de l'industrie laitière, 85.

Poudre de lait écrémé: procédé par vaporisation, No 1 en sacs de 50 lbs, \$2.5 à \$6; procédé par rouleau, No 1, \$4; pour nourrissage en sacs, rouleau et vaporisation, 44.

Lait de beurre en poudre: procédé par vaporisation et rouleau, 48; pour nourrissage, 44 à 46.

Lactosérum en poudre: pour nourrissage: procédé par rouleau, 7 3/4 à 9; procédé par vaporisation non-hydroscopique, 25.5.

Prix des oeufs, prix moyens des grossistes aux détaillants, en boîte A peewee, 37.

Pommes de terre: Québec, blanches, No 1, \$2.00 à \$2.15 les 50 lbs.

FRUITS - Pommes: Wolf River, \$4.00 à \$4.25 en boîte de verger; McKintosh, \$4.25 à \$4.50 en boîte de verger.

Large advertisement on the right side of the page, partially cut off, containing various text and graphics.

L'économie

L'industrie n'est pas la seule cause de l'inflation alimentaire

par Marie Vallée

Le secteur alimentaire a plus contribué à l'inflation générale qu'il n'a subi l'influence de celle qui provenait des autres secteurs de l'économie. Cette opinion a été défendue hier par le directeur du département d'Économie rurale de la faculté des Sciences de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Université Laval, M. Ferdinand Ouellet, lors d'un colloque sur le thème "Se nourrir, un défi".

Le colloque avait lieu dans le cadre du Salon international de l'Agriculture et de l'Alimentation qui se tient actuellement à la Place Bonaventure, à Montréal. Six conférenciers se sont succédés devant une assistance composée en grande partie de professionnels de l'alimentation, et de personnes venant de l'industrie ou des organisations de consommateurs.

Alimentation et inflation

M. Ouellet a capté, dès

le début de la journée, l'intérêt de l'assistance en abordant le sujet de l'inflation.

Rappelant que les produits alimentaires grègent 24% du budget familial (devancés tout récemment par le logement, avec 31%) le professeur d'Économie rurale a expliqué qu'un bien faible partie de l'argent ainsi dépensé retourne à la ferme. "Sur chaque dollar que dépense la consommatrice, a-t-il spécifié 65 cents servent à payer les services du secteur marketing, 15 cents le producteur agricole, enfin 20 cents les fournisseurs des entreprises agricoles."

Les nombreuses modifications de notre mode de vie sont responsables de cet état de choses. Les produits qui étaient autrefois saisonniers sont disponibles en tout temps: ils exigent emballages et procédés de conservation; ils ne sont plus consommés régionalement, mais disséminés sur de vastes territoires, ajoutant des coûts de transports considérables; la préparation

elle-même des aliments est de plus en plus transférée du consommateur à l'industrie...

Pressions sur les prix

Cette situation apporte donc des influences nouvelles sur les prix des aliments, influences qui ne sont pas nécessairement les mêmes que sur les prix "agricoles" et qui sont parfois plus fortes que sur les prix des autres biens de consommation. Ainsi, l'emballage va chercher 10% du prix des aliments, alors qu'il ne représente en moyenne que 2% du prix des autres biens de consommation.

Il ne faut pas négliger non plus, selon M. Ouellet, le fait que la conservation des produits périssables exige une dépense d'énergie très grande: électricité ou gaz pour le fonctionnement des réfrigérateurs et des congélateurs, par exemple.

Influence des céréales

Cette analyse ne conduit toutefois pas M. Ouel-

let à conclure que l'industrie alimentaire est responsable de l'augmentation du coût des aliments. Au contraire, il reconnaît que des facteurs spécifiques au secteur agricole ont influencé ces prix de façon sensible puisque, de 1971 à 1974, l'indice des prix agricoles s'est accru de près du double de celui des prix des aliments aux consommateurs.

Ce qui a joué le plus à ce niveau, c'est l'accroissement de la demande de céréales, en Amérique tout autant qu'à l'échelle mondiale.

De 1949 à 1974, la consommation de viande a monté de 50 livres par personne. L'élevage du bétail exige donc 3 millions de tonnes de plus de céréales. En même temps, sur le marché international, les pays en voie de développement se mettent à acheter du blé en quantité, ce qui a comme conséquence, en plus de faire monter le prix du blé, de favoriser un transfert des activités agricoles vers la production de blé, devenue plus payante, au détriment

des céréales servant à nourrir les animaux.

L'incertitude sur le prix des grains qui découle de ce transport, nuit à la planification des éleveurs qui produisent moins qu'il ne faudrait; d'autre part la rareté relative est propice à la spéculation. On se trouve donc face à une accumulation d'effets en série qui pousse toujours les prix vers le haut.

Et, d'après M. Ouellet, ce n'est pas prêt de s'arrêter! Les pays en voie de développement haussent le prix de leurs matières premières disposent de plus de fonds et créeront de nouvelles demandes pour nos produits.

La consommation de viande qui se développe chez eux, fera que la concurrence sera encore plus vive entre les hommes et les animaux pour les céréales. Ce qui amène M. Ouellet à conclure qu'il faudra nous résigner soit à modifier notre régime alimentaire, soit stimuler la recherche pour de nouvelles sources d'aliments.

Marketing et inflation

L'inflation a aussi été le sujet du deuxième conférencier, mais en relation avec le marketing, cette fois. M. Gérard Virthe, vice-président exécutif de Cogem Inc. (bureau de conseil et recherche en marketing), a expliqué qu'en cette période d'inflation la plupart des industries se trouvent brusquement en difficulté pour satisfaire la demande. Alors, qu'il y a encore peu de temps, leur plus grand problème était de disposer de leur surplus. Le marketing qui s'est développé pour solutionner ce problème de surplus, doit donc, momentanément, se recycler.

Le principal changement, selon M. Virthe, consiste à utiliser le marketing pour la sélection des produits et des marchés, ceci voulant dire moins de choix pour le consommateur.

Développement industriel

La Rive-Sud tiendra compte de ce qui existe

par Maurice Giroux

Le développement et la prospérité des industries sur la Rive-Sud se fera d'une façon pragmatique et en tenant compte des industries déjà existantes.

Cette conclusion, à première vue simpliste, découle d'une conférence de presse tenue hier à Longueuil par la Commission industrielle de la Rive-Sud (COMSUD), organisme régional et inter-municipal qui regroupe, outre Longueuil, Boucherville, St-Hubert et St-Bruno.

Le président de cette commission, le maire Marcel Robidas, avait invité pour dresser leur bilan, MM. Frédéric Day, commissaire industriel en place depuis un an, et Raymond Lacasse, président du comité des industriels, créé il y a un mois.

Assistant également à la conférence de presse M. Raymond Beauvais, conseiller industriel régional du ministère de l'Industrie et du Commerce. En réponse à une question des journalistes, M. Beauvais a révélé que son ministère publierait d'ici deux mois les résultats d'une enquête sur les facteurs d'implantation industrielle sur la rive-sud, en partant de Varennes jusqu'à Châteauguay en passant par Chambly.

L'éparpillement

L'enquête, dont la compilation est achevée, veut indiquer les secteurs privilégiés d'implantation industrielle pour chacune des villes de la Rive-Sud. Elle a pour but d'éviter l'éparpillement des efforts et la concurrence stérile entre les villes.

Pour sa part, le commissaire industriel de COMSUD, M. Day a expliqué comment son organisme se préoccupait d'abord d'attirer dans la zone des industries qui répondraient aux besoins des entreprises existantes qui, dans certains cas, sont obligés de s'approvisionner en dehors du Québec pour certains sous-produits ou certaines pièces d'équipement.

Lorsque l'entreprise existante doit acheter ailleurs les matières qui entrent dans la composition de sa production, cela constitue un marché privilégié et nous tentons d'attirer une industrie qui répondra à ce besoin, a dit M. Day.

Des voyages inutiles

Il apparaît donc inutile de se précipiter dans les pays étrangers et de voyager tant et plus, sans espoir d'un résultat immédiat, si la prospection ne s'appuie pas d'abord sur les industries existantes. M. Day appelle "pyramidale" cette opération qui consiste à développer par la base le secteur industriel.

Quant à l'enquête du MIC, elle tiendra certainement compte de la vocation propre qui se dessine sur la Rive-Sud, soit la vocation de l'acier et des transports, sans oublier l'électronique. Cette approche pragmatique se situe d'ailleurs dans le sillage de l'enquête Fantus sur les possibilités industrielles du Québec.

M. Raymond Lacasse a mis l'accent sur les difficultés actuelles de recruter de la main d'oeuvre qualifiée sur la Rive-Sud. "Il s'agit d'un problème précis qui affecte non seulement les industries existantes mais les industries susceptibles de venir s'installer ici", a dit M. Lessard.

La crédibilité

L'homme d'affaires a également mentionné la pénurie de certaines pièces de production qu'il fallait aller chercher ailleurs. Il voit pour le comité d'industriels qu'il préside un rôle de persuasion et d'information auprès des investisseurs éventuels. Un rôle de crédibilité que les commissaires industriels, avant tout vendeurs, ne peuvent pas toujours réussir à jouer.

Finalement, MM. Lacasse et Day ont parlé de la nouvelle approche qu'empruntent plusieurs industriels ontariens ou américains au Québec. Tout commence par un entrepôt, disent-ils, où l'activité commence par du stockage et la distribution des produits manufacturés ailleurs. Si les affaires vont bien, on construira à son compte ou on ouvrira un plan d'assemblage ou de production. Avec ce système, l'industriel étranger ne se voit pas dans l'obligation de construire immédiatement un immeuble, ni même d'acheter. C'est avec le temps qu'il procédera à une véritable implantation industrielle.

Un peu comme le réseau téléphonique Le Canada aura dès 1976 un réseau destiné aux ordinateurs

par Pierre Sormany

Il fut un temps où les petits villages avaient tous leur propre réseau de téléphone. Pour entrer en contact avec les gens relevant d'un autre réseau, il fallait acheter un second téléphone!

Ça n'a guère duré. Les gens ont tôt fait de comprendre que les multiples réseaux privés n'avaient guère d'avenir, et que le service téléphonique se devait d'être centralisé... Un seul réseau, dont le coût serait partagé entre tous les abonnés d'une même région.

La même transformation est en train de survenir dans le domaine des ordinateurs. Il y a actuellement une foule d'entreprises qui possèdent leur propre centre d'information ou leur propre mini-ordinateur. Qu'arrive-t-il alors si ces entreprises espèrent communiquer avec le centre de documentation d'une autre entreprise, avec des banques, avec des compagnies de crédit (un magasin qui voudrait vérifier par exemple la solvabilité d'un client qui lui présente une carte "Master Charge" ou "American Express"...)?

Le Groupe des communications informatiques de Bell Canada vient d'annoncer la mise en service, vers le milieu de 1976, d'un réseau partagé de transmission de données, s'étendant partout au Canada. L'équivalent pour les terminaux d'ordinateurs, de ce qu'est le réseau téléphonique pour les appareils domestiques.

Le système mis au point au Canada exclusivement rappelle un peu le transport par conteneurs. On peut y mettre n'importe quoi, pourvu que le tout soit présenté dans un contenant standard.

Ce contenant, ou "lot d'information", c'est une émission de signaux électroniques qui dure un 300ième de seconde, et qui peut contenir 362 informations (32 caractères).

Ce qui se produit en fait, c'est que chaque abonné au réseau Datapac (c'est le nom que Bell a choisi) inscrit les informations qu'il désire envoyer sur le clavier de son terminal. Celui-ci divise le tout en "lots" conformes (signaux de un 300ième de seconde), lesquels sont alors acheminés vers le destinataire, par le biais de la "route" commune. C'est ainsi que 300 signaux peuvent être acheminés simultanément à chaque seconde.

Au début de sa mise en service, le réseau comprendra 4 centres de commutation (Montréal, Ottawa, Toronto et Calgary), mais la compagnie estime que leur nombre pourra dépasser les 14 en 1980.

Les avantages

Parce qu'il met en commun les appareils intermédiaires (ceux qui assurent la transmission entre un terminal et l'ordinateur ou la banque de données désirée), le réseau Datapac est économique. La compagnie estime à plus de 25% l'économie des coûts

permise à chaque abonné. En outre, ce système unique à utilisation partagée permet d'atteindre une perfection technique et d'ajouter des appareils de contrôle que peu d'abonnés pourraient se payer autrement.

À cela, bien sûr, il faut ajouter la possibilité de rejoindre tous les abonnés, et non pas seulement les ordinateurs faisant partie du réseau privé de la compagnie.

Le Groupe des communications informatiques offre en fait deux systèmes. Le premier, Datapac 1000, correspond aux petits utilisateurs, qui ont besoin de diffuser des messages courts (un seul lot par exemple), exigeant des réponses courtes: comptes rendus de vente, vérification de crédit, contrôle des inventaires pour un magasin, réservations hôtelières, etc... En fait, ce système sera offert dès maintenant, en utilisant le réseau Dataroute mis sur pied en 1973 par la même compagnie.

Le système Datapac 1500 quand à lui entrera en service en 1976. Il fournira la possibilité de relier tous les abonnés, en acheminant n'importe quel message présenté conformément dans un format conforme.

Il s'agira alors du premier réseau aussi développé au monde. Alors que les questions de lutte contre les monopoles retardent l'entrée en opération de tels réseaux aux États-Unis, c'est donc les abonnés canadiens qui jouiront les premiers de ce véritable système universel de téléinformatique.

Texasgulf applique le principe de la "participation au capital"

NEW YORK (PC) — Chacun des employés de Texasgulf va devenir actionnaire de cette compagnie. Texasgulf a annoncé la nouvelle mercredi.

Elle dit que c'est maintenant sa politique que de partager une partie de ses actions avec ses employés.

C'est ainsi que ses employés à plein temps, qui sont au nombre de plus de 4,000 vont recevoir chacun d'ici la fin de l'année entre une et cinquante actions, le nombre de celles-ci dépendant des années de service. Exception sera faite dans le cas des cadres. Des actions ne seront pas données à ceux-ci.

des bureaux à Toronto, Calgary et Vancouver.

Texasgulf est une entreprise multinationale qui se spécialise dans les domaines minier et chimique. Elle tire plus de 60 p.c. de son revenu de son exploitation minière de Kidd Creek. L'exploitation à cet endroit touche le cuivre, le zinc et l'argent.

L'an dernier, la Société canadienne de développement, une société qui appartient au gouvernement du Canada, est devenue propriétaire de 3,250,000 actions de Texasgulf. Elle les a obtenues au prix de \$29 l'action. Non sans difficulté toutefois. Reste qu'elle les a acquises, qu'elle est ainsi devenue propriétaire de 30 p.c. des actions de Texasgulf et qu'elle a obtenu de la sorte "la gestion réelle de Texasgulf."

La distribution des actions aux employés commencera à la fin de novembre. Recevront alors des actions tous les employés à plein temps inscrits sur la liste de paye depuis au moins le 1er novembre. Un peu plus de 40,000 actions seront alors distribuées.

L'action de Texasgulf se négociant à la Bourse par les temps qui courent à plus de \$26, il s'ensuit qu'à la fin de novembre seront distri-

bues aux employés des actions d'une valeur totale de plus d'un million de dollars. Texasgulf estime que ses employés recevront 50,000 autres actions au cours des cinq prochaines années.

bestiaux

MONTRÉAL (PC) — On a reçu depuis le début de la semaine sur le marché des bestiaux à Montréal environ 500 bêtes à cornes de moins que la semaine dernière. Il s'agit principalement de vaches laitières.

Peu de bovillons ont été offerts en vente. Les transactions ailleurs sont nombreuses. Quant aux prix, ils sont sensiblement les mêmes que la semaine dernière.

Arrivages jusqu'à 13h, jeudi: 1539 bêtes à cornes, 1365 veaux, 21 porcs, 84 moutons ou agneaux. Bovillons, de qualité ordinaire \$18-\$40. Génisses, de qualité ordinaire, \$20-\$32. Vaches, D1 et D2, \$22-\$25. D3, \$19-\$21.75. D4, \$13-\$18.75. Taureaux, \$17.50-\$31.50.

"Chaque employé devient l'un des propriétaires de la compagnie. De la sorte, chaque employé sera plus en mesure de comprendre pourquoi les bénéfices sont si importants".



DIRECTEUR DE LA PUBLICITÉ

LA COMPAGNIE STEINBERG LIMITÉE est à la recherche d'un directeur de la publicité

Le titulaire sera responsable de l'ensemble des activités publicitaires de la division des magasins d'alimentation du Québec et dirigera une équipe de quinze (15) personnes affectés à la publicité et à la création d'affiches.

Le directeur sera principalement chargé de préparer les campagnes publicitaires, de répartir la publicité entre les divers médias pour toute la province, de veiller au respect des normes et règlements gouvernementaux concernant l'étiquetage et la publicité dans le domaine alimentaire, de participer à l'élaboration de stratégies de commercialisation, de stimuler un dialogue fructueux avec les clients, afin de sensibiliser la direction de la Compagnie, au besoin des consommateurs. À ceci s'ajoute la responsabilité d'un budget considérable.

Le candidat idéal aura une bonne expérience du milieu publicitaire, un esprit créateur, une connaissance approfondie du milieu québécois et la capacité de diriger et de motiver une équipe de publicitaires. Il connaîtra toutes les techniques de production aussi bien pour les journaux que pour la radio et la télévision. Il devra agir comme personne-ressource auprès de la direction aux divers problèmes de communication qui peuvent se poser à l'entreprise. Une excellente connaissance du français et de l'anglais est requise.

Le salaire de départ auquel s'ajoute un bon annuel intéressera le candidat ou la candidate de toute première classe.

LIEU DE TRAVAIL: Montréal.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae en toute confiance au

Bureau d'emploi STEINBERG LIMITÉE
Plaza Alexis-Nihon
1500 Ave. Atwater
bureau 1105
Montréal, Québec

CENTRE HOSPITALIER NOTRE-DAME

Centre d'oncologie
Archiviste-Médical (e)

Nous sommes actuellement à la recherche d'un(e) archiviste-médical(e) autorisé(e), en règle avec sa Corporation.

Une préférence sera accordée aux candidats ayant plus de 2 années d'expérience.

Les candidats intéressés sont priés de s'adresser à:
Madame Rita David-Desroches
Bureau d'emploi
Centre Hospitalier Notre-Dame
1580 est - rue Sherbrooke
Montréal

COMPAGNIE JEUNE ET DYNAMIQUE

recherche

TRADUCTEUR(TRICE)

d'expérience pour son service de traduction.

Le(la) titulaire devra avoir les compétences nécessaires pour traduire dans une grande diversité de domaines et réviser à l'occasion le travail des autres traducteurs et collaborateurs.

Conditions de travail intéressantes et traitement en rapport avec la compétence.

Adresser un curriculum vitae complet accompagné de quelques modèles ou extraits de traduction au:

Journal LE JOUR
C. P. 126,
387 Boul. Lebeau
Ville Saint-Laurent

ASSOCIATION DES MÉDECINS DE LANGUE FRANÇAISE DU CANADA

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

NATURE DE L'EMPLOI:
— Rédiger la correspondance et les comptes rendus, préparer les dossiers et recueillir la documentation;
— voir au classement des revues, journaux;
— participer à l'organisation de congrès, conférences, journées médicales, tournées d'information.

QUALITÉS REQUISES:
— Avoir complété le cours scientifique;
— posséder un minimum de 5 années d'expérience;
— connaître la sténographie, la dactylographie;
— être dynamique, débrouillard, discrète;
— avoir une très bonne connaissance de la langue française ainsi que des aptitudes à la rédaction

RÉMUNÉRATION:
Salaire à discuter.

Veillez faire parvenir, avant le 11 novembre, votre curriculum vitae à:

Richard Bienvenu
Adjoint au Directeur
5064 avenue du Parc
Montréal
H2V 4G2

vie et culture

Un livre de Jacques Danois, de l'Unicef

"L'Autocar chinois" présente ces enfants qui meurent de faim

par Marcelle Bourque

Cinq cent millions d'enfants mourront de faim cette année à travers le monde. Les médias d'information nous transmettent assez régulièrement ce genre de statistiques. Et les bien-pensants trouvent cela révoltant.

Pourtant, l'argent dépensé pendant deux heures par l'ensemble des pays du monde pour l'armement suffirait à résoudre le problème de la faim sur toute la planète. C'est ce que rappelle hier Jacques Danois, journaliste et directeur des services audiovisuels de la division de l'in-

formation de L'UNICEF, à l'occasion du lancement de son dernier livre intitulé "L'Autocar chinois".

Pour un sourire

"Depuis de nombreuses années, Jacques Danois grand reporter, court le monde à la recherche d'un sourire d'enfant," dit-on de lui, au début du bouquin, en guise de présentation.

Il a écrit "L'Autocar chinois" pour que les gens connaissent ces enfants qu'on leur demande d'aider en contribuant à garnir les cof-

fres de l'UNICEF. Ce sont trois nouvelles qui racontent chacune un fait vécu. "C'est un livre de journaliste, pas un livre de romancier," dit M. Danois.

La première nouvelle met en scène une famille vietnamienne en ce temps de supposée paix dans lequel le pays vit actuellement. "À l'annonce de la fin de la guerre du Vietnam, pour les Occidentaux, tout était enfin terminé. Pour les Vietnamiens, tout commençait". La famille de M. Danois s'emploie, pendant une cinquantaine de pages, à ramasser les morceaux cassés par 25 ans de guerre.

Le deuxième récit nous livre les réflexions d'un enfant aveugle. Ils sont des milliers à souffrir de cette infirmité dans les pays sous-développés. Carence de vitamine A. Selon Jacques Danois, cet enfant "saisit les réalités véritables parce que sa situation ne lui permet pas de s'attacher à l'accessoire des gens et des choses. Que son chien soit beau ou laid, cela lui importe peu. Ce qui compte, c'est que c'est son chien."

La troisième nouvelle transporte le lecteur dans les montagnes du Vietnam, dans des tribus qui ne connaissent même pas l'usage de l'argent. "J'ai écrit cette histoire pour faire ressortir que toutes les civilisations sont bonnes. Il y a peut-être plus de sauvages chez-nous que dans ces régions dites non-civilisées", dit M. Danois.

L'argent que le public donne à l'UNICEF ne tombe pas dans un trou sans fond. Il sert à aider des enfants bien réels vivant de manière différente de la manière occidentale. Le livre de Jacques Danois veut faire connaître ces enfants. Il veut faire prendre conscience que ces êtres ont leur dignité. L'auteur voudrait qu'on les admette sans chercher à les changer.

Mise en place d'un réseau de distribution du film québécois à travers la France

La tournée entreprise par le Conseil québécois pour normaliser la diffusion de notre cinéma en France se poursuit dans la région de Grenoble où une dizaine de films empruntent chaque jour des circuits variés: salles communales, lycées, salles de quartier, comités d'entreprise, maisons de jeunes.

Dans le cadre de cette opération réalisée grâce à une



"Le Gai Montréal" à la Galerie Véhicule Art
C'est aujourd'hui qu'a lieu le vernissage de l'exposition de photographies de Jacques Lafond sur "Le Gai Montréal" à la galerie Véhicule Art au 61 ouest de la rue Ste-Catherine. Cette exposition se tiendra jusqu'au 14 novembre.

le Patriote
DU 14 OCTOBRE AU 3 NOVEMBRE
JEAN-GUY MOREAU

Horaires Télévision

2 CBFT (R-C), Montréal	6 CJPM (TVA), Chicoutimi	9C Câble TV, Montréal	12 CFCF (CTV), Montréal
4 CFCM (TVA), Québec	7 CHLT (TVA) Sherbrooke	9NC National Cablevision, Montréal	(12) CKRS, Jonquières
(4) CBOT (CBC), Ottawa	8 CJSB (CTV), Cornwall	10 CFTM (TVA), Montréal	13 CKTM, Trois-Rivières
5 CKMI, Québec	9 CBOT (R-C) Hull	11 CBVT (R-C), Québec	(13) CJOH (CTV), Ottawa
6 CBMT (CBC), Montréal	(9) CKSH (R-C), Sherbrooke	(11) TCQ (câble), Québec	(30) CFVO, Hull

matinée

9.00 4 Au bout du fil (4) The Friendly Giant (enfant) 6 Québec School Telecasts (6) Les bouts d'chou (enfant) 8 12 (13) Kareem's Yoga (30) Cinéma	9.15 2 9 (9) 11 (12) 13 Les Orlans (éducation) (enfant) (4) Ontario School Telecasts 7 Filmatin. 10 36-24-38 (culture physique)	9.30 2 9 (9) 11 (12) 13 Les 100 tours de Centour (éducation) 5 Québec School Telecasts (6) Ciné-matin: "Les femmes mènent le monde", E.U. 1954. Comédie de meurs de J. Negulesco avec Clifton Webb, Cornel Wilde et June Allyson 8 (13) Pay Cards (jeu) 10 Pour vous mesdames 12 The Community (information)	10.00 2 9 (9) 11 (12) 13 Au jardin de Pierrot (enfant) 4 5 6 Canadian School Telecasts 8 (13) It's Your Move (jeu) 12 Pay Cards (jeu)	10.15 2 9 (9) 11 (12) 13 Clak (éducation)	10.30 2 (9) 11 (12) 13 Personnalité féminine 4 Pour vous mesdames (4) 5 6 Mr. Dressup (enfant) 8 (13) Quest (religion) 9 Cours scolaires de l'Ontario 12 McGowan & Co. 13 Rue Principale (30) Dessins animés	10.40 8 (13) The Dick Van Dyke Show (comédie)	10.45 (30) La santé à l'horizon	11.00 2 (9) 11 (12) 13 Les recettes de Juliette (4) 5 6 Sesame Street (éducation) (6) Jinny (comédie) 7 10 (30) Personnalités (jeu) 12 Définition (jeu)	11.10 8 (13) The A.M. Show	11.30 11 Les animaux chez eux (documentaire) 4 Leçons de beauté (conseils) 6 Dessins animés 7 10 La famille Stone (comédie) 9 Les recettes de Juliette 13 Rue Principale 10 Pep 74 (éducation) 12 The Art of Cooking (12) Le module du midi (30) Le saint (suspense)	11.45 4 Dessins animés (6) A votre service	11.50 4 Les informations	après-midi 12.00 2 5 11 Mini-Fée (dessins animés) 4 De tout de tous (4) 5 6 Lunch Date (interview) 7 Informa 7 8 (13) Flintstones & Friends (dessins animés) 10 Les p'tits bonshommes (dessins animés) 12 The Flintstones (dessins animés)	12.15 (6) Nouvelles du midi 7 Dessins animés	12.30 2 9 (9) 11 (12) 13 Les coqueluches (variétés) (6) Rond-Point 7 10 (30) Les tannants (variétés) 12 Matinée with George Balcan: "Stagecoach", E.U. 1939. Western de J. Ford avec John Wayne, Thomas Mitchell et Claire Trevor.	1.00 4 La fête (variétés) (4) 2nd Career 5 Robin Hood (aventure) 8 (13) Newline 6 The Bob Newhart Show (comédie)	1.30 4 7 10 (30) Parle parle, jase jase... (4) Sports People Party 5 6 The City at Six (information) (6) Studio Six (interview) 8 (13) Newline 9 Tout à l'heure	1.55 4 Tirage Fantastica	soirée 6.00 4 7 10 (30) Parle parle, jase jase... (4) Sports People Party 5 6 The City at Six (information) (6) Studio Six (interview) 8 (13) Newline 9 Tout à l'heure	6.30 4 7 10 (30) Parle parle, jase jase... (4) Sports People Party 5 6 The City at Six (information) (6) Studio Six (interview) 8 (13) Newline 9 Tout à l'heure	6.45 4 7 10 (30) Parle parle, jase jase... (4) Sports People Party 5 6 The City at Six (information) (6) Studio Six (interview) 8 (13) Newline 9 Tout à l'heure	7.00 4 Aujour'hui le 1er novembre (information) 5 Rush at Large (interview) 7 Monsieur Country, Claude Patry (variétés) 8 12 (13) The Swiss Family Robinson (aventure) 9 Le journal (9) Le 9 vous informe 9C 9NC Radio-Québec — Francis: "Les autres" 10 Le 10 vous informe 10 Le 13 vous informe (30) Le quotidien (information)	7.15 9C 9NC Radio-Québec — Mains habiles, mains agiles: "Céramique et poterie"	7.30 2 9 (9) 11 (12) 13 Marcus Welby, M.D. (drame) 4 En première: "Le carnaval des truands", 11. 1967. Drame policier de G. Montaldo avec Janet Leigh, Robert Hoffman et Edward G. Robinson (4) 5 6 Howie Meeker Hockey School En première: "La puce à l'oreille", E.U. 1968. Drame de guerre de J. Charon avec Rex Harrison, Rosemary Harris et Louis Jourdan. 7 En première 8 12 (13) The Six Million Dollar Man (science-fiction) 9C 9NC Radio-Québec — Fugue et vie: "Rameau, Durey, Michaud" 10 En première: "John and Mary", E.U. 1969. Drame sentimental de P. Yates avec Mia Farrow, Dustin Hoffman et Michael Tolan. (30) En première: "Deux salopards en enfer", 11. 1969. Drame de guerre de R. Ricci avec Klaus Kinski, George Hilton et Ray Sanders.	7.45 (4) 6 Mr. Chips	8.00 (4) 5 6 All in the Family (comédie)	8.30 2 9 (9) 11 (12) 13 Hors série: "La légende des Strauss — Josef", Cinquième de huit épisodes avec Eric Woofe, Stuart Wilson, Anne Stallibrass et Barbara Ferris. (4) 5 6 Mash (comédie) (5) Chico and the man (comédie) 8 12 (13) Adam-12 (policier) 9C 9NC Radio-Québec — Un mallon de la chaîne: "Le chauffeur d'auto-bus"	9.00 4 Découvertes 74 (4) 5 6 The Tommy Hunter Show (variétés) 8 12 (13) Friday Mystery Movie. 9C 9NC Radio-Québec — La vie qu'on mène.	9.15 (6) 7 10 (30) Les Bolvin (téléroman)	9.30 2 9 (9) 11 (12) 13 Dossiers: "Fabre, le génie des insectes" 4 Cheval de fer (western) (6) 7 10 (30) Découvertes 74 (12) Chapeau melon et bottes de cuir (suspense)	10.00 (4) 6 Rhoda (comédie) 5 The Lawrence Welk Show (musique) (6) Monsieur Country, Claude Patry (variétés) 7 10 Auto patrouille (policier) 9C Polymission 9NC Big Fights of the Decades (30) Gens de parole	10.30 2 9 (9) 11 (12) 13 Le téléjournal (4) 6 7 10 (30) Les nouvelles TVA (4) 6 Man about the house (comédie)	10.45 2 9 (9) 11 (12) 13 Nouvelles du sport et météo 13 Le 10 vous informe	11.00 2 9 (9) 11 (12) 13 Appelez-moi Lise (variétés) 4 Ciné-4: "Les vierges folichonnes", All. 1968. Comédie de J. Zachar avec Sissy Hwang, Joachim Hansen et Seigart Rupp. (4) 5 6 8 12 (13) News	11.15 10 Festival de films de guerre: "Les héros de Télémark", G.B. 1965. Drame de guerre d'A. Mann avec Kirk Douglas, Richard Harris et Ulla Jacobsson.	11.20 8 (13) Sportline 12 Pulse (information)	11.22 (4) 5 6 Viewpoint (information)	11.30 (4) CBOT Tonight (information) 5 After Eleven: "Bullitt", E.U. 1968. Drame policier de P. Yates avec Steve McQueen, Robert Vaughn et Jacqueline Bisset. 6 Montréal Tonight (information) 8 (13) Simply Charlotte (magazine)	11.45 6 Midnight	11.50 (4) Rock Concert	00.00 2 9 11 Cinéma: "Un nommé La Rocca", Fr. 1961. Drame policier de J. Becker avec Jean-Paul Belmondo, Pierre Vaneck et Christine Kaufmann. 8 (13) Midnight at the movies: "A New Leaf", E.U. 1970. Comédie réalisée et interprétée par Elaine May avec Walter Matthau et George Rose. (9) Ciné-soir: "Amère victoire", Fr. 1957. Film de guerre de N. Ray avec Richard Burton, Curt Jurgens et Raymond Pellegrin. 12 Feature Movie: "The Ten Commandments", E.U. 1956. Drame biblique de C.B. DeMille avec Charlton Heston, Anne Baxter et Yvonne De Carlo. (12) Cinéma: "Opération Scotland Yard", G.B. 1959. Drame policier de B. Dearden avec Nigel Patrick, Yvonne Mitchell et Michael Craig. 13 Ciné-soir: "Hélas!", All. 1967. Documentaire d'E.F. Bender avec Ruth Gassmann.
---	---	--	---	--	--	--	------------------------------------	--	-------------------------------	--	--	-----------------------------	---	--	--	---	---	-----------------------------	--	---	---	---	---	--	-------------------------	---	---	---	--	---	--	--	--	---	---	---	--	---	---------------------	---------------------------	--

Maintenant demain matin, montréal m'attend!

Guy Bourassa
Claude Lagadec
Michel Régnier
Jacques Léveillé
Hubert DeRavinel
Pierre Vadeboncoeur
\$1.

numéro 139 Octobre 1974

En vente dans les kiosques et les librairies

Je désire recevoir MAINTENANT à partir du mois de _____
Je choisis un abonnement: ordinaire \$9 □ étudiant \$6 □ de soutien \$15 □
J'inclus la somme de _____
Nom: _____
Adresse: _____
MAINTENANT - 2765 Côte Ste Catherine, Montréal - (739-2758)

ÉCONOMISEZ \$7 Sur l'achat d'un sac pour dame ou d'une paire de chaussures pour homme en présentant cette annonce

Le BOTTIER
PLACE LONGUEUIL

LE FORUM PRESENTE
BARRY WHITE
Mardi, le 12 nov. 20.00 hrs Forum de Montréal

LOVE UNLIMITED
THE LOVE UNLIMITED ORCHESTRA
PRODUCTION: DOUBLE M AND DONALD K. DONALD

BARRY WHITE & LOVE UNLIMITED
DISPONIBLES SUR ÉTIQUETTE GRT CHEZ VOTRE DISCAIRE PREFERE

TABLE RONDE

Sujet: État de la situation linguistique canadienne

Participants:
Laurent Laplante
Gilles Lavigne
Laurent Santerre
Keith Spicer

Animateur: Gérard Gauthier

Lieu: 110 est rue Ste-Catherine, Montréal (sous-sol Église Unie St-Jean)

Date: Lundi le 4 novembre 1974 à 20 heures

Entrée libre

Organisée par: Aujourd'hui Crédo, mensuel français de l'Église Unie du Canada.
Tél.: 486-9213.

4e SEMAINE
Les Films Mutuels présentent
LES ORDRES
POUR TOUS

un film de Michel Brault

Jean Lapointe
Hélène Loiseleur
Guy Provost
Claude Gauthier
Louise Forestier

produit par les Productions Prisma

6e SEMAINE
ST-DENIS & BELANGER, 277-3125

LAVAL **VERSAILLES**
Centre d'achat LAVAL 688 8200 785 Sherbrooke E 353 785

(Laissez-Passer Non Valables)
RIVOLI-1: 1.10, 3.10, 5.10, 7.10, 9.10, LAVAL-2, VERSAILLES (Rouge) SUR SEMAINE 7.00 & 9.00, SAMEDI & DIMANCHE 1.00, 3.00, 5.00, 7.00, 9.00

également aux
cinémas suivants
MASKA St. Hyacinthe
JOLIETTE Joliette

à minuit ce soir ET LES 2-7-8-9 NOVEMBRE

WOUF WOUF

de YVES-HÉBERT SAUVAGEAU
musique ANDRÉ GAGNON
adaptation et mise en scène ANDRÉ MONTMORENCY

ATELIER N.C.T.
GESU 1200 BLEURY 866-1964

"Le fantôme de la liberté"
de Bunuel, ce soir à Ottawa

Filmexpo tente une fois de plus de vaincre l'apathie d'Ottawa

PAR Jean-Pierre Tadros

Filmexpo 1974, qui se définit comme une "exposition de film canadien et international", mais qui n'est ni plus ni moins que le festival international du film d'Ottawa, s'ouvrira ce soir à 20 heures au Town Art Cinéma avec la présentation en avant-première canadienne du dernier film de Luis Bunuel, "Le fantôme de la liberté". Contrairement à ce qui avait été annoncé précédemment ce n'est donc pas un film canadien qui lancera cette manifestation cinématographique; manifestation qui, assez curieusement, n'arrive pas à trouver son envol.

Filmexpo, qui est une initiative de l'Institut canadien du film et bénéficie de l'aide du Bureau des Festivals du Secrétariat d'État, prend cette année des proportions nettement plus modestes que par les deux années précédentes. La section canadienne a été ainsi intégrée à la section internationale et ne comprend plus que trois longs métrages canadiens anglais: "Wolfen Principle" de Jack Darcus de Vancouver, "Monkeys in the Attic" de Morley Markson de Toronto, et un troisième film dont j'ignore tout, "125 Rooms of Comfort" de Patrick Loubert.

Les problèmes raciaux

Parmi les films présentés, il en est trois qui traitent des problèmes raciaux. Deux de ces films sont des documentaires. "Last Grave at Dimbaza", film anonyme, a dû être sorti clandestinement d'Afrique du Sud puisque dans ce pays dénoncer l'apartheid est un acte criminel. Et comme ce film nous renseigne précisément sur les mesures prises récemment en Afrique du Sud pour désunir les familles noires on comprend bien qu'on n'ait pas intérêt en certains milieux à le voir circuler.

Le deuxième documentaire nous vient du Sud des États-Unis. "Woodcutters of the Deep South" a été tourné parmi les ouvriers noirs et blancs du Mississippi et de l'Alabama. Le réalisateur, Lionel Rogosin, a consacré les vingt ans de sa carrière cinématographique ("On the Bowery", "Comme Back Africa") à analyser les problèmes sociaux. Dans ce film il nous montre des ouvriers s'efforçant de vaincre le racisme qui les sépare en formant une coopérative qui les protégerait des compagnies de pulpe et papier.

Enfin, une autre production clandestine d'Afrique du Sud, mais cette fois sous forme dramatique, "Boesman & Lena" de Ross Devenish viendra nous en dire encore un peu plus sur les effets de la politique d'apartheid. Ce film analyse en effet la manière dont l'apartheid affecte la dignité de ses victimes.

Hardy subventionne Julien

QUÉBEC (PC) — L'interprète bien connue Pauline Julien recevra une contribution financière du ministère des Affaires culturelles pour une partie du coût de sa tournée actuelle en Europe.

C'est ce qu'a annoncé un communiqué reçu mercredi du cabinet du ministre, M. Denis Hardy.

En 1973, Mme Julien s'était vu refuser une sub-

"Boesman & Lena" sera montré en avant-première nord-américaine. Modeste mais utile.

Ainsi cette troisième version de Filmexpo, si elle peut apparaître fort modeste, se révèle peut-être fort utile. C'est là le but ultime de ces manifestations cinématographiques rendues de plus en plus nécessaires devant le peu d'audace que montrent généralement nos salles de cinéma commerciales (à quelques exceptions près, naturellement), et l'apathie de nos cinéphiles.

On avait laissé, à un moment, planer la possibilité de voir ce festival prendre le relais du Palmarès du film canadien. Il semblerait que l'Institut canadien du film, qui organise Filmexpo, n'ait pas pu convaincre le Bureau des festivals du Secrétariat d'État de l'opportunité d'une telle reprise, surtout à Ottawa. Les fonds alloués par ce Bureau des festivals n'auraient donc permis à l'Institut de lancer, avec quelque retard, un Filmexpo qui se retrouve aujourd'hui réduit à sa plus simple expression.

vention par le ministre libéral des Affaires culturelles du temps, M. François Cloutier. M. Cloutier avait indiqué que la chanteuse s'était fait bloquer l'aide financière pour des "raisons administratives". Le Parti québécois avait cependant soutenu que c'est à cause de son option indépendantiste que Mme Julien avait été rayée de la liste des artistes subventionnés.

bref pop

par Bruno Dostie

Dans les p'tites boîtes

Si tannés comme moi du beau son bien "établi", vous êtes à la recherche d'énergie nouvelle, les "p'tites boîtes" du circuit plus ou moins parallèle de Montréal vous auront déjà attirés. Sinon, laissez-vous tenter... Qui ne connaît pas l'hôtel Nelson, rendez-vous du Vieux-Montréal, et sa petite boîte l'Évêché? Depuis mardi et jusqu'au 10 novembre, Toubabou y présente son spectacle. Formé de six musiciens du Ville Émard Blues Band, Toubabou est allé chercher son nom en Afrique (le mot signifie "l'homme blanc") et a construit son son autour des percussions hypnotiques de Michel Séguin, Lise Cousineau mêlant sa voix éthérée au grave dialogue des peaux. Avec eux, la basse de Michel Dion, les claviers d'Yvan Ouellet, la guitare de Robert Stanley et la batterie de Denis Farmer. Ou bien, tournant le dos au Holiday Inn de la rue Sherbrooke, on peut grimper les marches de la Casa Espagnole jusqu'au dernier étage où s'est installée depuis des années déjà la Casanous. Cette fin de semaine s'y produit un groupe sans nom qu'on appelle du nom de l'une de ses chansons: "Faire la vie". Trois jeunes de dix-neuf ans se cachent derrière ce nom: Anne Joyal, voix et guitare, Gérard Dasilva, guitare, et Benoît Gignac, percussions. Ils se font accompagner par Alain Marcell à la basse et chantent leurs propres compositions qui sont dans la veine de celles de Séguin et d'Harmonium (comparaison évidemment toute croche!). Ces nouveaux ont plus d'un an de travail en commun et l'expérience d'une longue tournée des collèges, universités et festivals du Canada. On les reverra au Cégep d'Ahuntsic vendredi prochain. Et dès lundi, Louise Forestier succède à Jean-Cy Guilbert sur la scène du Patriote où elle sera jusqu'au 17 novembre. Louise Forestier, qui vient de publier son quatrième microfilm, fait un tout nouveau spectacle qu'elle a eu amplement le temps de roder, présente partout qu'elle est cet automne. Sur cette scène du Patriote où elle a fait ses débuts, naguère Louise Belhumeur, on peut sans doute attendre d'elle une qualité d'émotion toute spéciale. En première partie, on pourra voir Ovíla Blais que je découvrirai en même temps que vous.

Au Palace des arts

Mais si sortir n'est pas "sortir" si l'on ne va pas faire son tour dans les "grosses boîtes" qui se sont installées en face du chantier du complexe Desjardins, eh bien la Place des Arts a toujours quelque chose à offrir. Enrico Macias ce week-end et bientôt Gilbert Bécaud. Entre les deux, Edith Butler, Emmanuelle et Paul Baillargeon. Dès demain, et dimanche également, Edith Butler donne son récital à la salle Maisonnette. On connaît cette voix d'Acadie dont le "Avant d'être dépaycé" a été adopté par Montréal. Un nouveau microfilm nous permettra de la suivre encore plus loin la semaine prochaine; c'est "L'Acadie s'marie" (Columbia). Puis sur la même scène du Maisonnette, du 12 au 16 novembre, on pourra retrouver Emmanuelle et voir enfin Paul Baillargeon. Emmanuelle est bien connue. Paul Baillargeon devrait l'être lui qui est derrière tellement de disques faits ici depuis douze ans, de Michel Louvain à Jean-Pierre Ferland, en passant par Ginette Reno et les Bel Canto. Mais Baillargeon laissé à lui-même devient un "freak" du son aux compositions étonnantes comme "J'suis donc ben dans ma peau".

Les forums et autres centres sportifs

Mais que serait la musique pop sans les grands spectacles de masse où le rock prend tout son sens? Dès ce soir, au Forum de Montréal, Rush, Nazareth et Rory Gallagher, du blues blanc qui promet des accents spéciaux du fait qu'on a affaire à un Irlandais avec Gallagher et à des Écossais avec Nazareth. Puis le 12 novembre, le Forum risque de devenir un colossal "Lime Light" avec deux représentants du nouveau son noir, tout électrique, qui a la faveur des discothèques ces temps-ci: Love Unlimited et Barry White sont en effet deux des représentants les plus populaires de ce nouveau son. Et le 17, Elton John s'y produira à guichet fermé devant 18.500 personnes. Enfin, le 8 décembre, et c'est maintenant confirmé, nous pourrions voir George Harrison avec Ravi Shankar et Billy Preston, Tom Scott, Jim Keltner, Chuck Findley, Robben Ford, Andy Newmark,



Emil Richards et Willie Weeks. Dans les autres arènes, eh bien il y a ce soir même Tex et Serge Grenier au Centre Paul-Sauvé (Grenier est un ex-Cynique) dans un spectacle présenté par une association d'étudiants adultes de Montréal. Il faut aussi mentionner deux "shows" qui s'en viennent au centre sportif de l'Université de Montréal: celui de Diane Dufresne et de Gilles Valiquette, le 30 novembre, avec Beau Dommage, et celui d'Harmonium et de Gilbert Montagnés, le 7 décembre.

L'orchestre McGill is going retro

Le roi de la clarinette, Benny Goodman, sera le soliste invité au prochain concert de l'orchestre de chambre McGill, sous la direction d'Alexander Brott, lundi soir, le 11 novembre, au Théâtre Maisonnette, à 20h30. Ce sera la première fois que monsieur Goodman présente un concerto classique à Montréal et il jouera le Concerto pour Clarinette en La majeur K. 622 de Mozart. Benny Goodman n'a pas besoin d'introduction; son nom est sûrement l'un des mieux connus dans le domaine de la musique de jazz ainsi que de la musique classique depuis de nombreuses années. Également au programme la suite "Water Music" de Handel et la charmante Symphonie no 88 de Haydn.

Le public de Télémedia a choisi

C'est dimanche soir, au canal 10 de Montréal et sur le réseau TVA, qu'on connaîtra les trois gagnants des Olympiades de la chanson lancées par Télémedia. Lundi dernier, on connaissait les douze finalistes, choisis par quelques

28.000 auditeurs de Télémedia. Il s'agit de "Soleil soleil" de Julie Aré, de "Un gars comme toi" de Renée Claude, de "Avril sur mars" de Charlebois, de "Besoin pour vivre" de Claude Dubois, de "Vive les roses" de Diane Juster, de "Théo et Antoinette" de Jean-Pierre Manseau, de "Où paraît-il" de Nicole Martin, de "Ces croissants de soleil" de Ginette Reno, de "Plus rien n'existe" de Suzanne Stevens, de "La vie en rose" de Gilles Valiquette et de "Gros Pierre" de Gilles Vigneault. C'est maintenant au jury final de faire son choix. Entre 18h30 et 19h30, dimanche soir, on saura tout.

Nanette n'est pas morte

Même si le show qui promettait d'être la rentrée de l'année a été annulé, Nanette Workman n'est pas morte. En fait, toute une équipe groupée autour de Tony Roman paraît travailler comme jamais! En plus de Nanette et de Tony, elle compte Pagliaro et, en vrac, Walter Rossi, Richard Tate, Angie, Georges Thurson, etc... L'équipe vient de lancer deux microfilms sur lesquels on retrouve le même personnel: celui de Angie, bassiste et chanteur, et celui de Richard Tate, guitariste et chanteur (Dernam/London).

La tornade du Vinyle (suite)

Et d'ailleurs, ces semaines-ci, les disques pleuvent. À la liste que j'ai déjà publiée, il faut ajouter Isabelle Pierre qui vient de lancer "J'm'appelle Nicole Lapointe" (Barclay) avec des paroles de Roch Poisson et des musiques de Mario Beauvais. Il y a aussi Yves Lapierre qui a lancé "Évidence of Yves", un disque bi-culturel, à pochette bilingue, dédié à l'explosion créatrice de la culture "canadienne" et produit par la "Canadian Talent Library" sur étiquette Celebration-Quality. Et à venir, il y a François Dompierre qui achève un long jeu instrumental intitulé "Sans paroles". Lucien Francoeur et son groupe Aut'chose qui terminent aussi leur, et enfin Bill Gagnon et Christian Saint-Roch, du VEBB, qui sont en studio. Quant à Diane Dufresne, c'est au printemps seulement qu'on aura son prochain long jeu, contrairement à ce que j'avais annoncé. Il faut donc se contenter d'un "45 tours" pour le moment.

ouvrir des champs
boîte jean-louis roux
de victor lanoux
une coproduction tnm-trident
mise en scène jean-louis roux
décors paul bussières
costumes lydia randolph

à compter du 7 novembre
84 ouest, rue ste-catherine
861 0563

où irons-nous?

- Cinéma**
- ARLEQUIN: 1004 Ste-Catherine E., 288-2934 "Manchot de Hong-Kong" et "Furie du Karaté".
 - ATWATER I: Niveau Métro Alexis Nihon, 935-4246, "Airport 75": 1.00, 3.00, 5.10, 7.15, 9.20.
 - ATWATER II (étage mode) 921-3313: "The Sting": 7.20, 9.30. Sam et dim: 12.30, 2.30, 4.50, 7.20, 9.30.
 - AVENUE: 1224 Green Av., Westmount, 937-2747. "Why rock to boat!": 12.30, 2.50, 4.50, 6.55, 9.05.
 - BERRI: 1280 St-Denis: 879-2424. "Emmanuelle": 12.00, 1.45, 3.30, 5.30, 7.30, 9.30, 11.30.
 - BEAVER: 5117 Avenue du Parc, 844-1932. "Clamdiagg's daughter": 1.15, 4.05, 6.55, 9.45 et "Sensuous Suzanne": 12.00, 2.50, 5.40, 8.30.
 - CANADIEN: 1204 Ste-Catherine E., 523-5180. "Marie en quête de sensations" et "Frères karaté à Bangkok".
 - CHAMPLAIN: 1815 Ste-Catherine E., 521-1885. "L'Arnaque": 1.30, 5.30, 9.35. "Sentimentalement volé": 12.00, 3.50, 7.55.
 - CHATEAU I: 6956 St-Denis, 271-4400: "Y a pas de mal à se faire du bien": 1.15, 3.15, 5.15, 7.15, 9.15.
 - CHATEAU II: 6956 St-Denis, 271-4400. "La pomme la queue à les pépins": 1.30, 3.30, 5.30, 7.30, 9.30.
 - CINÉMA CHEVALIER: 1590 rue St-Denis: "Le trio infernal": 12.25, 2.45, 5.05, 7.25, 9.45.
 - CINÉMA 2001: 855 Décarie, 277-2001. "L'œil du diable": 7.15. "A travers le miroir": 9.30.
 - CINÉMA 7e ART: 3180 Bélanger est, 722-0302. "Les diables": 7.30. "Delirance": 9.35.
 - CINÉMA DE PARIS: 896 Ste-Catherine O., 861-2986. "Les Beaux Dimanches": 1.30, 3.30, 5.30, 7.30, 9.30.
 - CINÉMA LE PIERROT: 1590 St-Denis, 845-3222. "La maison des dames": 1.20, 3.25, 5.30, 7.35, 9.40.
 - CINÉMA V: 5550 Sherbrooke O., 489-5559. SALON ROUGE: "Les Beaux Dimanches": 7.30, 9.30.
 - SALON BLEU: "Lacombe Lucien": 7.10, 9.40.
 - CLAREMONT: 5038 Sherbrooke O., "Gambler": 1.00, 3.00, 5.00, 7.00, 9.00.
 - CRÉMAZIE: 8610 St-Denis, 388-4210. "Malicia": 7.30, 9.30. Sam et dim: 1.30, 3.30, 5.30, 7.30, 9.30.
 - DAUPHIN (McLaren): 2396 E. Beaulieu, 721-6060. "Toute une vie": 7.20, 9.20 sam et dim: 1.20, 3.20, 5.20, 7.20, 9.20.
 - DAUPHIN (Renoir): 2396 E. Beaulieu, 721-6060. "Toute une vie": 7.20, 9.20 sam et dim: 2.00, 4.30, 7.00, 9.30.
 - ELYSEE: 35 Milton, 842-6053. SALLE RESNAIS: "La montagne sacrée": 7.15, 9.30. SALLE EINSTEIN: "Montréal Main": 7.15, 9.30.
 - ELECTRA: 114 est, rue Ste-Catherine, 522-9177. "Rapport sur la vie sexuelle de la ménagère no 3" et "Aventures intimes des hommes mariés".
 - EVE: 1229 St-Laurent, 861-3151. "Teen age bride" et "Dirty mind of young Sally".
 - FESTIVAL: 1296 Ste-Catherine E., 525-8600. "Lacombe Lucien": 7.10, 9.40.
 - FLEUR DE LYS: 858 Ste-Catherine E., 288-3303. "Les Beaux Dimanches": 1.30, 3.30, 5.30, 7.30, 9.30.
 - FLICK TWIN (THE): 1433 Crescent, 845-1289. Salle mini: "Flash Bust": 1.00, 2.35, 5.45, 7.20, 8.55, 10.25.
 - GRANADA: 4353 Ste-Catherine E., 255-2428. "Jeunes filles impudiques" et "Les chiennes".
 - GREENFIELD 2: 519 Boul. Taschereau,

LES FILMS MUTUELS
En Association Avec
Les Films Claude Michaud
présentent

Emmanuelle

Le chef-d'œuvre de la littérature érotique devient enfin un film.

Sylvia Kristel
Alain Cuny
Marka Green
Un film de Just Jaeckin

COULEUR

BERRI
ST-DENIS, STE CATHERINE 878-2474

À CAUSE DE L'IMMENSE INTÉRÊT QUE SOULÈVE LE FILM "EMMANUELLE" DES REPRÉSENTATIONS SPÉCIALES SONT AJOUTÉES POUR ACCOMMODER LE PLUS GRAND NOMBRE DE CINÉPHILES.

Toute la semaine:
12.00 - 1.45 - 3.30 - 5.30 - 7.30 - 9.30.

LAISSER-PASSER ET CARTES D'AGE D'OR NON VALABLES!

NE SOYEZ PAS DÉCUS!
ACHÉTEZ VOS BILLETTS DES MAINTENANT!

Le compagnon

Jean Duceppe

en collaboration avec CIMS

de TENNESSEE WILLIAMS

UN TRAMWAY NOMMÉ DÉSIR

Traduction québécoise de GUY DUFRESNE
mise en scène OLIVIER REICHENBACH
Adaptation française de Paule de Beaumont

UN TRIOMPHE!
3 derniers jours

MICHEL FORGET
SOPHIE CLÉMENT

AUBERT PALLASCIO
ANDRÉE BOUCHER

JACQUES GALIPEAU

Le travail fait par HELENE LOISELLE dans la nouvelle production de la Compagnie Jean Duceppe est une véritable performance.

M. DASSYLVA La Presse

Une performance magistrale d'HELENE LOISELLE

ADRIEN GRUSLIN Le Devoir

le DAUPHIN
BEAUBIEN PRÈS D'IBERVILLE 721-6060

LUN. À VEN.: 7.00 - 9.30
SAM.-DIM.: 2.00 - 4.30 - 7.00 - 9.30

LELOUCH FAIT UNE FOIS ENCORE LA PREUVE QU'IL EST UN EXTRAORDINAIRE FABRICANT D'IMAGES, D'IDÉES, DE PERSONNAGES!

—René Homier Roy - Bon Dimanche

VOUS QUI QUITTEZ DIFFICILEMENT VOTRE SALON POUR ALLER AU CINÉMA, JE VOUS DIS DE FAIRE UN "EFFORT ULTIME" ET ALLEZ VOIR TOUTE UNE VIE.

—Diane Massicotte - Journal de Montréal.

PARCE QU'IL EST BEAU, ATTACHANT, HUMAIN, ORIGINAL, SPÉCIAL, TOUTE UNE VIE EST UN FILM A VOIR.

—S. Gagnon - Photo-Journal.

JAMAIS LELOUCH NE SE SERA RÉLEVÉ AUSSI TOTALEMENT

—J.P. Tadros - Le Jour

UN FILM À VOIR ET À REVOIR.

—M. Pecllet - Dimanche-Matin

LES FILMS MUTUELS
LES FILMS CLAUDE MICHAUD

présentent

Toute une Vie

de Claude Lelouch

C'est l'anatomie d'un coup de foudre

Je considère ce film comme mon premier vrai film

POUR TOUS

Marthe Keller
André Dussollier
Charles Denner
Gilbert Bécaud
Carla Gravina
Charles Gérard

Musique de Francis Lai

Bolle à Films Saint-Jean

petites annonces

Nos bureaux sont ouverts du
lundi au vendredi de 10h. à 5h.
331-8961

IMMEUBLES 100
101 propriétés à vendre
108 propriétés à vendre
110 propriétés à la campagne
113 propriétés demandées
117 propriétés commerciales
120 cottages bungalows
123 administration des propriétés
126 maisons mobiles
128 immeubles
130 chalets à vendre
134 condominiums
appartements à vendre
138 manufactures à vendre
141 entrepôts à vendre
144 commerces à vendre
147 terrains à vendre
150 terres à vendre
154 maisons de pension à vendre
156 bureaux et locaux à vendre

159 magasins à vendre
162 garages à vendre
165 divers à vendre
LOCATION 200
202 appartements à louer
204 appartements chauffés à louer
207 appartements meublés
chauffés à louer
209 appartements demandés
211 appartements et
logements à partager
214 logements à louer
218 logements chauffés à louer
222 logements chauffés
meublés à louer
224 logements demandés
227 logements à louer
229 chambres à louer
231 chambres demandées
234 commerces à louer

237 commerces demandés
239 bureaux & locaux à louer
241 bureaux demandés
243 magasins à louer
248 propriétés à louer
250 propriétés demandées
252 bungalows et cottages à louer
254 pensions à la campagne
258 chalets à louer
260 chalets demandés
263 maisons de campagne
266 pièces commerciales
269 entrepôts à louer
271 hôtels villégiature
273 terrains de camping
275 garages à louer
278 entrepôts
280 terrains à louer
283 on demande à louer
285 salles - studios - ateliers
288 divers à louer

MARCHANDISES 300
302 ameublement
305 antiquités à vendre
308 antiquités demandées
310 articles de ménage
314 articles camping
caravaning - tentes
316 articles sport - skis
319 instruments de musique
322 photos et cinés
325 caméras
328 machinerie
330 matériaux de construction
332 effets de bureau - magasins
restaurants
335 tableaux - peintures
338 artisanat
340 tapis - carreaux - linoléum
343 terrazo - céramique
346 machines à coudre
349 lingerie - fourrure vêtements

350 T.V. stéréos - radios
354 monnaie - timbres
360 bois charbon - huile
367 terre jardinage
369 animaux à vendre
371 acheteurs animaux
375 chevaux - voitures
377 imprimerie
379 divers à vendre
380 divers demandés
385 équipement de ferme
SERVICES 400
402 peintre
405 electricien
407 plombier
410 rembourreur
413 entrepreneur
417 denturologiste
420 menuisier - ébéniste
425 service domestique

429 garderie d'enfants
430 perdu et trouve
433 chauffage
435 planchers
438 déménagements
transport - camionnage
440 service divers
444 lavage - nettoyage
448 chapeaux - couture - couturière
450 décoration
455 impôts - tenue de livres
459 portes et fenêtres
460 tailleur
465 terrassement
FINANCE 500
502 associés demandés
505 agents demandés
508 occasions d'affaires
510 assurances
515 hypothèques

520 administration
AVIS DIVERS 600
602 activités sociales
605 voyages & Transport
608 ventes de charité
612 encans
620 chasse & pêche
625 divers
630 avis légaux appels d'offres
634 demandes de soumissions
638 déces
638 remerciements
640 messe
ÉDUCATION 700
701 école
706 école de conduite
709 école de métiers

712 école de danse
715 cours de perfectionnement
720 éducation
722 cours de piano
725 divers - cours
EMPLOIS 800
800 service de personnel
807 couples demandés
810 hommes demandés
820 femmes-filles demandées
830 hommes-femmes demandés
835 agents vendeurs
840 coiffeurs-coiffeuses demandés
845 emplois demandés
VEHICULES 900
903 bateaux moteurs yachts
905 maisons mobiles

910 remorques roulettes
914 bicyclettes
918 motocyclettes
922 tracteurs
928 équipement à neige
933 motoneiges
940 avions
944 clinique d'auto
955 réparations autos camions
958 pneus
962 pièces d'auto
970 équipement de garage
973 accessoires d'auto et camions
978 camions à vendre
982 autos et camions à louer
985 autos
988 debosselage peinture
990 autos camions demandés
999 autos à vendre

101 propriétés à vendre
DEUX-MONTAGNE DUPLEX et
BUNGALOW à vendre: \$36,000.00
Tél.: 473-4570.
Maison à vendre à Bellefeuille près
l'aéroport Mirabel, finie brique;
foyer, garage, sous-sol fini, pas
d'agent, \$60,000. Mme André Da-
vid, tél.: 1-436-7048.

Montréal - coin de Larocque et
Marie-Anne (nord-ouest) 2
commerces et 5 logements, 90' x
50' 727-7513 après 4 heures

147 terrains à vendre
Iberville: 140 x 100', \$1,400. Prêt à
bâtir, sans taxe municipale depuis
10 ans. Tél.: 581-0364.

LAURENTIDES: beau grand terrain
boisé à Fawbridge, ski de fond et
ski alpin à proximité. Prix raison-
nable. Tél.: 667-8817 - 667-6544.

202 appartements à louer
St-Joseph coin Papineau, 5 1/2,
\$125, chauffé, jour 679-2630 poste
169 Soir: 670-1385 ou 523-3475.

218 logements chauffés
à louer
A sous-louer, grand 2 1/2 pièces, à
Outremont. Poêle et réfrigérateur
\$90. 843-8124.

224 logements demandés
Cherche logement près ou sur
Gouin, 625-3113 entre 7h et 8h.

229 chambres à louer
Outremont, chambre à louer, pou-
vant utiliser commodités, libre dé-
but décembre, préférerais homme
Claude 270-5996.

302 ameublement
Armoire de cuisine moderne sur
mesure, vanité, armoire, direc-
tement du manufacturier. Estimation
361-9485 588-3929.

VENTE DE MEUBLES
Lits: \$50.00 ch.
Tables: \$100.00 ch.
Ensemble de salon: \$200.00
Téléphonez le soir: 671-9514.

302 ameublement
Meubles non peints: vendons et
fabriquons. Vaste choix (commo-
des, bureaux doubles et triples, bi-
bliothèques, mobiliers de cuisine,
etc). Avons aussi matelas toutes
grandeurs, à prix d'abaîne. 207
Beaubien est tél.: 276-9067.

305 antiquités à vendre
**ENCAN
D'ANTIQUITÉS**
Matelas, sommiers. Directement
du manufacturier tél: 661-0307.

Notre grande vente aura lieu, di-
manche 3 novembre, 1 PM à 8 PM.
La Maison du Québec Antique, 2
bou. Labelle, Ste-Thérèse, route
11, 435-4350. Pouvant être vu sa-
medi et dimanche matin précé-
dant la vente, grand choix, armoi-
res, buffets, tables, chaises, lam-
pes Tiffany, horloge s, lit en cuivre
etc...

Armoires, huches, tables, coffres,
barattes à beurre, lave-main, en
bois de pin, ensemble de pots à
eau. Gilles Robert, 740 Girouard
St-Hyacinthe. Tél.: 773-1036, après
5h. et le samedi.

319 instruments de
musique
A louer Disco mobile avec disc
jockey et lumières. H.P. Elimina-
teur 1, 527-3574 après 5 heures.

350 T.V. stéréos - radios
Téléviseur Electrohome Console
21" \$80.00 Manteau mouton de
perse noir, très propre \$100.00 Tél.:
255-9267.

Stéréo Provincial Français, table
tournante Dual 1009, 6 hauts-
parleurs 100 W. Adaptateur pour en-
registreur valeur \$800, vendrais
\$400. 676-9124. entre 10h et midi.

369 animaux à vendre
Braque Allemand excellent chien
de chasse, femelle 5 mois, parents
champion (514) 454-9427.

379 divers à vendre
Liquidation marchandise de bijou-
terie, vendus 50% (1/2 prix). Ba-
gues, montres, bijoux, sacs, etc.
articles divers. Cause fermeture.
3007 Sherbrooke est, Centre d'
achats Maisonneuve. Heures
d'affaires de midi à 6 heures.

Set de cuisine 6 morceaux très
propres. Table de centre de salon 60
pouces de diamètre en bois. Tél.:
351-7654.

Poussette pour bébé, très bonne
condition: \$25.00 324-9959.

402 peintre
Peinture intérieure, 2 peintres,
compétents, grande propreté.
351-0439.

413 entrepreneur
Entrepreneur menuisier, finition
sous-sol, travail général 527-1769
soir.

Réparation générale, brique,
pierre, foyer, cheminé, joints.
256-1755.

**PRENDRAIS PEINTURE IN-
TÉRIEUR ET LÉGÈRES RÉ-
PARATIONS. SATISFA-
CTION ASSURÉE. POUR IN-
FORMATION 622-8065**

417 denturologiste
Denturologiste J. Gauthier, fabri-
cation et réparation de prothèses
dentaires amovibles. Tél.: 726-
3401. Bien-être accepté.

435 planchers
Sablage, finition plastique, vara-
thane, nettoyage tapis, tél.: 721-
7738.

438 déménagements -
transport - camionnage
Accepterais déménagement à prix
modique, local ou longue distance,
tél.: 737-8009.

440 service divers
AMASO
Service de rencontres sérieux, 822
est rue Sherbrooke, suite 5, Marthe
Gaudette, b.a.b. péd. ph. 1-es let-
tres. Tél.: 524-3852.

444 lavage - nettoyage
AA-1 Lavage murs, vitres, tapis,
plancher, sablage, varathane, peinture.
Estimation gratuite. Service 7
jours M. Roger 676-3332.

455 impôts - tenue de livres
DÉCLARATIONS D'IMPÔT:
Formule depuis 1968, tenue de li-
vres. Tél.: 381-5425.

625 divers
Psychothérapie, hypnothérapie,
troubles nerveux, cures préventives
contre le stress, cures d'ama-
grissement, adultes, adolescents et
enfants. Centre Jys 374-0484.

801 service de personnel
COLLÈGE BOIS-DE-BOULOGNE: Offre d'emploi. Commis à
la préparation de la paye.

COLLÈGE BOIS-DE-BOULOGNE
offre d'emploi
Commis à la préparation de la paye

QUALIFICATIONS:
● Secondaire V plus connaissances pratiques en
comptabilité.
● Posséder un minimum de 2 ans d'expérience per-
tinentes, c'est-à-dire à la paye.

SALAIRE DE:
\$5,615. à 7,989 selon les qualifications

*Veillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le
6 novembre au:*

Collège Bois-de-Boulogne
Bureau du personnel
10555, Bois-de-Boulogne
Montréal H4N 1L3

830 hommes-femmes
demandés
SECRÉTAIRES
—Elles auront une bonne expérience du travail de
bureau, beaucoup d'initiative et le sens des res-
ponsabilités.
—Posséderont une connaissance impeccable du
français et une bonne connaissance de l'anglais.
—La sténographie serait un atout.
—Devront travailler avec des ingénieurs, des admi-
nistrateurs ou dans le secteur du recrutement de
personnel.
—Salaire: \$7,500. à \$8,400.
Faites parvenir votre curriculum vitae au:
soin de Robert Scott.
La Société Internationale d'Équipement et de Conseil Inc.
2020 RUE UNIVERSITÉ, SUITE 1900, MONTRÉAL, P.Q.

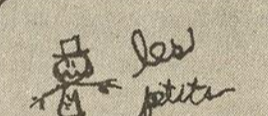
830 hommes-femmes
demandés
Électricien licence "C" bonne
condition de travail. Il vous plaît
écrire ou appeler: Canadian Inter-
national Paper Limited, 15,300 est,
Sherbrooke P.A.T. 642-9240.

845 emplois demandés
Assistante dentaire avec expé-
rience cherche emploi dans la ré-
gion de Laval. Tél.: 473-5224, le
soir.

Comédien 26 ans, cherche travail
expérience de lussil. Professeur
danse, animation, Urgent. Claud
270-5996.

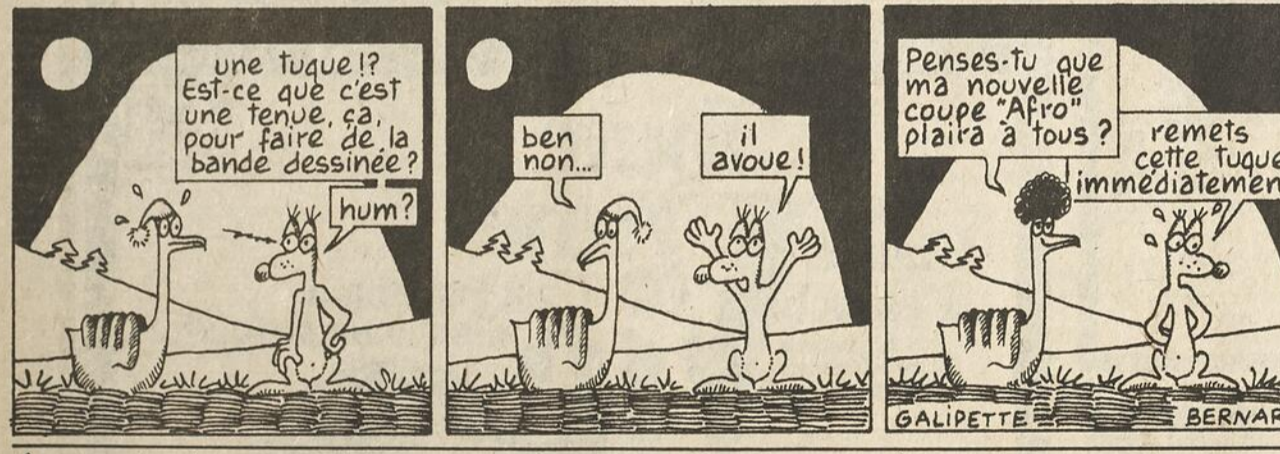
Technologue en gestion du per-
sonnel 16 ans de scolarité, cherche
emploi dans la région de Montréal
1-5919) 565-9624.

990 autos camions
demandés
Achetez Citroens, payons argent
comptant, Biarritz Automobile
323-1900.

La Coopérative  et LE JOUR présentent

Les bandes dessinées québécoises

JAUNES D'OEUF



funambule par tibo



le sombre vilain



et master charge présentent **Jean Duceppe** dans

CHARBONNEAU ET LE CHEF

de John McDonough

EN VEDETTE **JEAN-MARIE LEMIEUX**
JEAN DUCEPPE

**LE DIMANCHE
3 NOVEMBRE 74
À 17h30**

À LA RADIO

VERSION INTÉGRALE
DISTRIBUTION ORIGINALE

CJMS 260 MONTREAL **CJRC** 1150 DITMANN HALL **CJRP** 1060 DURBEC **CJRS** 1510 SHERBROOKE **CJTR** 1140 TRÉS HAYES

RADIOMUTUEL présente La Compagnie Jean Duceppe dans "CHARBONNEAU ET LE CHEF" en tournée: 29 octobre Valleyfield — 30 et 31 octobre St-Jean — 1er, 2 et 3 novembre Drummondville — 27, 28, 29, 30 décembre au Grand Théâtre de Québec

le sport Floyd Patterson lancerait un défi à Ali

• Mohammed Ali chez Mobutu Foreman conteste le K.O.



Téléphoto PA

Le nouveau champion mondial des poids lourds, Mohammed Ali, a rencontré hier le président du Zaïre, Mobutu Sese Seko. Les deux hommes se sont chaleureusement embrassés après avoir échangé des tas de compliments sur leurs tenues vestimentales...

KINSHASA (AFP) — "Je vous ai suivi à la télévision la nuit du 30 octobre", a dit le président Mobutu Sese Seko, hier midi, en recevant Mohammed Ali en sa résidence du mont Ngalema.

"Je pensais à vous à chaque seconde", a répliqué le nouveau champion du monde.

Ces propos ont été rapportés par Mohammed Ali, habillé d'un abacos, "tenue officielle zaïroise", à la presse qui l'interrogeait à l'issue de l'audience présidentielle.

"J'ai exprimé au président Mobutu Sese Seko notre satisfaction et nos remerciements pour l'accueil qui nous a été réservé au Zaïre. Nous sommes très fiers de la façon dont s'habillent les Zaïrois qui ont banni la cravate", a ajouté Mohammed Ali.

"Je vais porter ce costume aux États-Unis, a ajouté le champion du monde et j'insisterai auprès de mes frères américains pour qu'ils l'adoptent. Partout où j'irai j'aurai à la main cette canne, comme le président Mobutu Sese Seko."

George Foreman a contesté, jeudi après-midi dans un entretien avec des journalistes, le K.O. par lequel il a perdu son titre de champion du monde, à Kinshasa. "Ce n'était pas un K.O. mais un knock-down, a affirmé l'ancien champion du monde. L'arbitre a compté trop rapidement et j'ai été très surpris lorsqu'il a déclaré Ali vainqueur alors que j'étais déjà debout lorsqu'il a compté 10."

Bon joueur et bon perdant, Foreman a cependant reconnu que son adversaire a livré un excellent combat. "Il les a tous battus et il est toujours un boxeur formidable. C'est lui le champion maintenant a-t-il souligné. Je brûle évidemment d'envie de prendre ma revanche et je peux vous assurer que ce prochain match se déroulera différemment. Je le mettrai K.O."

Foreman a toutefois assuré que rien n'était décidé quant à un prochain combat. "Ali est le champion c'est à lui de décider" a-t-il dit. "Pour l'instant je vais prendre quelques jours de repos à Kinshasa, manger de la crème glacée, jouer au ping-pong, juste me détendre. Puis, après quelques semaines de repos je retournerai au gymnase et alors on verra."

Floyd Patterson, deux fois détenteur du titre mondial des poids-lourds, a déclaré mercredi qu'il songeait sérieusement à sortir de la retraite pour lancer un défi à Mohammed Ali.

Selon Patterson, aujourd'hui âgé de 39 ans, il ne reste plus à part lui-même, de challenger pour Ali qui a reconquis son titre mardi à Kinshasa.

Ce n'est pas tellement la forme de Mohammed Ali qui l'a impressionné, a déclaré Patterson, mais la façon lamentable dont Foreman s'était battu. "Foreman n'a même pas cherché à se défendre. Il n'a pas su esquiver. Il n'a même pas essayé de se battre. On aurait dit qu'il courait au suicide", a déclaré Patterson.

Plein air, chasse et pêche

par André Y. Croteau

Le trappage revient à la mode

Mon ami Paul Maloin, de Ville-Lalonde, me rendait visite l'autre jour et il avait l'air excité d'un écolier au premier jour des vacances. Il avait mis ses bottes lacées, enfilé son vieux pantalon de laine "british", passé une veste de cuir frangé et attaché autour de son front un bandeau de babiche destiné à retenir ses cheveux tout en empêchant la sueur de retomber dans ses yeux.

"Bon dieu, Paul, où vas-tu comme ça?"

"Je m'en vas trapper!" qu'il m'annonce comme s'il s'en allait aux noces.

Paul Maloin est un de ces trappeurs de la nouvelle génération qui ont une bonne job et un bon boss en ville, quatre jours par semaine, et qui vivent vraiment les trois autres jours. Dans le bois, comme les authentiques coureurs de bois. Qui vivent la seule vie qui leur convienne parfaitement, celle d'aventuriers.

Ça n'y paraît peut-être pas, mais le trappage est devenu depuis quelques années un sport à la mode qui recrute ses adeptes surtout dans les grandes villes. Assez curieusement, le gibier à fourrure abonde aux environs des grandes agglomérations. Le meilleur territoire à rats musqués du Québec se trouve en périphérie immédiate de Montréal. Il y a une peste de castors dans les basses Laurentides et l'Estrie regorge de lynx et de pélicans. Pourquoi cette abondance de gibier? Parce que le couvert et la nourriture abondent et que la pression de chasse y est nulle depuis un demi-siècle.

Ce qu'il faut savoir

N'importe qui peut devenir trappeur du jour au lendemain. Même pas besoin de prendre le cours de manègement d'armes à feu. Vous n'avez qu'à vous procurer un permis de trappage au prix de

\$2.10 au bureau du Ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, Division des fourrures, de votre région ou le commander avec un mandat poste payable à l'ordre du ministre des Finances du Québec en écrivant à M. George Roberts, M.T.C.P., Division des fourrures, 5075 Fullum, Montréal.

Si vous connaissez la chasse, votre initiation au trappage se fera toute seule. Si vous ne la connaissez pas je vous conseille de lire les publications suivantes: "Le Trappage et le commerce des animaux à fourrure du Québec, une plaquette très valable du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche qu'on peut obtenir gratuitement en écrivant au ministère à Québec. "Le Guide du trappeur", par Paul Provencher, aux Éditions de l'Homme; "La Vie traditionnelle du coureur de bois au XIXe et XXe siècle," par Normand Lafleur, Léméac, le magazine "Québec Chasse & Pêche" qui publie à partir de novembre une série d'articles sur le trappage.

Ce qu'il faut savoir

Quand vous avez appris à identifier le gibier et connaissez en théorie quelques façon de le prendre au piège, alors vous vous procurez des pièges. Mais avant d'en acheter, allez donc faire un tour au grenier de votre grand-père; il doit bien traîner quelques vieux Victors par là. Sinon, procurez-vous en chez votre marchand d'articles de sport. S'il n'en a pas, téléphonez, écrivez ou passez chez Courville Sports, 6201 de Normandville, Montréal; c'est le seul magasin exclusivement spécialisé dans la chasse et la pêche à Montréal. Si vous êtes de la région de Québec, voyez M. Lorenzo Boily, de la Maison des Armes à feu.

Puis vous partez à l'aventure, à pied, à cheval ou en voiture, tout en respectant les droits du propriétaire si vous voulez trapper sur des propriétés privées.

les statistiques

courses

Les inscrits

Première course: Trot alloc. pour âge et sexe. A réclamer. Bourse \$1,600.
 1—Pride of St. Archambault 5-2
 2—Daddy Bill Gendron 3-1
 3—Un Tigre Jal. Gingras 4-1
 4—Bill Spec Charron 9-2
 5—Conroy Duch. Mac Tavish 5-1
 6—Conroy Duch. Mac Tavish 5-1
 7—Regis Lobell Hébert 6-1
 8—Coagne Moreau 8-1
 9—Scampi O. M. Fortier 8-1

Deuxième course: Amble alloc. pour âge & sexe. A réclamer. Bourse \$1,600.
 8—Bordervies R. Gendron 5-2
 1—Walkill Sn. MacDonald 3-1
 7—Belle of Mine Gauthier 4-1
 5—Peace Mir Lachance 9-2
 6—Eastwood J. Côté 5-1
 2—Penelope Jodoin 5-1
 4—Scampi O. M. Picard 6-1
 3—Frisco George Bédard 8-1

Troisième course: Amble - non-gagnants de \$2,500 à leurs 5 dern. départ. Bourse \$4,600.
 5—Durrell's Chip Gauthier 5-2
 6—Knight Whiz Mac Tavish 3-1
 2—Mario G.L. Lachance 4-1
 4—Bert's Apollo Lacharité 9-2
 3—Sangria Hébert 5-1
 1—Wicked Mir Hébert 6-1
 7—Race Knight Côté 8-1

Quatrième course: Trot-Conditions. Bourse \$2,400.
 4—Quick Hill Boucher 5-2
 5—Galadon Catellier 3-1
 1—Smart Son Grisé 4-1
 2—Envy Duke Jodoin 9-2
 8—Rocket Drum Rochebeau 5-1
 3—Color Parade Gauthier 6-1
 6—Hail Bourgon 8-1
 7—Spec O' Bra. Murphy 8-1

Cinquième course: Amble - alloc. pour âge & sexe. A réclamer. Bourse \$2,000.
 1—Golden Able Gauthier 5-2
 3—Justy Clean Brosseau 3-1
 4—Tilly Farvel Gendron 4-1
 7—Anderson D. Gendron 9-2
 2—All Time G. Giguère 5-1
 6—Twenty One J. Boucher 6-1
 5—Stormy Ken Seaman 8-1
 8—Quaterail Gauthier 8-1

Sixième course: Trot-Conditions. Bourse \$2,800.
 2—Tunza Time Jones 5-2
 6—Iceberg Lussier 3-1
 1—Impish Min. Gamache 4-1
 7—Big Bang Aubin 9-2
 5—Jambo Coun. Ponton 5-1
 4—Tay Town L. Cléroux 6-1
 3—Laura Rodney Norris 8-1
 8—Lanzo Han. Miller 8-1

Septième course: Amble-alloc. pour âge & sexe. A réclamer. Bourse \$2,100.
 4—Drexel Har. Hébert 5-2
 5—Short Time Picard 3-1
 1—Keystone Ran. Gauthier 4-1
 6—Parker Bars Turcotte 9-2
 3—Phoenix Byrd Turcotte 5-1
 7—Smart Flyer Poirier 6-1
 8—Kings Medal Gauthier 8-1
 2—Hong Kong Giguère 8-1

Huitième course: Amble Conditions. Bourse \$2,800.
 6—Peppy Time Dequise 5-2
 5—Top Bars Jutras 3-1
 4—Drexel Anne Lussier 4-1
 2—Easy Forward Grisé 9-2
 8—Silken Mir Dostie 5-1
 1—Bachelor Gay Hébert 6-1
 3—Powerful W. Mac Tavish 8-1
 7—Battle Dress Villandre 8-1

Neuvième course: Amble non-gagnants de \$4,500. Bourse \$5,000.
 1—Hal Scott Lachance 5-2
 7—Mr. True Hébert 3-1
 5—Model Knight Pelletier 4-1
 3—Grosvenor G. Gamache 9-2
 8—Buena Mir Gendron 5-1
 4—Hammerin H. Boucher 6-1
 6—Sheffield Bay Boucher 8-1
 2—Sultan Gauthier 8-1

Dixième course: Amble - Conditions. Bourse \$2,600.
 4—Port Chief Gendron 5-2
 6—Wana Move Miller 3-1
 2—Del Senator Lacharité 4-1
 1—Racing Pride Seaman 9-2
 3—Barbara Ann Boucher 5-1
 5—Cedar Crest Picard 6-1
 7—Fancy Dancer Hébert 8-1
 8—Bredwardine Brosseau 8-1

hockey

Ligue nationale

Mercredi
 Chicago 4, Montréal 4
 Atlanta 4, Californie 1
 Islanders 1, Rangers 1
 Boston 3, Minnesota 3

DIVISION I
 J G P N Bp Bc Pts
 Islanders...9 6 1 2 41 17 14
 Rangers...9 5 2 2 33 25 12
 Atlanta...11 5 4 2 36 26 12
 Philadelphie 9 5 3 1 29 25 11

DIVISION II
 Chicago...10 6 3 1 46 23 13
 Vancouver...10 5 3 2 35 26 12
 Minnesota...9 2 4 3 18 24 7
 St-Louis...9 2 5 2 25 39 6
 Kansas City 8 0 7 1 17 39 1

DIVISION III
 Los Angeles 10 6 1 3 34 17

Association mondiale
 Mercredi
 N.-Angleterre 5, Toronto 2
 Winnipeg 6, Phoenix 5
 Houston 1, Chicago 0
 Vancouver 8, Edmonton 6
 Minnesota à Cleveland, remis

Section Est
 J G P N Bp Bc Pts
 N.-Angleterre 5 4 1 0 20 14 8
 Cleveland...4 1 2 1 10 14 3
 Chicago...5 1 4 0 10 15 2
 Indianapolis 6 1 5 0 12 23 2

Section Ouest
 Houston...8 4 4 0 26 28 8
 San Diego...4 3 1 0 15 13 6
 Phoenix...7 2 4 1 28 29 5
 Minnesota...6 2 4 0 17 28 4
 Michigan...6 2 4 0 16 22 4

Section canadienne
 Toronto...7 6 1 0 36 17 12
 Québec...5 4 1 0 24 11 8
 Winnipeg...5 4 1 0 22 12 8
 Vancouver...6 3 3 0 18 22 6
 Edmonton...2 0 2 0 6 12 0

BLUE BONNETS
 Les sélections du JOUR
 par Mario Lavallée

Les chiffres entre parenthèse = cote de vitesse

- 1—Regis Lobell (53) - Bill Spec (54) - Active Mike (52).
- 2—Peace Mir (55) - Bordervies Roy (57) - Pinelope (50).
- 3—Bert's Apollo (82) - Mario G.-L. (77) - Wicked Mir (74).
- 4—Galadon (63) - Envy Duke (59) - Quick Hill (59).
- 5—Tilly Farvel (72) - Golden Able (73) - Anderson Dale (69).
- 6—Impish Minbar (60) - Tunza Time (67) - Jambo Counsel (57).
- 7—Drexel Harry (65) - Smart Flyer (65) - Keystone Ranger (59).
- 8—Peppy Time Yates (78) - Drexel Anne (74) - Bachelor Gay (74).
- 9—Sheffield Bay (75) - Mr True (80) - Hal Scott (76).
- 10—Port Chief (82) - Racing Pride (78) - Del Senator (76).

football

Ligue canadienne

Conférence de l'est
 G P N Pp Pc Pts
 Montréal...7 4 2 282 234 16
 Ottawa...7 7 0 241 216 14
 Hamilton...6 8 0 242 270 12
 Toronto...5 7 1 220 256 11

Conférence de l'ouest
 C.-B...13 8 5 0 27 229 16
 Edm...13 7 5 1 282 222 15
 Winnip...13 7 6 0 218 280 14
 Sask...14 7 7 0 264 266 14
 Calgary...13 4 9 0 213 259 8

Division IV
 Buffalo...9 5 3 1 31 31 11
 Boston...9 3 2 4 36 30 10
 Toronto...9 3 3 3 34 33 9
 Californie...11 2 7 3 28 56 7

Les meneurs
 B A Pts
 Esposito, Bos...10 5 15
 Pappin, Chi...8 7 15
 Orr, Bos...4 11 15
 Boldirey, Chi...4 11 15
 Lysiak, Atl...3 12 15
 Oddleifson, Van...3 11 14
 D. Potvin, Isl...3 11 14
 Dionne, Det...2 12 14
 Nevin, La...8 5 13
 Bennett, Atl...6 6 12
 Cournoyer, Mon...5 7 12
 Mikita, Chi...5 7 12
 Park, Ran...4 8 12
 Lapointe, Mon...4 8 12
 Vadnais, Bos...3 9 12
 Johnston, Cal...3 9 12
 Johnston, Cal...3 9 12
 Boudrias, Van...1 11 12

LOUEZ UNE VOITURE! HOHELAGA DRIVE YOURSELF VOLKS et VOITURES COMPACTES AMÉRICAINES 2122 RUE MASSON. 524-6836

La Québécoise notre cigarette à nous

Pourquoi fumer des C.D.A.?

"Un produit fabriqué exclusivement pour La Société des Tabacs Laurentiens Inc."

Av. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social considère que le danger pour la santé croît avec l'usage.

La nouvelle Peugeot 504GL Diesel

Luxeuse, élégante — mais économe jusqu'à l'avance (28 à 40 milles au gallon). Sedan ou station-wagon.

G.G.Q. Les Grands Garages du Québec Ltée 306 est, ST-ZOTIQUE 273-9105 (Métro Beaubien)

Ça s'adonne qu'on s'abonne au quotidien national des Québécois

ABONNEMENTS PAR LA POSTE

Ci-joint mon chèque d'abonnement de \$15.00 pour 3 mois
 de \$30.00 pour 6 mois
 de \$52.00 pour 12 mois

Edition du samedi seulement \$12.00 pour 12 mois

NOM _____
 ADRESSE _____
 VILLE _____
 TEL _____

POUR RENSEIGNEMENTS COMPOSEZ: 331-8961

ABONNEMENTS PAR CAMELOTS (1.25 par semaine)

MONTRÉAL QUÉBEC
 Rive-Sud 658-8920
 Laval Hull
 St-Jean 771-7894
 331-8961 332-3890 SAGUENAY, LAC ST-JEAN

COTE-NORD Chicoutimi
 Baie-Comeau Jonquière
 Hauterive Alma
 589-5017 et les environs
 Sept-Îles 543-5377
 Port-Cartier SOREL
 962-6727 742-3328
 RIMOUSKI
 723-5616

Les garçons et les filles âgés de 10 ans et plus qui désirent devenir CAMELOTS n'ont qu'à téléphoner aux numéros cidessus.

LE JOUR

387 boul. Lebeau, Ville St-Laurent 331-8961

le sport

Johnny Rodgers, joueur par excellence dans l'est!

Johnny Rodgers, des Alouettes de Montréal, et le vétéran quart-arrière Tom Wilkinson des Eskimos d'Edmonton ont été élus finalistes hier au titre de joueur par excellence de la Ligue canadienne de football.

On se souviendra que Rodgers avait remporté le trophée Heisman comme le meilleur joueur collégial aux États-Unis avant de rafler le titre de recrue de la saison l'an dernier dans la LCF.

Rodgers et Wilkinson

représentant respectivement les conférences de l'est et de l'ouest ont été sélectionnés à l'issue du deuxième tour de scrutin chez les 96 journalistes qui suivent les activités du football canadien.

Les Alouettes et les Eskimos ont, par ailleurs, déjà décroché les honneurs de la première place dans chaque conférence.

Un autre joueur des Alouettes, le garde offensif Ed George est également en

nomination finale au titre de joueur de ligne offensive par excellence du circuit. Il luttera contre Curtis Webster des Lions de Vancouver. On sait que cette catégorie de joueur de ligne offensive est toute nouvelle dans la course aux trophées individuels de la LCF.

Chez les joueurs de ligne défensive, John Helton des Stampeders de Calgary et Wayne Smith des Rough Riders d'Ottawa sont les finalistes.

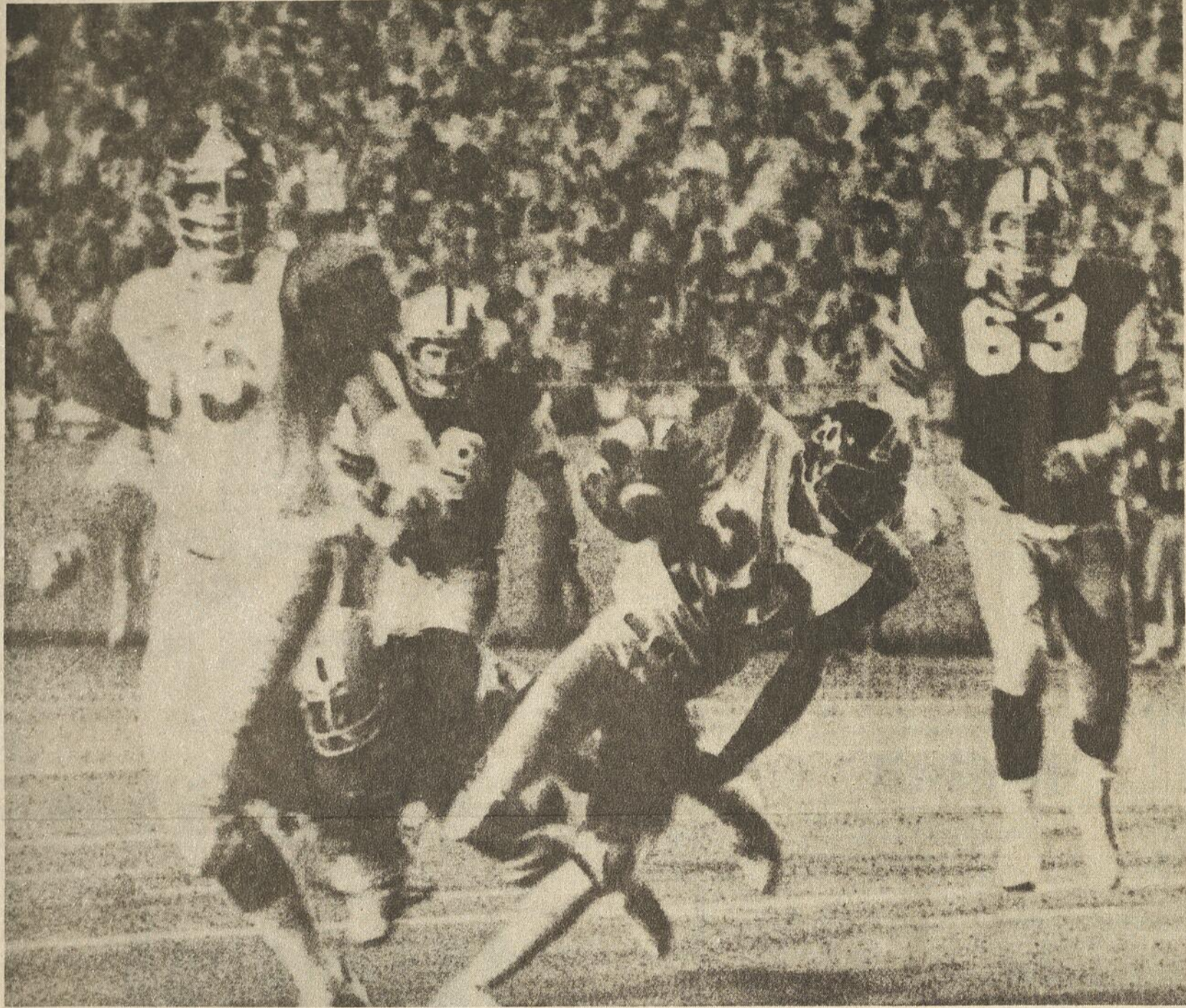
Dans l'autre catégorie, celle du joueur canadien par excellence, ce sont deux alliés offensifs qui sont en nomination, soit Tony Gabriel des Tiger-Cats de Hamilton et Rudy Linterman des Stampeders.

On sait que Johnny Rodgers mène présentement le bal au chapitre des touchés dans la Conférence de l'est avec 11, sept par la passe et quatre à la suite de courses. A un match de la fin de la

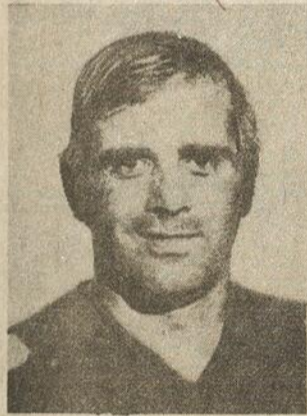
saison, Rodgers a capté 55 passes pour des gains de 897 verges en plus d'accumuler un total de 491 verges au sol en 86 tentatives.

Quant à Wilkinson, il possède la meilleure fiche chez les quarts-arrière de la Ligue canadienne maintenant une moyenne de passes complétées de 66%.

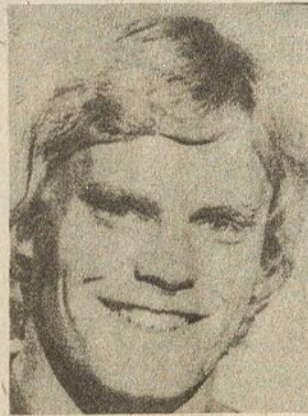
Jusqu'ici cette saison, Wilkinson a réussi 13 passes de touché et n'a été intercepté que sept fois.



Le petit numéro vingt des Alouettes, Johnny Rodgers, a été sélectionné hier par un jury de 96 journalistes canadiens comme un des deux candidats au titre de joueur par excellence de la Ligue canadienne de football. Tom Wilkinson, des Eskimos d'Edmonton, est celui qu'on a choisi pour représenter la Conférence de l'ouest.



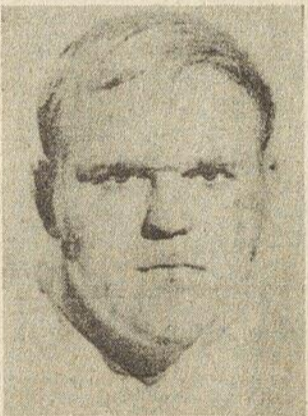
Tom Wilkinson



Rudy Linterman



Wayne Smith



Ed George



Tony Gabriel

les capsules

d'Alain Gerbier

Si vous n'avez jamais dormi dans le lit de Napoléon, écrit à la table de travail de Balzac, barboté dans le Rubicon de César, serré la main de Frankenstein ou botté le derrière de Mohammed Ali, il manque une sensation exceptionnelle à votre répertoire... cette sensation étrange et envoiement que provoque le contact des "grands". Elle est cependant à votre portée: C'est pour vous qu'a été conçu le "dîner des célébrités sportives"! La huitième de ces manifestations sportivomondaines aura lieu vendredi 13. "L'ancienne étoile du Canadien de Montréal Dickie Moore et le recordman demi-arrière des Alouettes George Dixon la hausseront de leur présence (on n'arrête pas l'inflation). Nommés récemment au Temple de la renommée du hockey et du football, Moore et Dixon se joindront donc ce vendredi là à une kyrielle de vedettes du sport parmi lesquelles Bobby Thompson, Ralph Brancio et John Davis.

"Hunter est le joueur le plus tenace que j'ai vu depuis que je suis dans le monde du baseball".

Pendant qu'Ali manie avec grâce la théière dans les salons du président Mobutu, les joueurs de tennis gratent la raquette dans les courts européens: A Paris, les Américains Eddie Dibbs et Harold Salomon et le Chilien Jaime Fillol ont at-



Chris Evert... la raquette est un élément de son charme

Pas de souper ce soir au Centre Maisonneuve (vous pouvez apporter votre casse-croûte) mais du sport actif l'équipe du Québec de volley-ball rencontre la formation nationale égyptienne (17e aux récents championnats du monde). C'est d'ailleurs la première fois qu'une équipe provinciale est opposée à un six national étranger. Avant cet affrontement (prévu aux alentours de 20h30), l'équipe féminine du Québec sera opposée à son homonyme ontarien. (Ledit homonyme ontarien peut en fait être identifié à l'équipe de London).

La formation masculine québécoise sera composée de Michel Roy (passeur), Jean Letendre (gérant à Mexico, il fait ce soir sa rentrée), Philippe Parent, des Sherbrookoïses Gilles Chiasson, André Gagnon, Michel Trépanier (substitut) Pierre Lemieux, Jean-Pierre Lemay, Richard Bergeron du Québécois Gilles Lépine, de Claude Laroche (substitut) et André Charron. L'équipe sera conseillée par Vladimir Boldireff (à Montréal) et par Denis Custeau (à Québec). La sélection a été faite conjointement par les deux entraîneurs mais c'est Mike Farnawani, l'ancien "coach" de la Palestre nationale "A" qui en a donné les grandes lignes... Après examen de cette sélection, on peut s'étonner du fait que Claude Laroche n'ait été retenu qu'à titre de substitut. Il est en progression continue et supporte mieux le stress des compétitions importantes que nombre de joueurs présents dans la formation provinciale!

Lundi, de retour à Montréal, les Égyptiens se montreront encore sous leur meilleur profil... devant l'équipe canadienne cette fois! On retrouvera alors Claude Hallé, Pierre Marcoux, Bruno Prasil, Claude Lemieux, Pierre Bélanger, et Jean Katalan, un Jean Katalan que Bill Neville pourrait céder ce soir, l'espace d'un match pour qu'il prête main forte à l'équipe provinciale.

teint les quarts de finale du championnat de France intérieur open. Dibbs a battu Erik van Dillen (USA) 6-2,9-8; Salomon a eu raison de l'italien Antoni Zugarelli 6-3,6-2 et Fillol a défait l'Australien Barry Philipps Moore 6-3,6-4. A Vienne, un autre Américain Vitas Gerulaitis a battu 6-2,7-5 le Sud-africain Bob Hewitt. Plus heureux a été le compatriote de Hewitt, Ray Moore: il est venu à bout du Polonais Fibak 3-6,6-2,6-3. Pattison (Rohésie) a défait Bengtsson (Sue) 7-5,6-1 et chez eux, les Autrichiens Wimmer et Kary se sont imposés aux dépens de Rahim (Pakistan) et Benyik (Hongrie).

A Cardiff enfin, l'Américaine Newberry a vaincu en quart de finale d'un tournoi intérieur la Britannique Mottram 6-4,6-3. Elle rencontrera aujourd'hui Glynis Coles en demi-finale.

Une pause entre deux résultats de tennis pour vous signaler que Vern Rapp, le gérant des Indiens d'Indianapolis s'est vu attribuer le trophée Casey Stengel qui récompense le meilleur gérant de l'année...vous pourriez le placer au dessus de la cheminée entre la statue de Saint Antoine de Padoue et le portrait de l'arrière grand-père.

Revenons-en au tennis et de ce côté de l'Atlantique. Christ Evert a écarté la Britannique Virginia Wade 6-1,6-3 dans le tournoi international de Hilton Head Island. Dans la finale du double masculin, l'Australien Rod Laver et le Suédois Bjorn Borg ont fait équipe pour battre le Roumain Nastase allié à l'Américain Stan Smith (7-6,6-7 et 6-2). Goolagong et Wade ont, chez les femmes, eu raison de Christ Evert qui s'était pour la circonstance allié Billie Jean King (3-6,6-4 et 6-3).

Du tennis encore, mais celui là s'est mis à table. L'équipe canadienne de cette spécialité quittera Ottawa demain à destination du Japon. Elle y séjournera un mois et y rencontrera différentes équipes pour parfaire sa préparation en prévision des championnats du Commonwealth. Parmi les membres de cette équipe, les Québécois Adham Sharara et Rod Young.

Une autre équipe canadienne, celle de football (soccer) était en "vaidrouille" à l'extérieur. Après avoir triomphé modestement des Hongrois, elle vient d'essuyer un échec à Varsovie devant la formation nationale polonaise. Les auteurs des deux buts de la partie sont des Polonais Kasaik et Jukubczak.

...Que s'est-il passé dans l'esprit de M. Roger Rousseau, président du COJO? Mercredi à Francfort sur le Main, peut-être a-t-il pensé "sauçisses", et de là pensé "hot-dogs," et de là encore pensé "journalistes"? (On sait que cette catégorie d'individus consomme force chiens-tièdes)... toujours est-il qu'il a indiqué en ces lieux que 6.050 journalistes, photographes commentateurs de radio et de télévision étaient attendus à Montréal pour 1976! Ces chiffres a précisé M. Rousseau, dépassent largement ceux de Munich ou "seulement" 4000 journalistes étaient présents. M. Rousseau a ensuite indiqué la répartition par pays et continents et énoncé une série de pourcentages... Couper des journalistes comme du jambon! M. Rousseau a peut être inspiré par un récent passage à Mayence?

"Charles Finley avait l'air d'un père-heureux alors qu'il commentait le choix de son protégé Catfish Hunter pour le trophée Cy Young de la Ligue américaine" nous explique le correspondant de la Presse associée. Il n'était apparemment pas question pour lui de couper en quatre ou de disséquer le succès de Hunter. Le propriétaire des Athletics d'Oakland s'est contenté d'une déclaration trapue que je vous rapporte à mon tour:



Jim Hunter

Montréal AM

avec SERGE BÉLAIR & cie



musique, nouvelles, sports, circulation, nouvelles insolites, reportages, humour et encore plus de inusique...

tous les matins de 6h00 à 9h30 à

CJMS
1280 MONTREAL